



RÉSISTANCES MUSULMANES

© Jean-Philippe Kiszczek/AFP

BOUALEM SANSAL, POUR LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE



11

FRANÇOISE MEYRAN : PEINDRE CONTRE L'OUBLI



41

CONVENTION ANNUELLE DE LA LICRA À MARSEILLE



46-47

TOUS RHÔNALPINS
TOUS CITOYENS

我们都是罗纳-
阿尔卑斯山人，
我们都是国
家公民。

*Jutti Rodanoalpini,
tutti cittadini*

כלם אזרחים,
) Rhône-Alpes (
אזור רון-אלפים
כלם תושבי

*Rhône-Alpes
citizens share
common values*

*Jodos habitantes
de Rhône-Alpes,
todos cidadãos*

مواطنون.
كُلِّنا ،
) Rhône-Alpes (
رونالبيون
كُلِّنا

Բոլորս
Ռոնալպից ենք,
բոլորս էլ
քաղաքացի:

*Wir aus Rhône-Alpes,
Bürger aus ganzem
Herzen*

Rhône-Alpes ^{Région}



ALAIN JAKUBOWICZ | Président de la Licra

Sans langue de bois ni tabou



Photo de couverture : Lors d'une manifestation près de la mosquée de Saint-Etienne, le 9 janvier 2015, suite à l'attaque meurtrière contre « Charlie Hebdo », un musulman porte le message « Pas en mon nom ».

Qu'on le veuille ou pas, les fous de Dieu qui décapitent, enlèvent, violent et assassinent aux quatre coins de la planète se réclament de l'islam. D'un islam dévoyé, bafoué et humilié, certes, mais de l'islam quand même. Bien sûr qu'il ne faut pas faire d'amalgames. Bien sûr que ces criminels sanguinaires ne constituent qu'une infime minorité, dont les musulmans sont les premières victimes. Il n'empêche, quand ils font couler le sang, ce sont tous les musulmans qui sont montrés du doigt.

C'est injuste mais c'est ainsi. On peut s'en indigner, faire de grands et beaux discours, ça ne changera rien. On ne réglera pas le problème avec des bons sentiments, fussent-ils légitimes et sincères. La solution est entre les mains des musulmans eux-mêmes.

C'est à eux de crier à la face du monde que les fanatiques qui assassinent au nom de leur foi sont des imposteurs qui déshonorent le Prophète. C'est à eux de descendre en masse dans les rues des capitales souillées par le sang des victimes pour hurler « *Not in my name!* ». Il ne s'agit pas pour eux de s'excuser de crimes qu'ils n'ont pas commis, mais d'envoyer un message fort aux assassins, pour leur intimer l'ordre de cesser

d'instrumentaliser leur Dieu, et leur signifier qu'ils n'ont pas peur. La parole de l'islam de tolérance, de paix et de concorde, doit être plus forte que celle des obscurantistes pourvoyeurs de haine et de mort. Elle doit être plus claire, plus unanime et plus ferme.

Ces voix existent, lucides et courageuses, plus nombreuses qu'on le croit. Nous connaissons celles de l'imam Chalgoumi et de Latifa Ibn Ziaten. Nous sommes heureux et fiers de faire entendre dans ce numéro du « *Droit de vivre* » celles de Boualem Sansal, Farid Abdelkrim, Chadortt Djavan, Sami Aldeeb, Abdenour Bidar,

Fehri Benslama, Hakim Elkaouri, Bariza Khiari, Chahla Chafiq, Lassana Bathily, Tareq Oubrou et Waleed Al-Husseini.

Ces hommes et ces femmes de culture mu-

sulmane, venant d'horizons divers, chiites et sunnites, croyants et laïcs, parlent sans langue de bois ni tabou de tous les sujets, y compris des sujets qui fâchent : la place de la religion dans la société, la question du voile, le blasphème, les caricatures, la liberté d'expression, l'antisémitisme... Leur voix est la meilleure réponse aux fanatiques et aux racistes. Écoutons-les, remercions-les, aidons-les... ■

« La solution est entre les mains des musulmans eux-mêmes. »

SOMMAIRE | LE DROIT DE VIVRE

ÉDITORIAL | p. 3

par Alain Jakubowicz

LE MOT | p. 5

par Antoine Spire

ACTUALITÉS | p. 7

• Des statistiques contradictoires

DOSSIER | p. 8 à 31

Résistance musulmane

INTERNATIONAL | p. 32

• Le « cercle de paix » des musulmans d'Oslo

SPORT | p. 33

• Le racisme persiste dans le foot amateur

CULTURE | 35 à 44

LIVRES /

- Engagés oui. Mais en poésie
- Mémoires d'un juif rebelle en chef d'escala militant
- Le pied d'enfer des supporters
- Son frère, sa bataille
- Lydia Guirous : la colère, le courage et l'espoir
- Marceline, inconsolée et accusatrice

EXPOSITIONS /

- Les chefs-d'œuvre de Gustav Klimt : une survivance de la destruction nazie
- Peindre contre l'oubli

CINÉMA /

- « Dear White People », le film qui déchire sa race !

THÉÂTRE /

- « L'être ou pas », ou « Pour en finir avec la question juive »

DOCUMENTAIRE /

- Un riz « made in France » au goût amer

VIE DES SECTIONS | p. 45 à 51

PORTRAIT /

- Un imam intégrateur et militant de la Licra

VIE DES SECTIONS /

- Un après-midi pour deux tables rondes
- Vanves : à petite section, grandes initiatives !
- Strasbourg : un symposium européen pour mettre les pieds dans le Net
- De « l'après-Charlie » à la « question Roms » : deux pistes pour le Cercle de la Licra

COURRIER | p. 53-54



Open
New
Frontiers
in Hospitality®

Ouvrir de nouvelles frontières, c'est **vivre et imaginer autrement l'hôtellerie de demain**. C'est réinventer nos offres, nos services et nos métiers, avec passion. Cette passion, nous la cultivons jour après jour avec l'exigence de faire grandir les 170 000 collaborateurs*, respecter les communautés qui nous accueillent et transmettre le meilleur aux générations futures.

Du luxe à l'économique, nos 3 600 hôtels répondent à toutes vos envies de voyage, à tous vos besoins et à tous vos budgets. Partout dans le monde.

*sous enseignes Accor

SOFITEL
LUXURY HOTELS

PULLMAN



GRAND MERCURE

NOVOTEL

Life NOVOTEL



Mercure

adagio

ibis

ibis
STYLES

ibis
budget

hotelF1

ANTOINE SPIRE | Rédacteur en chef

Comment se porte le racisme en France ?



On se demande parfois si les attentats de janvier ont fait reculer le racisme quotidien diffus dans la société française, si nos compatriotes, marqués par la féroce tuerie contre les journalistes de « *Charlie* » et les juifs du supermarché casher de Vincennes, ont prolongé la levée en masse du 11 janvier en s'engageant dans la durée⁽¹⁾. Le gouvernement, quant à lui, a enfin accédé à nos demandes en faisant de l'antiracisme une cause nationale en 2015. Nous souhaitons depuis longtemps que les discours de haine ne relèvent plus de la loi sur la presse de 1881. Jusqu'ici l'incitation à la haine raciale pouvait être jugée en comparution immédiate, mais les délais de prescription étaient plus courts que pour d'autres délits, et les suspects n'étaient pas susceptibles de garde à vue. Désormais, en faisant relever le discours et l'acte racistes du droit pénal, l'Etat décide d'un cadre plus rigoureux.

Le gouvernement a décidé aussi de sanctionner plus rapidement et plus efficacement les expressions racistes sur le Net : Pharos, plateforme de signalement des contenus illicites, voit son rôle renforcé. L'aide aux victimes, à laquelle nous contribuons quotidiennement, sera relayée à l'échelle de l'Etat : il s'agit de lutter contre les discriminations de toute sorte, à l'embauche comme dans l'acquisition d'un logement. Sur le plan éducatif, la formation des enseignants inclura des programmes de sensibilisation et de réflexion sur le sujet, et les incidents racistes seront répertoriés et sanctionnés ; les élèves visiteront régulièrement des lieux de mémoire et découvriront des œuvres qui les initieront à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Tout cela ne produira des fruits qu'à long terme. Aussi faut-il prendre la mesure d'un phénomène qui reste inquiétant. Si le sondage rendu public par la Commission nationale consultative des droits de l'homme indique un léger progrès de

l'indice de tolérance envers les minorités – noire, maghrébine, musulmane et juive –, cela n'empêche pas que la xénophobie continue à progresser : plus de 7 Français sur 10 trouvent qu'il y a aujourd'hui trop d'immigrés dans le pays. On peut ne pas considérer cet indicateur comme très pertinent, mais il a augmenté de 50 % en cinq ans. Il faut critiquer l'absence de scientificité de ces sondages qui, dans le même mouvement, nous précisent que 6 Français sur 10 ont conscience qu'il est plus difficile pour un immigré ou un étranger d'accéder à un emploi, et que 7 sur 10 considèrent que les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux, puisqu'ils contribuent à l'économie française.

Par-delà ces chiffres contradictoires, il faut noter que les préjugés s'enracinent. On laissera de côté le recensement du nombre d'actes racistes ou antisémites, qui augmentent

mais qui s'accompagnent d'une réprobation qui croît elle aussi. Ce qui est plus intéressant, c'est de savoir de quoi on parle quand on mentionne des actes racistes ou antisémites. Ces dernières années, on a de nouveau

tué des juifs simplement parce qu'ils l'étaient (Toulouse, Hyper Cacher de Vincennes, Bruxelles), et les agressions physiques contre les minorités musulmane ou juive ont progressé.

On souhaiterait que derrière le mot *acte*, on puisse faire le partage entre ce genre d'exactions criminelles contre les personnes et les injures ou détériorations de lieux de culte. Tout se passe comme si, à côté d'une population un peu plus ouverte, une minorité de racistes décidés n'hésitait plus à casser « du juif ou du bougnoule ».

Ainsi, le racisme actif et militant est très minoritaire, mais plus violent et criminel que jamais, alors que la population majoritaire tolère un peu moins mal les minorités, en restant toutefois accrochée à une xénophobie préoccupante. ■

« Même si les sondages sur le racisme avancent des chiffres contradictoires, on note que les préjugés s'enracinent. »

*

1. Nous reviendrons, dans le prochain numéro du « *Droit de vivre* », sur le livre d'Emmanuel Todd : « *Qui est Charlie* ». L'auteur y développe une analyse pour le moins hétérodoxe, mais pour nous inacceptable, des manifestations de janvier.

LA LICRA | LE DROIT DE VIVRE

N° 656 | MAI 2015

• Fondateur : Bernard Lecache
• Directeur de la publication : Alain Jakubowicz
• Directeur délégué : Roger Benguigui
• Rédacteur en chef : Antoine Spire

• Comité de rédaction : Delphine Auffret, Alain Barbanel, Karen Benchetrit, Roger Benguigui, Michèle Colomes, Alain David, Georges Dupuy, Baudouin Jonas Eschappasse, Frédéric Hamelin, Marina Lemaire, Alain Lewkowicz, Justine Mattioli, Deborah Piekarz, Mano Siri.
• Coordinatrice rédaction : Mad Jaegge.

• Éditeur photo : Guillaume Krebs.
• Abonnements : Patricia Fitoussi.
• Maquette et réalisation : Sitbon & associés
Tél. : 04 37 85 11 22.
• Société editrice : Le Droit de vivre
42, rue du Louvre, 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 08 08
E-mail : ddv@licra.org
• Imprimeur : Riccobono Offset Presse
115, chemin des Valettes, 83490 Le Muy

• Régie publicitaire : OPAS
Hubert Bismuth
41, rue Saint-Sébastien, 75001 Paris
Tél. : 01 49 29 11 00
Les propos tenus dans les tribunes et interviews ne sauraient engager la responsabilité du « *Droit de vivre* » et de la Licra.
Tous droits de reproduction réservés
- ISSN 09992774
- CPPAP : 1115G83868



Culture partagée : quand Lyon signe, Lyon s'engage !



En signant la 3^{ème} CHARTRE DE COOPÉRATION CULTURELLE, 21 établissements de la Ville de Lyon s'engagent de nouveau dans la construction d'une ville plus solidaire.

Objectif : mettre en place, avec les acteurs des quartiers, des projets participatifs valorisant la diversité culturelle et permettant à tous d'accéder à l'excellence. Un véritable partage culturel, facteur de solidarité et de cohésion sociale.

LYONendirect
04 72 10 30 30 lyon.fr



Rhône-Alpes

La ville comme on l'aime, engagée

LA RÉGION BOURGOGNE S'ENGAGE EN FAVEUR DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Il n'y a pas de paix durable sans développement économique et sans éducation des peuples

Contribuer au changement des conditions de vie des habitants des pays en développement, à leur formation, favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, c'est participer à créer les conditions favorables à la paix.

Afin d'améliorer les perspectives de vie des hommes et des femmes des pays du Sud, la Région Bourgogne accompagne les structures bourgognonnes qui mènent des actions en faveur d'un développement économique et social durable de ces pays.

Chaque année ce sont plus de 40 projets qui se concrétisent.

www.region-bourgogne.fr

 Conseil régional de Bourgogne - Page officielle

Des membres de l'association Apprenons l'édition à l'étranger, lors d'un chantier à Madagascar

Des statistiques contradictoires

Depuis vingt-cinq ans, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dresse un état des lieux du racisme en France. En cette période de montée des extrêmes droites xénophobes et d'un islamisme meurtrier, les résultats expliquent les divergences d'interprétation.

EN FRANCE, L'AMPLEUR DU RACISME RESTE SOUS-ESTIMÉE

En dépit des avis de la CNCDH ou des consignes ministérielles, l'ampleur du racisme et de l'antisémitisme reste toujours très mal cernée en France.

Par comparaison, le Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles) a recensé plus de 37 000 incidents racistes en 2013-2014, soit plus de 100 par jour. La France, quant à elle, ne répertorie en moyenne que 1 300 actions ou menaces⁽¹⁾ racistes par an depuis dix ans, soit une moyenne de 4 par jour...

Depuis des années, la Licra peut témoigner de l'insuffisance des remontées concernant les faits de racisme, que ce soit dans le sport, dans les loisirs, dans les entreprises, et même parfois dans l'Education nationale.

Les dépôts de plainte sont rares, et il est difficile d'établir juridiquement le caractère raciste d'une agression. De surcroît, il n'est pas facile de convaincre les victimes de porter plainte quand 95 % des faits de racisme sont classés sans suite, faute de preuve valable sur le plan juridique (en particulier quand les faits ne sont fondés que sur la seule parole de la victime), ou faute d'avoir identifié les auteurs (graffitis sur les boîtes à lettres, cimetières saccagés...).

2014 : AUGMENTATION DE PLUS DE 100 % DES FAITS D'ANTISÉMITISME

La guerre de l'été 2014 entre Israël et Gaza aura encore servi de prétexte pour perpétrer des agressions contre les juifs en France. Cette instrumentalisation s'est traduite par une augmentation de plus 124 % des violences (*actes*) antisémites, et une progression de près de 92 % des *menaces*.

En juillet 2014, les incidents antisémites sont passés de 38 cas en 2013 à 208 en 2014.

Le rapport mentionne aussi que le mois de janvier 2014 avait connu une recrudescence des violences antisémites après l'interdiction du « spectacle » de Dieudonné M'Bala M'Bala et la manifestation Jour de colère du 26 janvier 2014.

Pendant la même période, le nombre des actes de racisme et de xénophobie est resté relativement stable, en passant de 625 à 648 faits recensés, et les incidents antimusulmans ont diminué de 41 %, si l'on retient les chiffres du ministère de l'Intérieur, corroborés par le l'Observatoire national contre l'islamophobie, créé au sein du CFCM.

LA LAÏCITÉ PLÉBISCITÉE

Chaque année, la CNCDH s'efforce de préciser l'état de l'opinion en matière de racisme avec l'analyse d'un sondage qualitatif CNCDH/ BVA. En 2014, la laïcité est reconnue comme une valeur positive par 75 % des sondés, alors que le taux est de 47 % pour les religions.

On peut, dans ce sondage, relever des réponses qui sont porteuses d'espoir ou de difficultés, mais aussi des pratiques religieuses qui sont réprochées :

– 64 % des sondés estiment qu'une lutte plus vigoureuse contre le racisme est nécessaire :

– les propos racistes (sale Noir, sale Juif, sale Arabe, sale Rom et sale Français) sont condamnés à plus

de 80 % par les sondés ;

– mais 7 % des personnes

de l'échantillon de l'en-

quête estiment que les

Roms ne veulent pas s'in-

tégrer en France et vivent

de vols et de trafics ;

– le port du voile, tout comme le port du voile intégral, fait problème en France pour respectivement 79 % et 92,8 % des sondés ;

– les autres pratiques religieuses musulmanes (jeûne du Ramadan, prières ou interdiction de manger du porc et de boire de l'alcool) ne posent pas de problème pour la majorité des sondés,

Concernant les convictions, on peut écrire que 34 % des sondés se déclarent « *plutôt raciste* »

ou « *un peu raciste* », ou que 66 % des répondants se déclarent « *pas raciste du tout* » ou « *pas très raciste* ».

« 1/3 des sondés se déclarent «plutôt racistes» ».

A LIRE

Année 2014

« *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie* ».

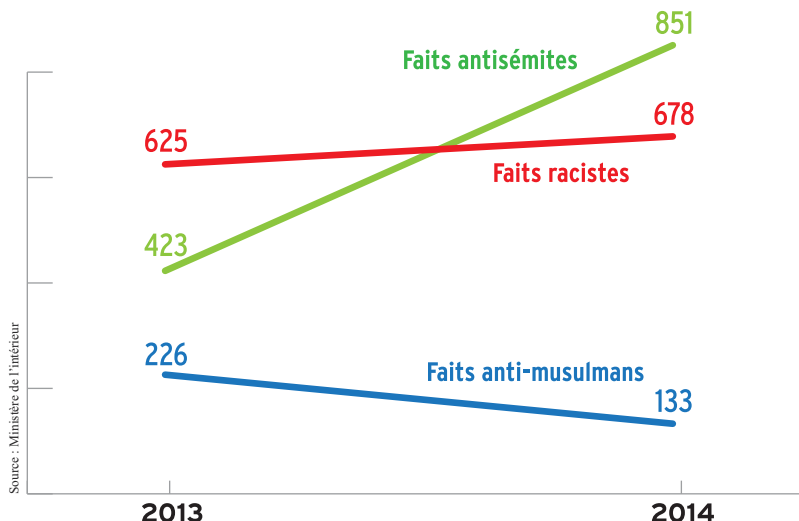
La Documentation française, 574 p.

*

1. Sous la catégorie « *actions* », le ministère de l'Intérieur répertorie les homicides, les violences et voies de fait dont le mobile est raciste ; sous le vocable « *menaces* » sont recensés les propos, gestes menaçants et démonstrations injurieuses, les inscriptions, les tracts ainsi que les courriers à caractère raciste.

Roger Benguigui

Evolution du racisme et de l'antisémitisme en France



Le long chemin de "l'islam de France"

L'organisation d'un islam ouvert et tolérant est à nouveau au programme du gouvernement qui, comme une majorité de Français musulmans, juge que le Conseil français du culte musulman est dépassé. Etat des lieux.



Prière du vendredi dans la grande mosquée de Strasbourg, le 16 mai 2013. ▲

A LIRE

- Bernard Godard : « *La Question musulmane en France* ». 2015, Ed. Fayard ;
- Edwy Plenel : « *Pour les musulmans* ». 2015, Ed. La Découverte ;
- Farid Abdelkrim : « *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste. Itinéraire au cœur de l'Islam en France* ». 2015, Ed. Les points sur les i ;
- Rémy Leveau et Kadija Mphsen-Finan : « *Musulmans de France et d'Europe* ». 2005, Ed. du CNRS.



1. Ancien responsable du culte musulman au Bureau des cultes.

C'est reparti pour un tour. Le 12 février dernier, devant le Sénat, Manuel Valls a annoncé son intention de remettre sur l'établi l'organisation du culte musulman et d'un islam de France modéré et tolérant. Pour Matignon, l'idéal serait d'arriver, *in fine*, à un système qui fournisse également des éléments de réponse à la République sur des sujets d'actualité sensibles comme la viande halal dans les cantines ou le port du voile à

l'université. Une chose est certaine : les consultations tous azimuts dépasseront le simple Conseil français du culte musulman (CFCM), jugé aujourd'hui non représentatif.

Force est de constater que le Conseil, accusé d'être une assemblée de notables, est aujourd'hui à mille lieues des espoirs que la communauté, en mal de reconnaissance, avait placés dans le projet. Tant en 1999, lors du lancement du projet par Jean-Pierre Chevènement, qu'en 2003, à sa mise en orbite par Nicolas Sarkozy.

En 2015, les 6 millions de musulmans de France - qui comptent 2 millions de pratiquants, dont 450 000 vrais fidèles - ne se reconnaissent guère dans le CFCM. « *Le Conseil est une coquille vide, juste une chambre d'écho des luttes territoriales entre les grandes fédérations et entre les pays d'origine* », assène Bernard Godard⁽¹⁾. Les torts sont partagés. Dès l'origine, soucieux d'avoir en face de lui des interlocuteurs de niveau national, l'Etat français a privilégié les grandes fédérations. Mais si elles ont pignon

sur rue, elles ne rassemblent pas pour autant la majorité d'une communauté extrêmement rétive à s'inscrire dans une quelconque association. Elles ne témoignent pas non plus de l'immense diversité religieuse - courants, branches divergentes, cultes et pratiques - et culturelle des musulmans français. La tâche est d'autant plus ardue qu'aucune hiérarchie religieuse pyramidale ne structure les croyants. A l'exception de personnalités prestigieuses, personne ne peut prétendre imposer quoi que ce soit. Ni, bien évidemment, parler au nom de tous.

GÉOPOLITIQUE

La géopolitique a aussi plombé le CFCM. Dès l'affichage de la volonté de l'Etat de favoriser un Islam de France, l'Algérie, le Maroc et la Turquie se sont lancés dans une féroce guerre de positions pour asseoir leurs influences respectives. Le Conseil est devenu l'enceinte des disputes et des petits arrangements politiques entre les fédérations chargées de défendre les couleurs de leur pays d'origine : l'Algérie pour la Grande Mosquée de Paris ; le Maroc pour le Rassemblement des musulmans de

France (RMF) et son concurrent, l'Union des mosquées de France (UMF) ; la Turquie pour le Comité de coordination des musulmans (CCM). Les choses se sont encore compli-

quées avec l'arrivée des pays donateurs comme l'Arabie saoudite ou les Etats du golfe Arabe. Ce contexte politique sensible explique la stérilité du Conseil qui, dès le lancement du projet, s'était autolimité aux seuls aspects culturels. Le problème est que, même dans sa sphère, rien ne bouge. Exemple parlant : selon Rue89, la commission des imams, qui aurait dû tracer la voie, s'est réunie deux fois... en dix ans. Le site Internet du Conseil est, lui, révélateur d'une absence de réponses sur ce que doit être l'islam et comment, sans se trahir, il peut s'adapter à la société française moderne.

MANQUE DE PROPOSITIONS

Révélateur aussi d'un manque de propositions face aux évolutions religieuses majeures qui travaillent la communauté musulmane - toujours confrontée à une intégration difficile - et qui conduisent certains de ses enfants perdus à rejeter, au nom de l'islam, les principes républicains du vivre ensemble et à se radicaliser dans le terrorisme.

« La commission des imams s'est réunie deux fois en dix ans. »

Rue89

Révéléateur, enfin, d'une sorte de désintérêt pour les jeunes, les femmes et les non-pratiquants. Ce qui en fait, du monde !

Pourtant, les débuts étaient prometteurs. Quantité de travail avait été abattu entre 2003 et 2005, notamment en matière de formation des imams, jusqu'à ce que la très intégriste Union des organisations islamiques de France siffle la fin de la partie. Peu désireuse, apparemment, que le Conseil se mêle de ses affaires.

DANS LE VISEUR DE MANUEL VALLS

Aujourd'hui, Manuel Valls a dans son viseur le financement des mosquées, la formation des imams et la montée en puissance des mouvements ultraorthodoxes.

- Le financement des mosquées

Au dernier rassemblement du Bourget de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), Dalil Boubakeur, inoxydable recteur de la Mosquée de Paris et président actuel du CFCM, a estimé qu'il fallait doubler le nombre des mosquées. Derrière les intentions purement politiques (la puissance d'une fédération est officiellement calculée par rapport au nombre de mètres carrés de mosquées où elle est représentée), Boubakeur aurait pu rappeler que l'Islam français était « sorti des caves ».

En 2015, le nombre des mosquées françaises est de 2 150, et le rythme de construction est constant, avec 350 projets par an. Ce qui pose problème est le financement de certains pays étrangers. L'Etat, qui n'a pas tiqué quand le Maroc a financé la mosquée de Lyon, pointe du doigt la contribution de donateurs de pays qui ont une vision intégriste de l'islam, comme l'Arabie saoudite ou le Qatar. Ceci posé, les contributions étrangères ne représentent pas plus de 10 à 15 % du financement global. Les 90 % restant sont constitués par les dons

d'une communauté très généreuse. A noter que la plupart des constructions ne dépassent pas 1 million d'euros. De leur côté, les collectivités locales contribuent en louant des terrains à titre gracieux pendant 99 ans, et en finançant les activités culturelles liées à la mosquée.

- La formation des imams

La question de la formation et de l'encadrement des imams est cruciale. Ces guides spirituels sans statut et sans reconnaissance administrative sont au contact des fidèles, qu'ils peuvent éclairer de leurs conseils dans les actes quotidiens. Sinon leur raconter n'importe quoi, voire les endoctriner. La montée en puissance des salafistes, qui prêchent un islam en rupture avec la société française dans une centaine de mosquées, n'est pas sans inquiéter les pouvoirs publics. D'autant que les imams salafistes sont jeunes et savent profiter d'Internet pour véhiculer leurs prêches.

En 2014, 1 600 imams étaient en fonction, dont 300 salariés détachés des pays d'origine et 300 autres rémunérés par la communauté. Les 1 000 restants sont des bénévoles. Outre l'enseignement purement religieux dispensé par trois instituts musulmans, dont la Mosquée de Paris, le gouvernement aimerait que les imams de l'Islam de France suivent un cursus universitaire, comme celui qu'a développé la Catho à Paris et qui a inspiré les Marocains. (*Lire ci-dessous.*) La route est encore longue. D'autant que l'Etat devra jouer fin s'il veut éviter que les nouveaux experts musulmans qu'il compte faire participer au renouveau du système ne soient rejetés par leur communauté.

■ Georges Dupuy

Le roi du Maroc, Mohammed VI, inaugure l'« Institut Mohammed VI de formation des imams prédicateurs et des prédicatrices », le vendredi 27 mars 2015, à Rabat. ▼



© AFP photo/HO/Moroccan Royal Palace

L'exemple marocain

Tout remonte aux attentats meurtriers du 16 mai 2003 à Casablanca (41 victimes). Comme le leur demandait Ben Laden dans une cassette audio, les terroristes voulaient aider les frères musulmans à « se libérer du joug des régimes apostats asservis par les Etats-Unis ». Dont le Maroc. Soucieux de développer la « sécurité spirituelle » du royaume, Mohammed VI décide alors de promouvoir - au Maroc et dans sa zone d'influence - un Islam marocain imperméable à toutes les influences étrangères. L'action du roi est favorisée par l'attachement des Marocains au culte malékite, de rite sunnite, qui se caractérise par une adaptation pragmatique

aux évolutions sociétales, en opposition avec le rigorisme des salafistes. Outre une radio baptisée Mohammed VI du Saint Coran et la fonctionnarisation des oulémas (théologiens), l'Institut Mohammed VI de formation des imams, à Rabat, d'une capacité de 1 000 places, est chargé de la mise à niveau - progressive - des 50 000 imams marocains. Il formera aussi des étrangers (Français, Guinéens, Ivoiriens, Maliens et Tunisiens). Ahmed Toufik, le ministre marocain des Affaires islamiques (de sensibilité soufie), a défini le but de l'Institut : « Veiller à la diffusion des valeurs de tolérance et de modération. »

■ GD

FORMATION

Le programme des Maliens

Les 500 imams maliens qui seront diplômés - en deux ans - par le Maroc étudieront le Coran, l'arabe, les sciences islamiques et les attributions de l'imamat. Et, selon « *Jeune Afrique* », ils auront également des cours sur l'histoire, la géographie et les institutions du Mali (de leur pays d'origine pour les autres), l'histoire de l'islam, les droits de l'homme, les médias, la santé mentale et le calcul astronomique.

GD

Mao et Mahomet

Avec 100 millions de pratiquants, la République populaire de Chine est incontestablement une terre d'islam. Mais un islam ethnicisé, encadré et contrôlé par le Parti communiste chinois.



© Kevin Fryer/Getty Images ASI/APAC/Getty Images/AFP

Femmes musulmanes Hui à Sangpo, en Chine, le 11 juillet 2014. En rouge, l'imam Yonghua Zheng. ▲

C'est aussi ça, la Chine

C'est constitutionnel ! La Chine communiste doit favoriser ses minorités et leur culture... tant qu'aucune ne s'avise à sortir du rang. Considérée comme indépendantiste et dangereuse depuis les attentats du 11 septembre, la minorité ouïghour est écrasée. Pékin a tout fait pour interdire le ramadan de l'été 2014.



1. Rien, à part leur pratique de l'islam, ne différencie les Hui des Chinois Han, l'ethnie majoritaire. Présents dans tout le pays, les Hui n'ont pas été « définis » selon les critères qui déterminent en Chine une minorité ethnique reconnue : une langue, un territoire, une histoire et une culture.
2. La bière Tsingtao est bien connue en Chine et à l'étranger.

La route qui mène au village de Sanpo, dans la province du Henan - région centrale de 100 millions d'habitants, considérée comme l'une des plus pauvres de Chine -, s'arrête brusquement. Plus d'asphalte. La poussière donne au lieu un aspect fantomatique, tandis que des dizaines de milliers de peaux de mouton sèchent lentement sur les bas côtés. Devant, Sanpo se dessine, laissant apparaître les silhouettes majestueuses de ses mosquées. Il y en aurait près de 50 000 en Chine, officielles et non officielles.

LA VILLE AUX QUATRE MOSQUÉES

A Sanpo, il y a celle du Nord, celle du Sud, de l'Est et de l'Ouest, à l'architecture orientale et à la couleur verte de l'islam. Des fenêtres de celle du Nord s'échappent des chants coraniques entonnés par les enfants de cette bourgade de plusieurs milliers d'habitants. « Ils ne maîtrisent pas encore parfaitement l'arabe, alors ils chantent en phonétique », précise Omar, l'imam de la mosquée. Le gouvernement chinois ne reconnaissant aucun groupe religieux, les musulmans sont considérés comme une minorité ethnique.

Omar appartient à celle des Hui, l'une des 56 minorités nationales de Chine et la plus importantes des 10 minorités musulmanes. Selon la légende, « Mahomet vivait encore quand quatre de ses premiers disciples vinrent en Chine répandre

l'islam parmi les Arabes qui y résidaient ». Cette importante minorité intégrée au sein d'un peuple à dominante Han⁽¹⁾ a su s'imposer dès le VII^e siècle comme l'une des composantes de l'histoire du vieil Empire du Milieu.

UN ISLAM SOLUBLE DANS LE SOCIALISME CHINOIS

L'islam y est unique dans sa pratique et son organisation : mixte, sinisé, presque assimilé, comme digéré par le socialisme.

Il y aurait officiellement 20 millions de musulmans recensés auprès de l'Association islamique chinoise (AIC), organisme d'Etat créé en 1952, prétendant représenter l'ensemble des musulmans chinois, dans le but « d'éduquer les masses musulmanes et transformer l'islam dans la ligne socialiste ». Pourtant, certaines études américaines et britanniques avancent le chiffre de 100 millions de pratiquants.

Omar, comme les 40 000 autres imams officiels de Chine, est fonctionnaire, payé tous les mois par le Bureau des Affaires religieuses, organe du PC chinois qui veille au grain. Et gare à ceux qui sortent des clous... Avec la politique d'ouverture des années 1980, la publication du Coran est reprise et Pékin travaille à la formation des imams et des mollahs en ouvrant des instituts d'études et de formation islamique. C'est là qu'Omar a été formé avant de bénéficier de la reprise des pèlerinages à La Mecque.

A SAMPO L'HÉRÉTIQUE, UNE FEMME PEUT ÊTRE IMAM

C'est une Tsingtao⁽²⁾ à la main qu'il accueille Aïcha, sa femme, visiblement insatisfaite de le voir boire. « Les Saoudiens et les autres pays musulmans où règnent le fondamentalisme et

la charia disent que la route qui mène à Sanpo, celle qui n'est pas terminée faute d'asphalte, incarne la honte du monde musulman », lâche Omar, regardant Aïcha couverte de poussière. Il faut dire qu'à Sanpo l'hérétique, Aïcha

« Les 40 000 imams officiels de Chine sont fonctionnaires. Et gare à ceux qui sortent des clous ! »

est elle aussi imam, mais à la mosquée de l'Est. La Chine est le seul pays au monde où des femmes Hui musulmanes, diplômées de l'Institut théologique islamique de Chine, exercent la fonction d'imam. L'asphalte, lui, venait d'Arabie saoudite. « Ici, on est en Chine, et c'est la Chine qui nous a permis d'être imam », se réjouit Aïcha.

■ Alain Lewkowicz

L'appel à la résistance intérieure

Pour l'écrivain algérien Boualem Sansal, les situations ne sont pas transposables. La solution doit venir de l'intérieur du pays concerné, et il faut inventer des outils spécifiques à une démocratie.

Depuis le milieu des années 90, au plus fort de la guerre civile algérienne, Boualem Sansal analyse et dénonce l'islamisme. Esprit libre, il réside toujours en Algérie malgré les intimidations et menaces. Il invite aujourd'hui les musulmans de France à entrer en lutte.

DDV Après les attentats de janvier 2015, vous avez parlé de « passivité mortelle »

au sujet de la réaction des musulmans de France. Ne s'agirait-il pas plutôt de peur ?

Boualem Sansal. L'islamisme cause de tels ravages que cela me rend fou de voir que les musulmans ne réagissent pas. Certains pensent que manifester ne sert à rien. D'autres se disent que la France n'est pas leur pays, que ces événements ne les concernent pas. D'autres encore approuvent plus ou moins les terroristes et pensent qu'il s'agit d'attentats contre des gens qui le méritent, parce qu'ils sont juifs ou blasphémateurs. La communauté musulmane devrait s'engager, occuper la scène. Les islamistes sont en pleine phase de conquête, il faut reprendre l'initiative et passer à l'offensive. L'islamisme ne disparaîtra pas de lui-même !

DDV L'indépendance d'esprit que vous appelez de vos vœux naît de la culture. La montée de l'islamisme n'est-elle pas aussi l'indice d'une faillite des valeurs éducatives ?

B.S. Je comprends que les petites gens soient timorés dans un pays démocratique dont ils maîtrisent parfois mal les codes. Ma colère est surtout dirigée vers les intellectuels et les artistes musulmans ; eux ont les moyens méthodologiques pour provoquer des mouvements collectifs.

DDV L'Etat français n'a-t-il pas négligé son investissement dans certaines zones géographiques, par exemple ?

B.S. Les critiques que je fais aux musulmans, je peux les faire au gouvernement français, à l'Europe... Mais c'est un peu facile : répartir la responsabilité sur tout le monde dilue la notion même de responsabilité. Il faut assumer sa part, agir soi-même au sein d'un collectif auquel on est intégré.

DDV Que pensez-vous des serpents de mer qui traînent en France quand on parle de la lutte contre l'islamisme - ainsi, la formation encadrée des imams ?

B.S. Dans l'art de la guerre, il faut définir le théâtre des opérations. Là, on doit catégoriquement

refuser le débat religieux et se battre sur le terrain de la République, avec les lois et les règles de cette dernière. Dans les pays où l'Islam a le bras séculier entre ses mains, aller sur le champ de l'interprétation du Coran fait sens, pas en Europe. Un Etat qui a mille ans d'expérience de la gestion des affaires publiques n'a pas à abdiquer face à l'islamisme. Quand on

discute de la formation des imams ou de la demande d'augmenter le nombre de mosquées en France, c'est que l'on est déjà tombé dans le piège tendu par les islamistes.

En Algérie, dans les années 80, nous avons fait les mêmes bêtises à l'arrivée des islamistes dans notre régime athée. Ils nous ont eus à l'usure. On a cédé devant leurs pressions incessantes, de concession en concession.

DDV Le témoignage que des écrivains tels que vous pouvez apporter de cette descente aux enfers de l'Algérie dans les années 90 peut-il aider à trouver des solutions face à la montée de la violence islamiste en France aujourd'hui ?



Boualem Sansal, en 2013. <

B.S. En Algérie, nous avons des récits des expériences iraniennes ou afghanes, et cela n'a rien empêché. On se croyait mieux que tous les autres : « Cela n'arrivera pas chez nous. Nous sommes aux portes de l'Europe, c'est tout de même autre chose que l'Iran ! » Les situations ne sont pas transposables. La solution doit venir de l'intérieur du pays concerné, il faut inventer des outils spécifiques à une démocratie. C'est ce que je dis aux musulmans de France quand je les rencontre : « Vous faites partie de la France, soyez à votre juste place et ne laissez pas les islamistes prendre vos enfants ! »

■ Delphine Auffret

BIOGRAPHIE

De formation scientifique, Boualem Sansal a été haut fonctionnaire avant d'être révoqué en raison de ses critiques envers le pouvoir algérien.

Son œuvre est composée de romans et d'essais écrits en français.

« Le Serment des barbares », « Le Village de l'Allemand », « Rue Darwin »

(Ed. Gallimard)... ;

« Poste restante : Alger, Gouverner au nom d'Allah »

Son travail littéraire, courageux et engagé, a reçu de nombreux prix, en France et en Allemagne.

Chemins et brouillard de Chahla Chafiq

Réfugiée en France en 1983, à l'écoute des geôles des mollahs, l'écrivaine irienne s'engage pour une laïcité démocratique, construite sur l'égalité véritable entre les hommes et les femmes.

Portrait de Chahla Chafiq. >

BIBLIOGRAPHIE

- « *Islam politique, sexe et genre. A la lumière de l'expérience iranienne* », 2011, aux PUF, est tiré de la thèse de Chahla Chafiq.
- « *Le Nouvel Homme islamique. La Prison politique en Iran* », 2002, éd du Félin.
- « *Chemins et brouillard* », 2002, Ed. Metropolis.

Morceaux choisis

« *L'islamisme désigne les doctrines et mouvements qui prônent l'islam comme une idéologie de combat pour mobiliser les musulmans autour d'un projet social et politique fondé sur les normes et les lois religieuses* »

« *L'islam politique, sexe et genre* », p. 5.

« *L'imaginaire des jeunes garçons est peuplé de clichés pétris de virilité guerrière [...] L'islamisme [...] permet aux garçons de se valoriser à travers la domination masculine.* » (Interview)

« *L'idée d'enseigner plus fortement le fait laïque est une bonne chose, mais si on ne parvient pas en même temps à valoriser l'égalité des sexes et à en faire un idéal capable de répondre au besoin d'idéologie des jeunes, ce sera peine perdue.* » (Interview)

Réfugiée en France en 1983, Chahla Chafiq y fait des études de sociologie sous la férule de Cornélius Castoriadis⁽¹⁾ et s'engage fortement dans le monde associatif, n'hésitant pas à répondre aux invitations et à passer beaucoup de temps dans les écoles. Elle fonde l'Adric, l'Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté, une association partenaire de l'Education nationale, très impliquée sur la question de l'égalité filles-garçons ainsi que sur la laïcité, dans un contexte qui est devenu aujourd'hui celui de la diversité culturelle.

« *Rencontrer un homme, a dit un jour Lévinas, c'est être tenu en éveil par une énigme.* » Je dirais qu'avoir rencontré Chahla Chafiq est une grâce, c'est avoir fait l'expérience exceptionnelle d'un témoin qui donne, en chacun des instants de la rencontre, à pressentir un quelque chose de rayonnant que je voudrais appeler « l'humanité ».

DE LA DICTATURE DU SHAH AU TOTALITARISME DE KHOMEINY

La thèse de Chahla Chafiq, « *Islam politique, sexe et genre* », s'articule sur une expérience, celle de l'Iran, et sur une conviction tirée de cette expérience : le caractère décisif du rapport à la femme.

Elle raconte une histoire de la modernité en islam, qui représente, sous le shah, une « *modernité mutilée* », une « *modernité sans modernité* », parce que fait défaut l'essentiel, la démocratie, et, en outre, une égalité véritable entre hommes et femmes. L'arrivée de Khomeiny va transformer la dictature du shah en totalitarisme, explique Chahla Chafiq qui se réfère ici à Hannah Arendt, la dictature laissant en dehors d'elle ce qui relève de la vie privée, le totalitarisme ne laissant au contraire rien hors de son emprise.

EPOUVANTE

Pour comprendre néanmoins ce que, dans son style précis de recherche universitaire, ce travail de thèse signifie, il faut lire deux autres livres, « *Le Nouvel Homme islamiste* » et « *Chemins et brouillard* ».

Le premier dresse un portrait terrifiant des prisons iraniennes, ou - faudrait-il dire plus justement, et je crois que c'est ce que Chahla Chafiq veut dire - de la prison islamiste : car ce



© DR/Collection privée

n'est pas seulement l'imaginaire sadique des tortionnaires, de toutes les cultures et de tous les temps, qui épouvante, mais sa signification, la mise en scène d'une domination sans limite. Cela va au-delà de la différence entre la vie et la mort qui définit le pouvoir dans la philosophie politique européenne la plus classique : le souverain a droit sur la vie de ses sujets, mais leur mort leur appartient, et dans

« *La laïcité a comme sens d'interdire l'instrumentalisation dévoyée de la religion.* »

ce rapport à leur mort réside l'ultime liberté des individus. L'islam des islamistes dans les prisons iraniennes prétend à autre chose : exercer par la souffrance une domination de tous les instants, sans laisser le répit de la vie intérieure ; il n'est, en prison ou hors de la prison, pour le « *nouvel homme islamiste* », aucun dehors.

Michel Foucault, qui approuva un instant la révolution islamiste, avait parlé, pour évoquer ce devenir illimité du pouvoir politique, de « *bio-politique* », autrement dit : une politique où la mort n'est plus un paramètre. Cette bio-politique trouve, dans ce registre de l'étrange modernité iranienne, une concrétisation terrifiante.

L'HUMANITÉ EN DÉPIT DE TOUT

Au-delà de tout cela, est-il une place pour l'humanité ? Il y a, bien sûr, la démocratie, pour laquelle Chahla Chafiq plaide sans relâche, et la laïcité, qui a comme sens d'interdire l'instrumentalisation dévoyée de la religion. Et il y a le critère décisif de l'égalité homme/femme, qui signifie le refus d'une différence de nature entre les uns et les autres.

Mais, pour Chahla Chafiq, il y a davantage encore : il y a ce qui arrive comme une bénédiction, le véritable, le seul acte de foi en regard de tous ces usages dévoyés de la foi en

face desquels elle nous a placés : la littérature. « *Chemins et brouillard* » met ainsi en scène, entre Paris et la frontière turque, des silhouettes multiples dont l'humanité bouleversante est celle de destins singuliers, de souffrance, de joies parfois aussi, donnant accès à une intimité infiniment pudique, infiniment féminine (cette féminité fût-elle portée par des personnages d'hommes), dans laquelle Chahla Chafiq laisse affleurer, telle une improbable évidence (le « *brouillard* » !), ce pourquoi elle ne cesse de militer : l'humanité.

■ Alain David

*

1. Cornélius Castoriadis est né en Grèce en 1922. Philosophe, sociologue, il fut aussi psychanalyste et économiste. Installé à Paris en 1945, il crée avec Claude Lefort la revue « *Socialisme ou barbarie* ». En 1975, il publie son ouvrage le plus important : « *L'Institution imaginaire de la société* » (Seuil). Il entreprend ensuite la série des « *Carrefours du labyrinthe* ». Il est mort en 1997.

Tareq Oubrou, le progressiste

Pour l'imam de Bordeaux, la théologie fut d'abord un moyen de ne pas perdre le fil avec le monde d'où il vient.

Les prises de position en faveur d'un islam libéral ont fait de l'imam de Bordeaux un interlocuteur incontournable en matière de lutte contre la radicalisation.

Né à Agadir, au Maroc, arrivé en France à 19 ans pour poursuivre des études de médecine, Tareq Oubrou s'était tourné vers la théologie dans l'espoir de ne pas perdre le fil avec le monde d'où il vient. Et, de fait, les fidèles des mosquées de Nantes et de Limoges, où il a d'abord prêché, se souviennent d'un homme d'une grande rigueur, attaché à la compréhension de la pensée des *salaf salih* (les « pieux prédécesseurs », en traduction littérale), c'est-à-dire les compagnons de route du prophète Mahomet.

REPLACER LE DROIT CORANIQUE DANS SON CONTEXTE

Il aurait pu devenir salafiste. Là où, au début des années 2000, encore proche des Frères Musulmans, il affirmait que le port du voile était une prescription divine qu'aucun texte ne saurait abroger, il a évolué jusqu'à récuser complètement le principe selon lequel la loi religieuse devrait primer sur le droit positif français.

Soucieux de replacer le droit coranique dans son contexte, il a progressivement pris ses distances avec les *fukaha* (les experts en charia) les plus extrémistes. Et ne cesse, depuis, de se prononcer pour une « réforme » ou une « refondation » de l'islam de France : « *Il faut une refonte de la théologie musulmane* », affirmait-il encore en février dernier, à l'Athénée de Bordeaux, au lendemain des attentats contre « *Charlie* » et l'Hyper Cacher.



© Jean Philippe Baute/Sipa

Tareq Oubrou, en 2009. ▲

Attaché à la laïcité en ce qu'elle permet à tout un chacun de vivre sa foi paisiblement, il dénonce l'attitude des délinquants de droit commun qui pensent se refaire une virginité en se tournant vers ce qu'il appelle « *la criminalité religieuse* ».

A l'en croire, certains imams auraient une lourde responsabilité. Ceux qui produisent des « *discours naïfs, simplistes* », qui ne comprennent pas que « *dans le Coran, il y a des passages principiels et des passages circonstanciels. La paix, la liberté, l'égalité entre les hommes et les femmes, ce sont des principes. Le rôle du droit, c'est de composer avec la réalité. Théologie et droit : il ne faut pas confondre les deux répertoires.* »

■ Baudouin Jonas Eschappasse

PORTRAITS

Petits portraits de musulmans en résistance

Tout au long de ce numéro du « *Droit de vivre* », elles et ils nous accompagnent, ces musulmans qui résistent à l'islamisme, souvent au nom de l'islam.



© Jean Philippe Ballel/Sipa

Hakim El Karoui, en 2010. ▲

HAKIM EL KAROUI

L'esprit des Lumières

Hier conseiller de Thierry Breton au ministère de l'Economie et des Finances, mais aussi et surtout « plume » de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, Hakim El Karoui a fondé le Club du XXI^e siècle pour « valoriser cet atout formidable qu'est la diversité française ». Président de cette association jusqu'en 2010, ce normalien passé par l'IEP et par ailleurs géographe est

aujourd'hui consultant (chez Roland Berger). Auteur de trois essais remarquables, dont « *Réinventer l'Occident* » (Flammarion, 2010), il milite, depuis le choc des assassinats de janvier, pour la création d'une formation des imams français à l'université de la République.

Et appelle par ailleurs à une refonte du Conseil français du culte musulman et à la mise en place d'une instance de financement des mosquées permettant de limiter l'ingérence d'Etats étrangers.

■ Baudouin Jonas Eschapsse



© Ineh Akpanadosen/Getty Images North America/AP

Lassana Bathily, à Beverly Hills en mars 2014. ▲

LASSANA BATHILY

L'employé modèle

Pour lui, c'est juste un geste normal. Mais pour la France frappée au cœur par les attentats de début janvier, il est un héros du « vivre ensemble ». Ce qu'il nie : « *Mon cœur m'a parlé et j'ai agi.* »

Le 9 janvier 2015, Lassana Bathily a sauvé six personnes lors de la prise d'otages sanglante de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes.

L'employé réussira ensuite à sortir du magasin pour renseigner la police et lui fournir les clefs du rideau de fer dont l'ouverture permettra de libérer les otages. « *Les gens sont tous égaux. Il n'y a pas de questions de communautés ou de religion* », dira, lors de sa naturalisation, le 20 janvier, ce Malien musulman de 25 ans arrivé sans papiers en France en 2006. Le double lumineux et chaleureux de la force noire et haineuse d'Ahmedy Coulibaly.

■ Georges Dupuy



© Lea Aldeeb

Sami Aldeeb en 2012. ▲

SAMI ALDEEB

Le sens du pluralisme

Il a toujours existé des Arabes chrétiens et c'était une « bénédiction » en terre d'islam... Comment retrouver le sens perdu du pluralisme qui fait tellement défaut aux pays qui se proclament musulmans et qui font régner la charia en guise de droit !

Sami Aldeeb est d'origine palestinienne. Né dans une famille paysanne, à Zababdeh (près de Jénine, alors sous autorité jordanienne), en 1949, il commence dans la vie comme tailleur mais se tourne rapidement, grâce à une bourse de l'œuvre St-Justin, vers l'étude du droit. Il obtient un doctorat de droit et un diplôme de sciences politiques en Suisse où il est naturalisé en 1984. Il est actuellement professeur des Universités en droit privé et arabe : il enseigne aussi le droit arabe et musulman à l'Institut de droit canonique de Strasbourg, à la Faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-en-Provence, de Palerme, de Cergy-Pontoise...

Auteur de nombreux ouvrages, et tout en s'affirmant chrétien, il questionne la conception traditionnelle de la « révélation », qu'il aborde comme une parole de l'homme sur Dieu, et non pas comme une parole éternelle et intangible adressée unilatéralement par Dieu aux hommes - et qu'il faudrait par conséquent respecter en tant que telle. C'est la raison pour laquelle Sami Aldeeb se déclare laïc et critique sévèrement l'islam et son rapport sans distance au Coran. Il est notamment l'auteur d'une lettre ouverte au Dr Dalil Boubakeur, imam et recteur de la Mosquée de Paris, où il s'en prend à la fois au communiqué publié à la suite des attentats du 7 et 9 janvier 2015 à Paris, à l'islam tel qu'il est professé dans les mosquées, et à son refus de la liberté d'expression, le pendant de ce qui se passe dans les pays musulmans.

■ Mano Siri

MORCEAUX CHOISIS

« Pouvez-vous m'indiquer un seul pays arabe ou musulman qui permet de toucher à Mahomet ? Où donc est la sanctification de la vie dont vous parlez ? La liberté d'expression et la vie des humains n'ont aucune valeur dès qu'on touche à l'islam, au Coran ou à Mahomet. »

Lien vers la lettre ouverte :

<http://bit.ly/1xgTQby>

SAPHIA AZZEDDINE

L'écriture contre les Imposteurs du divin

Ne parle pas de ta foi, laisse ta foi parler de toi », lui a toujours dit son père, à qui Saphia Azzeddine rend hommage à la fin de « Bilqiss », son nouveau roman (chez Stock). « Il m'a transmis un islam beau, simple ...et laïc, dit-elle. C'est une tradition orale, une relation directe entre le croyant et Dieu. L'islam ne peut donc être pratiqué que de manière très intime et très personnelle. »

La romancière franco-marocaine se sent plus de culture que de religion musulmane. Dans son dernier livre en forme de conte qui se

déroule sur une terre soumise aux imposteurs du divin, Bilqiss va être lapidée pour avoir osé appeler à la prière. « Pour les fondamentalistes de l'islam, une femme n'a pas même le droit d'élever la voix. »

Native d'Agadir, arrivée en France à l'âge de 9 ans, Saphia a dénoncé le port de la burqa - « parce qu'il est contraire à la loi de ce pays qui est le mien. Les signes extérieurs de religion, en revanche, ne me dérangent pas du tout. Ce qui m'effraie, c'est de voir la France très divisée. L'esprit du 11 janvier n'a duré que le 11 janvier. Je n'y étais pas, non que je me sois sentie moins concernée, certainement pas ; je préfère adorer un peu moins mon prochain une journée, et l'aimer plus raisonnablement toute l'année. »

■ Karen Benchetrit



Saphia Azzeddine en 2014. ▲

© Philippe Matus/Opaie/Leemage

FARID ABDELKRIM

D'islamiste à humoriste

Le début du parcours de Farid Abdelkrim est assez banal : au seuil de l'adolescence, à la mort de son père, il tombe dans la petite délinquance. Paumé, il est repéré par un imam irakien du quartier nantais où il traîne. Quelques semaines après, il fait allégeance aux Frères Musulmans.

Sa montée en grade est rapide : la confrérie lui propose de créer et diriger les Jeunesses musulmanes de France et de prendre des responsabilités au niveau européen. D'abord

grisé par son pouvoir sur les foules qu'il harangue, il finit par se rendre compte de la vacuité des discours des théologiens à la petite semaine qui l'entourent.

Sa démarche de questionnement et sa liberté de parole vont l'amener à quitter ses engagements associatifs en 2010. Aujourd'hui, il s'est rapproché de l'imam de Bordeaux, Tareq Oubrou (lire page 13) et veut œuvrer au dialogue interreligieux. Réalisateur, écrivain (il vient de publier « Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste », aux éditions Les Points sur les i), il donne aussi dans l'humour et le « one man halal chaud ».

Pas sûr qu'il fasse beaucoup rire les Frères Musulmans !

■ Delphine Auffret



Farid Abdelkrim. ▲

© Moequb Saad

■ MONTPELLIER

Farid Abdelkrim sera l'invité de la Licra Montpellier et de la Grande Loge mixte de France pour un débat sur « Liberté d'expression et liberté religieuse ». Mercredi 27 mai, salle Pétrarque, rue Pétrarque, Montpellier, à 20 heures.

ALI DILEM

Rien n'est sacré, sauf le rire... ?

Le célèbre caricaturiste algérien a rejoint la rédaction de « Charlie Hebdo » depuis le deuxième numéro publié après l'attentat, fin février.

Né en 1967 dans une banlieue déshéritée d'Alger, Ali Dilem a étudié à l'école des beaux-arts et publiait son premier dessin en 1989, dans « Alger républicain », le quotidien du Parti communiste.

Incurie et corruption des politiques, violences faites aux femmes... ses dessins publiés en

dernière page du quotidien algérien « Liberté » en ont fait une cible privilégiée du pouvoir algérien et des groupes terroristes islamistes. Un amendement du code pénal algérien qui prévoit, depuis 2001, jusqu'à un an de prison pour diffamation ou offense au président de la République et aux corps de l'Etat porte son nom. Il est frappé d'une fatwa depuis qu'en février 2004, peu de temps après la mort de 244 pèlerins écrasés à La Mecque lors d'une bousculade, il a fait dire à Jean-Paul II (le pape d'alors) : « Pour la chandeleur, on a eu des galettes de sarrasin. » Membre de la fondation Cartooning for Peace, créée après l'affaire des caricatures danoises de Mahomet, Dilem avoue sans se faire prier : « J'ai toujours voulu tout désacraliser. »

■ Karen Benchetrit



Ali Dilem, en 2006. ▲

© Capman Vincent/Sipa

Prisons et radicalisation djihadiste : réflexions hétérodoxes

L'itinéraire des auteurs des derniers attentats islamistes commis en Europe (de Bruxelles à Copenhague, en passant par Paris) a montré que c'est aussi dans les centres de détention que se fait aujourd'hui l'embrigadement des fanatiques religieux. Mais ce sont les sites internet fondamentalistes qui restent les meilleurs coachs en la matière !



© Bruno Ferticoureanik

certain à entrer dans des logiques de radicalisation, religieuses mais pas seulement, permettant de transcender le sentiment d'enfermement », analyse-t-elle.

LE VIRUS DU DJIHADISME RÉSISTE À LA MISE EN QUARANTAINE...

En mettant en place un dispositif de repérage des détenus fondamentalistes présentant une menace pour leurs codétenus comme pour la société à leur sortie, et en se déclarant favorable à un regroupement de ces individus dans des quartiers spécifiques, l'administration pénitentiaire a manifesté le souhait d'éviter la propagation de leurs idées, comme s'il s'agissait d'un virus qu'une période de quarantaine suffirait à circonscrire.

LES LEÇONS DE GUANTANAMO

Ces mesures laissent cependant dubitatifs les connaisseurs du monde carcéral. D'une part, l'absence de recul sur l'expérimentation menée à Fresnes, notamment, ne permet pas de percevoir les bénéfices à court ou moyen terme d'une telle décision. D'autre part, les informations qui nous parviennent concernant les prisonniers de Guantánamo à leur retour au pays laissent penser que de telles mesures peuvent être largement contre-productives. On estime qu'une dizaine de chefs de Daech et/ou Al Qaida sont revenus renforcés dans leurs convictions après une période d'isolement strict dans la prison de haute sécurité américaine basée à Cuba. « L'incarcération ne fait pas à elle seule le terroriste », insiste Claire de Galember, sociologue au CNRS, qui a mené, entre 2010 et 2012 (avec

Pour Sarah Silva-Descas, secrétaire nationale du collectif CGT « Insertion Probation », la radicalisation n'est pas un phénomène propre au milieu carcéral.

Il n'en demeure pas moins qu'en tant que « lieu

de toutes les radicalités : radicale dans son objectif d'évincement de la société, radicale envers les détenus en ce qu'elle ne permet pas actuellement d'offrir une porte de sortie aux

personnes les plus en difficulté socio-économique et/ou psychique », la prison constitue indéniablement un lieu propice au basculement des esprits faibles. « Les conditions de détention précaires, la violence, le sentiment de rejet de la société, une forme de désespoir poussent

« Seulement 21 des 172 incarcérés en lien avec le terrorisme étaient déjà passés par la prison. »

Nanterre, mai 2005.

Un détenu fait sa prière pendant que l'aumônier musulman enseigne la pratique de l'islam à un groupe de prisonniers. ▲

Un rapport alarmant, largement critiqué par le milieu associatif

Le rapport du député UMP Guillaume Larrivé, publié en octobre dernier, deux mois et demi avant les attentats de « Charlie » et de l'Hyper Cacher, pointait le risque de « radicalisation religieuse » d'une fraction non négligeable des 40 000 détenus de culture ou de religion musulmane que comptent les prisons françaises. Largement critiquée par le milieu associatif, cette étude avait donné lieu à un dossier spécial dans les pages du « Figaro », malgré l'imprécision des chiffres avancés. Arguant du fait que « environ 60 % de la population carcérale en

France peuvent être considérés comme de culture ou de religion musulmane, la radicalisation islamiste est aujourd'hui susceptible de concerner plusieurs centaines de détenus », lisait-on dans ce long sujet qui préconisait « un plan d'action anti-radicalisation islamiste en prison ».

Et, notamment, « la création d'Unités spécialisées anti-radicalisation (Usar) pour les détenus de retour du djihad » : des cellules sonorisées, censées prévenir tout risque de prosélytisme.

BJE

Céline Béraud et Corinne Rostaing), une enquête commanditée par la Direction de l'administration pénitentiaire sur la religion en prison.

ON PEUT DEVENIR TERRORISTE SANS PASSER PAR LA CASE PRISON

Si « l'association entre prison et radicalisation est devenue une évidence médiatique, on en oublierait presque qu'on peut devenir terroriste sans passer par la case prison », énonce-t-elle. Les statistiques parlent d'elles-mêmes : d'après les chiffres officiels, seules 21 des 172 personnes

actuellement incarcérées pour des affaires liées au terrorisme islamique ont connu une expérience de détention. Le phénomène de radicalisation en maison d'arrêt ne serait donc pas aussi massif que le suggère le discours ambiant. Ramené à la population carcérale totale (67 000 individus, fin 2014), le phénomène serait donc très marginal. Et « créer des quartiers pour radicaux pourrait bien être un remède pire que le mal, tant est flou le tracé de la frontière entre le radical et le non radical », met-elle en garde.

■ Baudouin Jonas Eschappasse

Débat sur la radicalisation dans les prisons

L'échange, organisé par la fédération de Paris de la Licra, le 11 février à la mairie du 1^{er} arrondissement, a accueilli 130 personnes. Il était animé par J.-M. Decugis, chef du service politique-justice d'i>TELE, et D.-O. Kaminski.

A lors que le phénomène de radicalisation perdure depuis plus de vingt ans, il revêt pourtant deux caractéristiques nouvelles : la radicalisation croît à un rythme exponentiel et, avec la *taqiya*⁽¹⁾, l'art de la dissimulation, elle devient difficile à identifier. Comment l'action des pouvoirs publics peut-elle s'adapter et être efficace ? Qu'il s'agisse du milieu pénitentiaire, des services de renseignement, de la police, de la justice..., l'issue préconisée est l'expérimentation.

Bruno Clément-Petremann, directeur adjoint de l'administration pénitentiaire, évoque la création, depuis 2003, du « Service de renseignement pénitentiaire ». Il relativise l'impact du milieu carcéral sur la radicalisation : « 172 personnes sont incarcérées pour association de malfaiteurs en vue d'entreprise terroriste. 21 personnes

sur ces 172 ont déjà été incarcérées par le passé, alors que 151 n'ont jamais fréquenté la prison avant. »

Me Thibault de Montbrial, avocat, évoque « trois vecteurs de radicalisation : la prison, les mosquées dans certains quartiers, et Internet. »

Khalili Meroun, recteur de la mosquée d'Evry, souligne quant à lui le rôle incontournable de l'aumônier : « Il faut qu'il soit formé, compétent, et fasse preuve d'empathie. »

Tous insistent sur la nécessité de créer un contre-discours.

La lutte contre la radicalisation doit passer par un partenariat des instances publiques avec les milieux associatifs et les aumôniers.

■ Justine Mattioli

Maison d'arrêt d'Osny (Val d'Oise), 13 janvier 2015. Prière des détenus dans la salle cultuelle. ▼



*

1. La *taqiya* est inscrite dans le Coran : en période de conflits, un musulman est autorisé à nier ou cacher sa foi pour éviter tout préjudice. Cet « art de la dissimulation » est aujourd'hui préconisée par les courants islamistes pour « tromper l'ennemi ». Les invités au débat ont souligné la difficulté à anticiper le phénomène de radicalisation, en prison et à l'extérieur, en identifiant des signes précurseurs (barbe, tenue vestimentaire, etc.).

“Self islam” sur Internet

L'islam peut-il appartenir à ceux qui le discutent ? Telle est la suggestion d'Abdennour Bidar, conscient que nous traversons en ce moment une période similaire à celle de la revendication protestante en Europe.



© Prisma/Archivio/Leemage

Lecture du Coran. ▲

A LIRE

Abdennour Bidar :
« Pour un existentialisme musulman ». Essai, 2008, éditions Albin Michel.

MORCEAUX CHOISIS

« La leçon que la naissance et les résultats du mouvement lancé par Luther nous enseignent ne doit pas être perdue pour nous. »
Mohammed Iqbal, cité par Abdennour Bidar dans « L'islam face à la mort de Dieu ».

DE LA CRITIQUE FÉROCE DE L'ISLAM A LA MISE EN SCÈNE DE LA TERREUR

Sur Internet circulent deux genres d'islam, qui n'ont de commun que la dénomination qui les rattache au Coran : d'un côté, des forums de discussion où une révision, voire une critique féroce, de l'islam a cours ; de l'autre, une mise en spectacle de la terreur islamiste.

Il faut pourtant souligner que Facebook, notamment, est le lieu par excellence où se fomentent une révolution spirituelle comparable au rôle des « placards » - ces écrits injurieux affichés une nuit d'octobre 1534 - pour la Réforme.

Au carrefour de cet effort de conquête d'une liberté de penser, un groupe « privé », « Repenser l'islam avec Abdennour Bidar », adossé à la « Lettre ouverte au monde musulman » qui circule désormais en boucle sur tous les réseaux sociaux, et fondé à l'instigation d'une jeune femme qui en est aussi la modératrice.

« RÉINVENTER L'ISLAM »

La charte de cette page en annonce les enjeux :

« Le but de ce groupe est de créer un espace de réflexion afin de contribuer ici au vaste projet de réinventer l'islam ! De trouver pour les jeunes générations des modèles d'identification alternatifs à cette spiritualité, au-delà de la tradition. [...] »

Tous sont les bienvenus ! Ce groupe est ouvert à toute personne, musulmane ou non, désirent réfléchir sur l'islam, son héritage, ses métamorphoses dans le présent et l'avenir, ainsi qu'à l'inscription actuelle de l'islam dans la société française. [...] »

L'islam est une spiritualité qui se base sur le Coran. Repenser l'islam ne signifie pas le vider de sa spiritualité, ni supprimer le Coran, mais au contraire réinvestir tout le potentiel spirituel de cette religion en se basant sur le Coran. »

UN GROUPE DE 3 600 MEMBRES

Et, de fait, ce groupe qui compte plus de 3 600 membres permet à tout un chacun, musulman ou non, croyant ou athée, de suivre les discussions en cours, qui vont de l'annonce de la révision radicale des *hadith*, engagée en Turquie sur instigation du Département des affaires

Abdennour Bidar : la voix radiophonique d'un existentialiste musulman

La « Lettre ouverte au monde musulman » publiée en octobre dernier dans le journal « Marianne » par le philosophe français Abdennour Bidar a eu un très large écho.

« Qui a pu enfanter ce monstre ? », interrogeait-il à propos de Daech, avant de répondre : « Il est sorti de ton propre ventre [...] Quand donc vas-tu faire enfin ta vraie révolution ? Cette révolution qui, dans les sociétés et les consciences, fera rimer définitivement religion et liberté ! »

Son prénom, d'origine coranique, signifie « Serviteur de la Lumière ». Philosophe et essayiste, Abdennour Bidar est né à Clermont-Ferrand, et s'il a parfois souffert de « l'assignation à l'étrangeté », il a aussi été nourri de rencontres formidables, à commencer

sans doute par celle avec l'école de la République.

Un soufi à Normale sup

A l'âge de 19 ans, il entrait en même temps à Normale sup et dans une confrérie soufie : « Deux temples de la vie intellectuelle et spirituelle, l'un d'Occident, l'autre d'Orient. »

Il a repris depuis janvier l'émission « Cultures d'Islam » sur France Culture, à la suite d'Abdelwahab Meddeb, décédé quelques semaines plus tôt.

« La fraternité est la grande oubliée de la devise républicaine, dit-il. Et pourtant, il faut bien que j'ai vis-à-vis de l'autre une attitude fraternelle si je veux me soucier d'égalité et de liberté. »

Karen Benchehrif

religieuses et d'une commission de théologiens de l'université d'Ankara, à la republication de la lettre très offensive de Sami Aldeeb (lire page 14) à Dalil Boubakeur.

Aldeeb y incrimine clairement la violence à l'œuvre dans les textes fondamentaux de l'islam, qui ferait de l'islamisme un rejeton légitime et non pas dévoyé du Coran, faisant allusion aux discussions très serrées proposées par l'un des internautes les plus présents sur la page, sur la « compréhension » que l'on doit avoir de Daech du point de vue musulman.

« Il me semble que le vrai dilemme que pose Daech pour les musulmans d'aujourd'hui est celui de leur rapport avec la tradition. Ce que les musulmans ne disent que sur le bout des lèvres, c'est que Daech applique avec cohérence et rigueur ce que nous trouvons écrit noir sur blanc dans nos textes de référence. L'exécution horrible du jeune pilote jordanien par le feu est exactement ce qu'aurait fait le plus proche des compagnons du saint prophète Mohammed. Les frères Kouachi ont exécuté une sentence

contenue à longueur de pages dans les ouvrages de très grands théologiens de l'islam.

Les exécutions en Arabie saoudite sont l'application exacte des sentences préconisées par les oulémas. Le sort réservé aux femmes, aux LGBT, aux transfuges, sont explicités dans ces livres qui sont à la portée de tous et qui ne sont pas l'œuvre de wahabis fanatiques !

Et, de fait, ce qui n'est pas cohérent, ce sont les attitudes somme toute fausses des musulmans modérés, qui clament à qui veut les entendre que l'islam est une religion de tolé-

rance et d'amour. [...] Il ne s'agit pas de réinterpréter, mais d'opérer une rupture, de déconstruire le Coran et uniquement le Coran. En somme Daech nous offre, à nous musulmans, cette énième occasion de rentrer (ou de refuser d'entrer) dans le temps de la modernité. »

Ne voilà-t-il pas un discours qui fixe l'opposition radicale entre musulmans « modérés » et islamistes ?

Mano Siri

« Sur Internet, "Repenser l'islam avec Abdennour Bidar" circule en boucle. »



© Hamah Assouline/Opale/Leimage

Abdennour Bidar, en 2014. ▲

PORTRAIT

MOHAMED KACIMI

Au nom du Vin, du Vent et de la Vie

D'

Ecrivain et dramaturge, il est aussi à l'aise en français qu'en arabe. Né en Algérie dans une famille de théologiens, il y acquiert une connaissance intime de l'islam, dont il se détache et rencontre la culture française dans le sillage de son père, inspecteur de l'Éducation nationale. Il s'installe à Paris en 1982, rencontre le poète syrien Adonis, travaille pour « Actuel » et couvre la guerre d'Irak depuis La Mecque.

UN HOMME LIBRE

En 1995, son premier spectacle, « Le Vin, le Vent, la



© Gattani/Leimage

Vie », est mis en espace par Ariane Mnouchkine à Avignon.

« La Confession d'Abraham », publié chez Gallimard et sélectionné pour l'ouverture du Théâtre du Rond-Point en 2002, est le fruit d'un premier long séjour à Jérusalem, Hébron et dans le Sinaï.

Il adapte Kateb Yacine pour le théâtre, organise des chantiers d'écriture à Prague, Budapest, Rabat, Londres, Genève, Ramallah ou Gaza, avec l'association Ecritures du monde.

Sa dernière pièce, inspirée du livre de Job,

« La Table de l'éternité », a été montée par la Cie Starkier au festival d'Avignon 2014.

Mohamed Kacimi croit au pouvoir libérateur des mots et n'en a pas peur.

Il a été récemment mis en cause pour avoir rapporté des propos de lycéens qui faisaient l'apologie des assassinats commis à « Charlie Hebdo », « parce qu'on n'insulte pas le Prophète ».

Ses textes font toujours mouche.

Mano Siri

Mohamed Kacimi, en 2014. ◀

UN LIEN À CONSULTER :

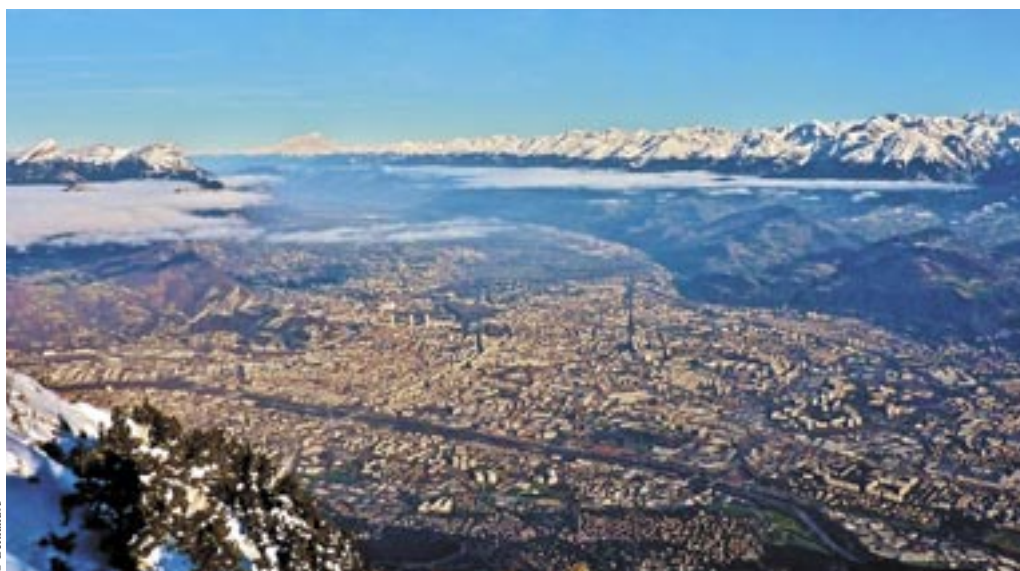
<http://bit.ly/1G2jLOd>

Grenoble : "100 Mots" et quelques autres d'un débat constructif

La présentation du livre « 100 mots pour se comprendre. Contre le racisme et l'antisémitisme » a donné lieu, en février dernier, à un échange remarquable entre des associations locales juives et musulmanes.



Grenoble, ville ouverte à la diversité. >



© Bertrand03

Les associations

L'Association de solidarité des Algériens de l'Isère (Asali) est un mouvement social fondé en 1992.
asali.fr/pages/accueil.html

L'Association Amal (« espoir », en arabe) propose de nombreuses activités culturelles, et œuvre en faveur de la citoyenneté et pour l'inclusion des personnes d'origine maghrébine.
amal38.fr

ATI-CDR
L'Association des Tunisiens de l'Isère - Citoyens des deux rives propose des ateliers culturels (cours d'arabe, conférences...). Mais aussi des actions contre les discriminations (informations et relations avec les institutions).

Le Cercle Bernard Lazare, association de défense des droits de l'homme, est très engagé dans le dialogue entre les cultures.
www.cbl-grenoble.org

Parce que le dialogue intercommunautaire n'est pas l'apanage des associations religieuses et ne saurait se réduire à un échange interconfessionnel, Yolla Polity, membre de l'Association pour un judaïsme pluraliste, avait convié plusieurs associations laïques à la mairie de Grenoble, le 18 février dernier. L'objet de la rencontre ? La présentation du livre collectif codirigé par Antoine Spire et Mano Siri, « 100 mots pour se comprendre. Contre le racisme et l'antisémitisme », publié par les Editions du Bord de l'eau.

AUCUNE QUESTION NE FUT ÉLUDÉE

Cette rencontre, organisée avec le soutien du Cercle Bernard Lazare, mais aussi de l'Association de solidarité des Algériens de l'Isère, de l'association Amal et de l'association des Tunisiens de l'Isère-Citoyens des deux rives (voir ci-contre), a donné lieu à un débat animé par Marcel Klanjberg. Même si le cadre donnait à la rencontre un aspect un peu protocolaire, aucune des questions qui fâchent n'a été éludée : du conflit israélo-palestinien aux multiples affaires Dieu-donné. Les intervenants et la cinquantaine de spectateurs ont pu exposer leurs points de vue souvent divergents dans une atmosphère sereine et respectueuse de chacun.

« Le public était loin de partager l'opinion des auteurs de l'ouvrage. L'échange ayant lieu après la publication d'une tribune de Pascal Boniface (pour qui ce livre est « un prêche partial pro-israélien », NDLR), nous craignons qu'il y ait des dérapages », confie Yolla Polity. Il n'en fut rien. Bien au contraire, le dialogue, bien que vif, fut extrêmement courtois. Et l'ambiance resta d'un bout à l'autre détendue, bien que des membres de l'association France-Palestine expriment publiquement leur regret de ne pas voir figurer dans le dictionnaire présenté quelques entrées tels les termes « palestiniens », « naqba » ou « occupation ».

UN GRAND RASSEMBLEMENT PLURI-COMMUNAUTAIRE

« Si la réunion avait eu lieu dans les "quartiers", je ne suis pas certain que tout se serait passé aussi bien », émet avec humour Kamel Kadded, président de l'association Amal.

« Après cet événement, nous espérons que le collectif d'associations, intitulé Dialogues pluriels, pourra poursuivre son œuvre », indique Yolla Polity.

Créé en avril 2014 pour travailler sur l'ouvrage de Benjamin Stora et

« Si ce débat s'était tenu dans les "quartiers", se serait-il déroulé aussi bien ? »

Abdelwahab Meddeb, « Histoire des relations entre juifs et musulmans des origines à nos jours » (Albin Michel, 2013), ce collectif rassemble

une douzaine de mouvements grenoblois (outre les associations précitées : les associations Interstices, SOS Racisme, Amazigh, le Crearc et l'École de la Paix, entre autres). Des mouvements qui ont décidé d'associer leurs forces afin de déconstruire les clichés et autres stigmatisations intercommunautaires... à la faveur de rencontres régulières.

REGARD D'EXCLUSION OU REGARD D'INCLUSION ?

« Cette plateforme entend multiplier les actions interculturelles. Et ce, dans un esprit de lutte contre les idéologies pronant la haine et l'exclusion », indique Kamel Kadded, très

impliqué depuis dix ans dans des événements conjoints avec le cercle Bernard Lazare.

L'association qu'il préside a ainsi organisé, en mai 2014, un concert commun du chanteur et violoniste israélien Michèle Greilsamer et du groupe de musique arabo-andalouse de l'association Amal.

Comme l'a écrit Amin Maalouf dans « *Les Identités meurtrières* » (Grasset, 1998) : « C'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs plus étroites appartenances, et c'est notre regard aussi qui peut les libérer. »

On ne s'étonnera pas d'apprendre que cette devise est celle de Dialogues pluriels.

■ Baudouin-Jonas Eschappasse

PORTRAIT

KAMEL DAOUD

« L'Étranger » revisité

Constatant qu'en Algérie, l'intégrisme religieux a été vaincu militairement mais a triomphé culturellement, ce finaliste du prix Goncourt appelle à un sursaut vital.

On pourrait résumer simplement sa personne publique et dire ceci : Kamel Daoud est un écrivain et un journaliste algérien, d'expression française, né à Mostaganem en 1970, qui vit à Oran, et une figure d'opposition au régime de Bouteflika. Il est aussi l'auteur du roman finaliste du prix Goncourt, paru en mai 2014 aux éditions Actes Sud : « *Meursault, contre-enquête* », une forme de réécriture du roman de Camus, « *L'Étranger* ».

PRODUIRE DES IDÉES QUI DONNENT ENVIE DE VIVRE, NON D'ALLER TUER

Il écrit délibérément en français et le revendique, car « *la langue arabe, dit-il, est piégée par le sacré et par les idéologies dominantes* ». Volonté réaffirmée, deux semaines après les attentats de « *Charlie Hebdo* », dans une interview parue sur le site du « *Figaro* »⁽¹⁾ : l'important, concernant l'affrontement avec l'islamisme, est de remporter la bataille culturelle. Car, par exemple en Algérie, l'islamisme a été vaincu militairement, mais a gagné culturellement, et cela se voit dans toute la société algérienne et, au-delà, dans toutes les sociétés arabes.

Kamel Daoud est un adversaire convaincu de l'islamisme. Il ne mâche pas ses mots pour le combattre et répond par la dérision à toutes les attaques dont il fait l'objet - ne l'a-t-on pas « convaincu » d'être juif, car pour les salafistes, c'est la seule explication recevable face à sa liberté de ton et à sa critique sans concession

de l'islam et de l'islamisme? C'est qu'il pense que l'islamisme menace de l'emporter dans le monde : « *On ne naît pas djihadiste ou islamiste, mais on le devient. Il ne s'agit plus aujourd'hui seulement de tuer le djihadiste, mais de l'empêcher de naître.* »

Mais point d'autoflagellation : il ne s'agit pas, comme c'est si souvent le cas chez les gauchistes, de verser dans une autocritique radicale des pays occidentaux au risque d'alimenter et de justifier la dynamique fondamentaliste. Ce qu'il faut, c'est produire des idées et du sens, une idéologie alternative qui donne envie de vivre et non pas d'aller mourir en tuant au passage des dizaines, voire des centaines ou des milliers, d'êtres humains qui n'ont commis d'autre faute que de naître. Nous ne pouvons que souscrire !

■ Mano Siri



© Patrice Normand/Opale L'image

A LIRE

De Kamel Daoud

« *Meursault, contre-enquête* » s'inspire de « *L'Étranger* » d'Albert Camus : le narrateur y est le frère de « *L'Arabe* » tué par Meursault. Prix François-Mauriac, prix des Cinq Continents de la francophonie en 2014, l'ouvrage, aujourd'hui Goncourt du premier roman, fut à une voix d'emporter le Goncourt 2014.



DÉCLARATION

« *Je persiste à le croire : si on ne tranche pas dans le monde dit arabe la question de Dieu, on ne va pas réhabiliter l'homme, on ne va pas avancer. La question religieuse devient vitale dans le monde arabe. Il faut qu'on la tranche, il faut qu'on la réfléchisse pour pouvoir avancer.* »

Kamel Daoud dans « *On n'est pas couché* », de Laurent Ruquier, le 3.12.2014.

Depuis, l'écrivain est sous le coup d'une fatwa d'un imam salafiste qui appelle à son exécution pour apostasie et hérésie.

Kamel Daoud, en 2014. <



1. Lien à suivre : <http://bit.ly/1zSBtAv>

Résister à l'inégalité : la courageuse revendication féministe en milieu musulman

Malgré les régressions en cours, des femmes musulmanes contestent une oppression mise sur le compte de la religion.



© Zoulikha Bouabdellah / Alexandre Mayeur/Galerie Anne de Villepoix

L'œuvre « Silence » de Zoulikha Bouabdellah a été retirée de l'exposition Femina suite aux pressions d'une association de confession musulmane. ▲

LES RÉSISTANTES

Zahra Ali, sociologue, est l'auteur de « *Féminismes islamiques* », un recueil d'articles et d'entretiens avec des chercheuses, des intellectuelles et des militantes engagées dans la défense des droits des femmes à l'intérieur du cadre religieux musulman.

Nassrin Abdalla, commandante des Unités populaires de défense des femmes (YPJ) et

Asya Abdallah, coprésidente du Parti de l'union démocratique (PYD), sont des combattantes de la résistance kurde face à Daech en Syrie, et des artisan(e)s de la victoire de Kobané.

Zoulikha Bouabdellah, artiste plasticienne, photographe et vidéaste, est née à Moscou et vit à Casablanca.

Peut-être faut-il commencer par déconstruire ce qui se revendique comme féminisme tout en restant à l'intérieur d'un islam rigoriste et pointilleux sur le chapitre de la tenue vestimentaire des femmes ? Peut-on se revendiquer féministe et porter le voile ou le hijab ?

DE GRANDES FIGURES INCARNENT CE COMBAT

D'aucunes vous diront que oui, telle, par exemple **Zahra Ali**, par ailleurs doctorante à l'EHESS. Elle fonde cette revendication sur une forme de retournement idéologique appelant à *décoloniser le féminisme* - un tour de passe-passe pour affirmer que la version de « *l'islam obscurantiste, archaïque et sexiste* » serait une construction idéologique coloniale, une projection occidentale sur une société colonisée, et donc nécessairement opprimée.

Elle présuppose aussi que le religieux serait un levier possible d'émancipation - principe au nom duquel on a soutenu, des années durant, la « révolution iranienne » et ses dérives totalitaires.

La question de l'expression du féminisme à l'intérieur de l'islam se pose donc, difficilement. Mais non pas à partir d'un préalable qui consisterait, comme le film « *Iranien* », de Mehran Tamadon, le rappelait, à contraindre les femmes à « protéger » les hommes de leurs pulsions en arborant une tenue vestimentaire décente, mais au contraire à apprendre aux hommes à interioriser ce contrôle et cette retenue. D'ailleurs, le pouvoir, la capacité de se retenir, cela n'est-il pas l'une des définitions possibles du beau mot de liberté, qui conditionne partout - avec celui d'égalité de tous et de toutes

devant la loi - celui d'Etat de droit ?

Cette conjugaison de l'islam et de la revendication « féministe », c'est-à-dire de la revendication d'une égalité de traitement, de plus en plus de femmes de culture musulmane sont non seulement prêtes à l'affirmer, mais aussi à la vivre et à la faire vivre et, souvent, parfois, au péril de leur œuvre et de leurs vies.

DES ESCARPINS SUR LES TAPIS

L'artiste franco-algérienne **Zoulikha Bouabdellah** est l'une d'entre elles. La polémique au sein de laquelle elle s'est retrouvée, fin janvier, pour sa participation à *Femina*, où elle devait exposer son œuvre, « *Silence* », montre en même temps les limites de l'exercice et les problèmes récurrents qui existent dans les milieux de culture musulmane dès lors qu'une femme s'empare de la parole ou de l'espace public pour y projeter une œuvre qu'il faut bien qualifier de... résistante ? polémique ? critique ? provocatrice ? islamophobe ?

Le terme n'est pas anodin, car son choix traduit exactement ce que la société « islamisée » - ou faut-il dire « réislamisée » à l'aune de la vulgate salafiste, trop souvent présente dans les mosquées de France ? - est prête à tolérer ou à concéder aux femmes.

A la suite des mises en garde adressées par des associations musulmanes de Clichy-la-Garenne au maire, et suite à la défection des autres artistes, Zoulikha Bouabdellah a décidé de retirer définitivement son œuvre de l'exposition. Une forme d'autocensure qui a donc eu raison de son œuvre, « *Silence* », un alignement de tapis de prière bleu, blanc, rouge, au centre desquels trônaient ironiquement des paires d'escarpins.

Si l'œuvre de Zoulikha Bouabdellah est *dérangante*, c'est qu'elle joue avec les codes et transgresse naturellement les limites imposées aux femmes : on ne prie pas en escarpins, on se déguise en femme-sac pour aller à la mosquée, le silence intérieur de la prière fait ainsi écho au silence imposé aux femmes.

Toute l'œuvre de cette artiste est d'ailleurs traversée par cette question qu'elle adresse à sa propre culture d'origine, celle de la conciliation nécessaire entre condition moderne de la femme et islam, qui selon elle est possible, « à condition que ce dernier ne soit pas dévoyé pour devenir un instrument de domination ».

Mano Siri

Chahdortt Djavann : témoigner de l'époque

Entre Paris et les Etats-Unis, la romancière née à Téhéran voue sa vie à l'écriture, sans cesser de dénoncer l'islam politique du régime iranien, ni l'idéologie de l'islam intégriste qu'elle voit progresser en France.

De ses souffrances en Iran, sous le régime de Khomeiny, elle ne veut rien oublier, ni pardonner. Chahdortt Djavann est une femme qui parle de son passé sans se plaindre, avec décence, amorçant même un sourire lorsqu'elle évoque Téhéran, sa ville, sa famille aujourd'hui éparpillée aux quatre coins du monde depuis la révolution islamique en 1979. Jamais résignée, enfant de Pacha Khan, un grand seigneur emprisonné par Khomeiny, Chahdortt Djavann se réfugie en France à 25 ans, après un séjour à Istanbul, avec pour seuls bagages sa force et sa volonté de témoigner. « *J'aurais mérité, dit-elle, comme tout autre être humain, d'être née dans un pays démocratique, je n'ai pas eu cette chance, alors je suis née révoltée.* »

Elle fait en France des études de psychologie et prépare une thèse de doctorat d'anthropologie à l'EHESS. « *Du jour au lendemain, dès l'arrivée de Khomeiny rentré de France avec la bénédiction de beaucoup d'intellectuels français, j'ai vu un monde basculer, l'impossible a eu lieu... J'ai vu de quoi les humains sont capables. Depuis, le genre humain n'est pas mon genre ! Je suis suffisamment lucide pour ne pas être une optimiste béate !* »

LA RÉVOLTE AU CŒUR DES MOTS

Cette admiratrice de Zola, Hugo, Balzac, Camus, Barthes... apprend seule le français en lisant les grands classiques, et écrit son premier roman, « *Je viens d'ailleurs* », en 2000. Elle y raconte par fragments les années après la révolution. Un style vif, acéré, sans détour, et la révolte toujours au cœur de ses mots.

Elle se lance dans une croisade contre le port du hijab en publiant chez Gallimard, en 2003, un brûlot contre le port du voile islamique, « *Bas les voiles !* », qui lui apporte la notoriété et lui vaut d'être auditionnée la même année par la commission Stasi sur l'application du principe de laïcité, créée par Jacques Chirac. Sur la condition des femmes dans les pays musulmans, elle s'indigne : « *Etre une fille, c'est habiter un corps par essence coupable, coupable par sa sexualité féminine. Elle est en soi l'insuffisance, l'impuissance, l'infériorité... Le voile, c'est le symbole qui autorise toute violence à l'endroit des femmes. Le voile du xx^e siècle est politique, prosélyte et idéologique. Il symbolise le rejet des valeurs occidentales comme l'égalité des droits homme femme ; il*

rejette la laïcité. » Il est aussi, selon la romancière, « *la marque spécifique d'un projet politique islamiste qui prend ses racines, entre autres, dans l'échec partiel de l'intégration culturelle, économique et sociale, comme un mal qui se greffe sur les ressentiments, les frustrations, les déceptions.* »

MÉFIONS-NOUS DES SURSAUTS SANS LENDEMAIN

L'élan républicain du 11 janvier suffit-il à faire front contre l'extrémisme ? Prudente, Chahdortt Djavann met un bémol aux grandes envolées lyriques : « *La résistance ne se fait pas en un jour, elle doit être constante, quotidienne, avec*

pour principe de ne pas céder de terrain, de ne pas renoncer aux valeurs, jamais ! Je me méfie de cette société de l'image, très superficielle, qui a renoncé aux principes éducatifs. Il faut de l'en-

durance, de la persévérance et de la ténacité pour mener un combat au long terme. »

Contre l'islam dogmatique et idéologique, préconise-t-elle, il faut un projet pédagogique national, mis au point par des vrais laïques, des philosophes, des libres penseurs..., puis un traitement social pour faire « fonctionner l'ascenseur social » et faire reculer le chômage. Et rompre avec « *les discours de victimisation, de stigmatisation et d'incrimination* ». Sinon, la résistance française restera un mythe sans avenir, avec pour seules armes les bons sentiments, qui ont souvent des causes et des effets pervers.

Alain Barbanel

« Il faut un projet éducatif de longue durée, mais aussi refaire fonctionner l'ascenseur social. »

BIBLIOGRAPHIE

« *Bas les voiles* », (Gallimard) 2003 ;
« *Que pense Allah de l'Europe* » (Gallimard), et « *Autoportrait de l'autre* » (Sabine Wespieser) 2004.
Chez Flammarion :
« *Comment peut-on être français ?* » (2006),
« *La Muette* » (2008),
« *Ne négociez pas avec le régime iranien* » (2009),
« *Je ne suis pas celle que je suis* », (2011),
« *La Dernière Séance* » (2013).
Un thriller haletant,
« *Big Daddy* » (Grasset, 2015), dépeint l'Amérique profonde et communautaire.



Chahdortt Djavann, en 2014. <

REPÈRE

Dès 2008, Chahdortt Djavann demande que « *l'Union européenne reconnaisse les fatwas comme un acte criminel et engage des poursuites internationales contre ceux qui les décrètent* ». Elle a rendu hommage aux journalistes de « *Charlie Hebdo* », « *qui n'ont jamais cédé sur leurs valeurs : le droit absolu d'un journal satirique à critiquer, voire à caricaturer, les dogmes et les croyances, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans.* »



© J.F. PAGA/Grasset

Un lycée musulman lillois dans la tourmente : entre fiction et réalité

Porté par Amar Lasfar⁽¹⁾, le projet de création d'un lycée confessionnel musulman germe dès 1994, lors de l'exclusion de dix-sept élèves voilées du lycée Faidherbe de Lille. Le lycée privé musulman Averroès, sous contrat avec l'Etat, ouvre ses portes à la rentrée 2003.

Un établissement sous contrat

Le lycée Averroès est situé à Lille-Sud, un quartier enclavé, gangrené par le chômage. Il est classé à la fois en ZFU (Zone franche urbaine) et en ZUS (Zone urbaine sensible). Averroès est l'un des deux établissements français privés musulmans sous contrat ; le second est le lycée Al-Kindi de Décines, dans la banlieue lyonnaise.

*

1. Amar Lasfar est président de l'association Averroès, de l'UOIF, de la Ligue islamique du Nord, et recteur de la mosquée de Lille-Sud.
2. Le soufisme mêle sagesse, contemplation et amour de Dieu.
3. Stéphanie Maurice : « Le lycée Averroès s'accroche à sa "normalité" », 22.02.2015.

Averroès, musulman de Cordoue, philosophe, théologien, médecin et mathématicien du XII^e siècle, est connu pour son rationalisme, sa quête alliant religion et progrès, qui en ont fait l'un des pères spirituels de l'Europe. Construire un projet éducatif en s'identifiant à cet illustre penseur dénote de l'ambition et de la volonté d'ouverture.

Après plus de dix ans d'existence, avec 600 élèves et 70 enseignants, le lycée Averroès semble un établissement modèle.

Or, le 6 février dernier, un professeur de philosophie, Soufiane Zitouni, publie dans « Libération » une tribune intitulée « Pourquoi j'ai démissionné du lycée Averroès ». Il y fustige le double langage de la direction qui, sous un vernis irréprochable, cacherait prosélytisme et idéologie radicale. Il relève à la fois les ambiguïtés de contenu des cours d'« éthique religieuse » et l'association dangereuse entre pédagogie et religion. Après cinq mois au lycée Averroès, le professeur semble écœuré, frustré, ses attentes sont déçues.

Musulman soufi⁽²⁾, Soufiane Zitouni est confronté à un autre courant, porté par l'UOIF (Union des organisations islamiques de France), proche des Frères Musulmans. Les accointances évidentes avec les frères Ramadan, un antisémitisme

larvé, les financements en provenance du Qatar et/ou d'autres royaumes du Golfe, l'absence d'ouvrages d'Averroès au CDI (Centre de documentation et d'information), etc., ont éveillé la suspicion du professeur, qui décide de partir tout en dénonçant ce qu'il considère comme une tromperie.

DÉCRYPTAGE ET PISTES DE RÉFLEXION

Moins d'un mois après les attentats meurtriers de Paris, l'affaire devient polémique et les médias s'en emparent. Des articles paraissent dans « Libération », « la Voix du Nord », « Marianne », « Le Figaro », etc. Si la pédagogie du

lycée ne semble pas en cause, la nébuleuse qui l'entoure pose question. Mohamed Louizi, sur son blog de Médiapart, a apporté non seulement son soutien à Soufiane Zitouni, mais a publié une

« Le lycée poursuit en diffamation le prof qui a pointé des dérives "salafistes". »

diatribes cinglantes sur l'UOIF, dont il a fait partie pendant quinze ans, déconstruisant un discours stéréotypé, trop souvent victimaire. « Soufiane Zitouni a critiqué une ambiance islamiste délétère, marquée par un mélange malsain entre politique et religion, par le refus de la théorie de l'évolution de Darwin, par un antisémitisme perceptible mais invouable », précise-t-il.

UNE STRATÉGIE DES MUSULMANS DE L'U.O.I.F. ?

Régis Soubrouillard a mené l'enquête pour l'hebdomadaire « Marianne ». « Averroès est-il en fait l'incubateur d'un islam radical, voire la fabrique d'une élite islamiste ? [...] Les Frères Musulmans en Europe, représentés par l'UOIF, [...] sont mus par une volonté de préserver l'identité musulmane des communautés immigrées et de "réislamiser" les jeunes générations », explique-t-il.

Le lycée a porté plainte contre le professeur de philosophie pour « diffamation et injures non publiques ». Une audience de consignation a eu lieu, le 3 avril dernier, au tribunal de police ; l'audience de plaidoirie se tiendra le 29 mai prochain.

Il est difficile d'être manichéen et de trancher. Néanmoins, la recherche d'une image et d'une réputation irréprochables ne dissimulerait-elle



pas des desseins plus « politiquement inavouables » ?

Aucun des protagonistes n'a répondu aux demandes d'interview, mais Hocine Drouiche, imam de Nîmes, rencontré il y a un mois, parlait d'une véritable « stratégie des musulmans de l'UOIF, qui ont construit des mosquées, puis des écoles. [...] L'élite de la communauté musulmane s'interroge sur le bien-fondé de la création d'écoles musulmanes. Cela ne risquerait-il pas

de renforcer, voire d'aggraver, l'exclusion des jeunes Français musulmans ? »

Force est de constater qu'il existe une « problématique Averroès ». Cet épisode pose la question de l'enseignement religieux. L'Etat ne devrait-il pas mettre en place des outils de vigilance pour éviter le développement d'un système éducatif parallèle, porteur de valeurs en contradiction avec la laïcité ?

■ Justine Mattioli

Les financements

Le site Internet du lycée Averroès explique que le lycée est financé par les dons de la communauté musulmane du Nord-Pas-de-Calais. Mais « Libération » indique que le Qatar et l'Arabie saoudite ont financé des projets et des infrastructures⁽³⁾.

PORTRAIT

RACHED GHANNOUCHI

L'islamiste caché

L'islam « raisonnable » du président du parti tunisien Ennahdha.

Rached Ghannouchi, proche des Frères Musulmans, condamné à perpétuité par Bourguiba en 1991, revenu en 2011 d'un exil de vingt ans en Angleterre où il avait obtenu l'asile politique, est le président du parti Ennahdha, devenu la deuxième force politique de Tunisie. Devant les questions incisives que lui pose Olivier Ravanello dans « *Au sujet de l'islam*⁽¹⁾ », il défend un islam qu'il voudrait raisonnable.

Il condamne sans réserve le terrorisme (mais banalise les attentats anti-juifs, sans même prononcer le mot d'antisémitisme), et en même temps accorde beaucoup à la raison d'Etat, trébuchant parfois sur l'obstacle. Ainsi, à propos de la lapidation en Arabie saoudite : « *C'est une partie de leur système légal. Chaque pays en choisit un. Par exemple, la peine de mort, certains Etats des Etats-Unis l'appliquent, d'autres l'interdisent. Et on ne dit pas que ce système de la peine de mort est sauvage. On peut refuser ce système, mais chaque pays choisira celui qu'il voit comme étant le meilleur. La loi est l'expression de la volonté d'un peuple...* » (p. 79).

De même sur le statut de la femme, à propos de quoi il use d'une dialectique grossière, pastichant de manière assez indécente « *La femme est l'avenir de l'homme* », d'Aragon (chanté par Jean Ferrat) : la femme « *est l'avenir de l'islam* ». En l'occurrence, la femme aurait les mêmes droits que l'homme, mais ces droits doivent être assortis de devoirs. Comme l'homme a de surcroît la charge d'entretenir la femme, n'est-il pas normal et juste que le frère bénéficie d'une part plus considérable de l'héritage que la sœur ? « *Une fille va se marier, et ses dépenses seront prises en charge par son mari, alors que lui épousera une femme qu'il devra entretenir. L'héritage ne reflète pas la valeur de la femme par rapport à l'homme, ils sont égaux par rapport à la valeur humaine, mais ils n'ont pas les mêmes*



© Fethi Belaid/ATP

Rached Ghannouchi en 2015. ▲

devoirs et droits dans la société. » (p. 114)

Quant à l'homosexualité, « *si quelqu'un a cette pratique dans la vie privée, nous ne le criminalisons pas* » (p. 59) : autrement dit, l'homosexualité n'aura, dans la société de Ghannouchi, d'existence que clandestine. Il n'y a officiellement pas d'homosexualité en Islam !

MALENTENDU ET LANGUE DE BOIS

On le voit donc : sur ces questions comme sur d'autres, le raisonnable, pour Ghannouchi, est de respecter la raison des Etats ou la raison d'Etat, mais celle-ci même reste en définitive jaugée à partir de l'islam. Et si, dans un pays (par exemple, en France), il faut conseiller aux musulmans de se plier aux lois de l'Etat, c'est aussi afin de leur permettre de prendre, comme tels, toute leur place à l'intérieur de ce pays, et en fin de compte d'y jouer un rôle décisif en leur qualité de musulmans (à la manière du Ben Abbes de Houellebecq, qui, dirigeant de la « Fraternité musulmane », maîtrisant complètement les codes de la société française, réussit à accéder à la présidence de la République). Au total, ce mélange de propos convenables (le refus du terrorisme, le respect des Etats démocratiques...) et de messages (à peine) subliminaux fait que, en dépit de la modération du ton, on ne se défend pas d'une permanente impression de malentendu et de langue de bois.

■ Alain David

Amar Lasfar, recteur de la mosquée de Lille, et Sylvie Taleb, proviseur du lycée, accueillent les nouveaux élèves lors de la première rentrée scolaire du lycée Averroès de Lille, en septembre 2003. ◀



1. Olivier Ravanello, Rached Ghannouchi : « *Au sujet de l'islam* ». 2015, Ed. Plon.

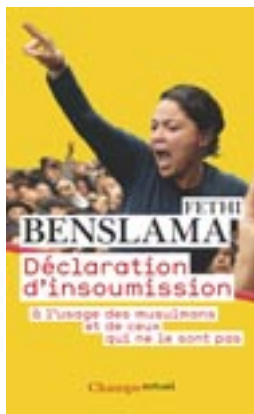
L'homme qui veut soumettre l'islam à la psychanalyse

Hostile aux thèses d'ethnopsychiatrie d'un Tobie Nathan, le psychanalyste Fethi Benslama a couché « l'islam » sur son divan, en espérant que les musulmans d'Europe se fassent « vecteurs d'une émancipation transfrontière ».

Fethi Benslama en 2005. ►

A LIRE

Fethi Benslama : « *Déclaration d'insoumission à l'usage des musulmans et de ceux qui ne le sont pas* ». Champs Flammarion, 2005 (2011 éd. de poche).



MORCEAUX CHOISIS

« "Ils" se distinguent souvent par une combinaison de traits infâmes : inculture, corruption, tyrannie et cruauté, qui ont alimenté une monstrueuse machine de jouissance du pouvoir [...]. La traînée de leurs exactions s'étend presque sans interruption du Maroc à l'Indonésie : massacres et meurtres, tortures et claustrations, disparitions et bannissements, vengeances archaïques et humiliations, voire, dans certains cas, crimes de guerre et génocides. » In « *Déclaration d'insoumission...* », (p. 14)

Affable, souriant, Fethi Benslama répond d'une voix douce à mes questions, pèse ses mots, m'interroge, m'écoute, raconte. Il est aujourd'hui directeur de l'UFR de psychanalyse à l'université Denis-Diderot (Paris VII). Ayant grandi en Tunisie dans un milieu laïque, francophone et arabisant, il s'est décidé à donner toute la suite qu'il fallait à l'enthousiasme qui s'est emparé de lui après une lecture de « *La Science des rêves* », de Freud, et a commencé

ses études à Paris. Elève de Pierre Fédida, il rencontre ensuite Jacques Derrida, qui l'encourage à travailler sur l'islam.

Directeur de programmes au Collège international de philosophie, il élabore avec l'écrivain Abdelkébir Khatibi un projet de recherche intitulé « *Raison et déraison en islam* ».

Mobilisé par l'affaire Rushdie, il publie en 2002 un grand livre, « *La Psychanalyse à l'épreuve de l'islam* ». Parallèlement, il mène un travail de terrain dans le milieu des migrants, mais prend soin de dire combien il est hostile à l'idée d'ethnopsychiatrie défendue, par exemple, par Tobie Nathan.

LA FOLIE D'UNE AUTODESTRUCTION

Qu'est-ce que l'islam ? Il ne s'agit pas pour Fethi Benslama d'entrer dans des considérations théologiques, mais de se tourner, grâce à la psychanalyse, vers l'usage affectif, anthropologique, politique, voire philosophique, qui est fait de l'islam. « *Ce que nous devons interroger prioritairement, c'est la brèche qui a libéré dans l'aire de l'islam une telle volonté de détruire et de s'autodétruire.* » (« *Déclaration d'insoumission...* » p. 14). Question salutaire, sans doute, à laquelle pourtant on voudrait opposer qu'il ne faut pas confondre l'islam avec la folie meurtrière de quelques-uns qui s'en réclament. « *Not in my name !* »

SOUSSION

Pourtant cette folie, justement, n'est pas, selon Benslama, le fait de quelques-uns, mais touche des sociétés entières, des aires culturelles diverses : « *L'islam n'est pas seulement le nom d'une religion, mais aussi celui d'une diversité humaine irréductible* » (*ibid* p. 25), par rapport



à quoi l'islamisme des groupes ou des institutions d'aujourd'hui est « *une islamessence ou obéissance à l'essence religieuse, c'est-à-dire soumission à la religion de la soumission* » (*ibid* p. 26). Qu'est-ce que l'islam en sa nature - en son « islamessence » ? Il est, répond Benslama, justement la nature elle-même : « *Tout homme naît musulman et demeure ou dégénère en d'autres confessions, à moins de retourner à sa nature par conversion* » (*ibid.*). Autrement dit, la

soumission requise n'est que la soumission à la nature. Mais alors, ainsi entendu, « *en dépit de sa polysémie, le nom d'islam n'est pas étranger à la terreur, car la terreur commence quand le nom se confond avec la nature ou avec l'essence* » (*ibid.*)

DU « MÊME » À L'HUMANITÉ

Certes, islam pourrait signifier encore tout autre chose : la racine, "slm", formant la source d'une arborescence donnant des termes comme sauver, guérir, saluer, faire la paix, accueillir, se réconcilier, donner un baiser (*ibid* p. 30).

On l'aura compris : la dérive théologique est identiquement la dérive politique, elle est l'islam même, en tant qu'il est fixé sur le même et non une mauvaise interprétation de l'islam. Mais, demandera-t-on derechef, cet « *islam lui-même* », est-ce quand même l'islam ? Ne verse-t-on pas, avec de telles considérations, dans une « islamophobie » sans recours ?

Le recours affleure pourtant à tout instant dans le texte de Benslama. Il est, par exemple, à la page 53 porté par Averroès dans son « *Traité décisif* », selon qui la révélation n'a aucune vérité à enseigner à la raison que celle-ci ne puisse découvrir par elle-même : définition avant la lettre de la laïcité, certes, mais aussi la signification d'un islam congruent à une humanité pour qui la foi est aussi diverse que les cultures qu'elle traverse ; elle est cette diversité même, comme le suggère la question ultime posée par Fethi Benslama : « *Ces femmes et ces hommes seront-ils les porteurs de toutes les menaces du dehors dans une Europe unie par la peur et autoaffectée par son passé, ou bien seront-ils les vecteurs d'une émancipation par-delà les frontières ?* »

Alain David

Soufisme, spiritualité et citoyenneté

En tant que citoyenne, la sénatrice Bariza Khiari, qui vante les beautés de la mystique soufie, se dit « farouchement républicaine et sereinement musulmane ». Entretien.

Bariza Khiari, élue au Sénat depuis 2004, travaille de longue date sur la problématique de l'islam en France. Elle a ainsi écrit une contribution pour le Parti socialiste, « République et islam », et signé plusieurs tribunes, dont « De quoi le "vote musulman" est-il le nom ? » sur Médiapart⁽¹⁾. Aujourd'hui, Bariza Khiari s'affirme comme musulmane soufie. Interviewée par le Bondy blog⁽²⁾, elle déclarait : « Moi, je représente ce que je suis. C'est-à-dire une citoyenne, française, qui est en fidélité avec la tradition qui l'a portée. » Ce qui l'a conduite à écrire pour la Fondapol une étude intitulée « Le soufisme, spiritualité et citoyenneté ».

DDV Comment mieux concilier islam et laïcité ?

Bariza Khiari. Si, selon moi, il ne faut pas toucher à la loi de 1905, il faut néanmoins trouver les modalités permettant la construction de lieux de cultes ouverts sur la cité. Il faut que

nos imams en France parlent français, ils ne peuvent plus être sous le contrôle de pays étrangers. Ils doivent, comme le dit le Coran, respecter les lois du pays d'accueil.

Je souhaite une « normalisation » de l'islam dans notre République, ce sera le test de notre crédibilité et de la légitimité de nos principes laïques. Le soufisme est laïc. Ainsi, pour ma part, je ne veux pas du voile à l'école - je serais d'ailleurs même pour le port de la blouse ! Il y a une très grande méconnaissance de l'islam en France, ne serait-ce que de la part des musulmans eux-mêmes. C'est du fait de Khomeiny si l'islam s'est transformé en code pénal, devenant une idéologie à combattre. Les musulmans ne doivent pas accepter cela.

DDV Pourquoi parler du soufisme ?

B. K. Le soufisme est une confrérie, on y vient par initiation. « Le soufisme est une praxis : la spiritualité doit trouver une expression dans la vie séculière. » Je pense que le soufisme doit désormais sortir de cette nature réservée, de cette spiritualité qui n'était qu'intérieure. Il y a une parole à porter face au désastre du wahhabisme, devenu l'orthodoxie. Il y a un renouveau très important du soufisme, grâce à de grands congrès et un festival des cultures soufies à Fez.

Il faut mettre en avant des modèles positifs d'identification et travailler sur les droits des femmes, notamment dans les pays du Maghreb. Appuyons-nous sur la tradition, qui est essentielle, afin de l'intégrer et de la dépasser pour aller vers la modernité ! Les soufis doivent s'affirmer et permettre cela !

Il faudrait que la France devienne « le Harvard de l'islam ». Je suis farouchement républicaine et sereinement musulmane. Repensons l'islam et distinguons bien spiritualité et soumission. En conclusion, moi, je n'achète pas « Charlie Hebdo », mais la loi permet à ce journal d'exister ! Alors, vive le crayon face à la Kalachnikov : je prends le crayon ! »

Propos recueillis par Déborah Piekarz



© Laikene Abib

Le soufisme

Ayant rejeté le messianisme et le « cléricalisme » des chiïtes - les partisans du chiïsme -, l'islam sunnite n'a pourtant rien d'uniforme : il tolère et nourrit des traditions mystiques très différentes, notamment celles des divers « soufis », marquées

par des maîtres de sagesse tel Ibn Arabi, et organisées en plusieurs confréries à travers tout le monde sunnite. Chacune avec sa démarche initiatique particulière et ses formes de dévotions propres, au-delà des Cinq Piliers.

A LIRE

Bariza Khiari : « Le Soufisme : spiritualité et citoyenneté ». 2015, Fondapol, col. « Valeurs d'islam⁽³⁾ ». www.fondapol.org

BIOGRAPHIE

Née le 3 septembre 1946 à Ksar Sbahi, en Algérie, Bariza Khiari est arrivée en France à l'âge de 3 mois. Haut fonctionnaire dans le tourisme, elle est sénatrice PS de Paris depuis 2004 et a été vice-présidente du Sénat. Elle est juge à la Cour de justice de la République et chevalier de l'ordre du mérite. Membre actif du projet Aladin de l'Unesco (lire p. 29), elle est aussi l'une des fondatrices du Club XXI^e siècle.

Bariza Khiari, soufiste et sénatrice de Paris. ◀

*

1. Médiapart.fr 17 avril 2014 ; et « Faire triompher la culture contre la barbarie », 9 mars 2015.
2. Entretien dans le Bondy blog-Libération, 21 janvier 2015 : « Les musulmans dans une injonction contradictoire », par Saad Khair.
3. La collection « Valeurs d'islam », de Fondapol, un think tank présidé par Nicolas Bazire, propose dix textes, dont : « Coran, clés de lecture », par Tareq Oubrou, et « L'Islam et les valeurs de la République ».

Ensemble, obtenons réparation des crimes contre l'humanité. Regards croisés

En ce 4 mai, Journée de la mémoire de l'esclavage, un colloque sur ce thème a été marqué par les deux tables rondes coorganisées par le Cran et la Licra. Un débat ouvert sur le réparable et l'irréparable... au-delà des impasses d'une « concurrence mémorielle ».

REPÈRES

Le colloque « Crimes contre l'humanité et réparations. Regards croisés » a eu lieu le lundi 4 mai à 18 h 30 au Musée de l'histoire de l'immigration, 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

Louis-Georges Tin et Antoine Spire devant le Palais de la Porte Dorée, en avril 2015. >



© Guillaume Krebs

LES INTERVENANTS

Alain David, philosophe.

Jean-Paul Dessaux, syndicaliste à Sud.

Nicole Lapierre, sociologue et anthropologue, auteur de « Causes communes » (Stock).

Gilles Manceron, historien, spécialiste du colonialisme français.

Mano Siri professeur de philosophie.

Dominique Sopo, président de SOS Racisme.

Françoise Vergès, politologue.

Antoine Spire, journaliste.

Benjamin Stora, historien.

En France, il a toujours été difficile de se pencher sur nos responsabilités en assumant notre histoire, en reconnaissant l'innommable et l'inhumain. Aussi, au cœur du Musée de l'histoire de l'immigration, un colloque sur les crimes contre l'humanité et sur les réparations prend-il toute son importance, tout son relief. D'autant qu'il s'est déroulé le 4 mai, juste avant la date nationale de commémoration de l'esclavage (10 mai).

« RÉPARER L'ESCLAVAGE, RÉPARER LA SHOAH »

Deux tables rondes coorganisées par le Cran et la Licra furent proposées. En présence de

Benjamin Stora, président du conseil d'orientation du Musée de l'histoire de l'Immigration, et du président de la Licra, Alain Jakubowicz, la première portera sur à la notion de « réparation » : « Réparer l'esclavage, réparer la Shoah ». Animée par Antoine Spire, la discussion réunit Nicole Lapierre, Mano Siri et Louis-Georges Tin.

« QUE RÉPARER, ET COMMENT ? »

La seconde table ronde, animée par Louis-Georges Tin, a précisé « les modalités d'une politique de réparation : que réparer, et comment ? » Dominique Sopo, Françoise Vergès, Gilles Manceron et Alain David ont proposé des outils et des pistes de réflexion.

Trois questions à Louis-Georges Tin

DDV Quelle est la genèse du projet ?

Louis-Georges Tin. M. Ayrault, alors Premier ministre, s'était engagé à mettre en place une politique de réparation. Malheureusement, M. Hollande l'a contredit, et la cinquantaine de propositions que nous avons rédigées est restée lettre morte. Il nous paraissait important de

relancer le débat en 2015, et d'organiser une rencontre inédite en France et en Europe. La question des réparations suscite en effet beaucoup de réticences et de difficultés, notamment la supposée « guerre des mémoires ». Nous avons souhaité aborder ces questions dans un esprit de fraternité et non de concurrence.

Nos expériences respectives doivent se renforcer mutuellement pour avoir un véritable impact. Deux associations qui agissent dans une logique de coopération et qui parlent d'une même voix, cela paraît inattendu et surprenant.

DDV Quels sont vos soutiens, vos partenaires ? Pour quels enjeux ?

L.-G. T. Les participations du vice-président de la LDH, du président de SOS Racisme sont des formes de soutien. Le partenariat avec le Musée de l'histoire de l'immigration va engager d'autres partenariats et nous permettre d'avoir de la visibilité.

Les enjeux de ces réparations sont importants ; ils concernent conjointement l'Etat et les entreprises privées. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si la France doit payer des réparations, parce qu'indirectement, elle en paie déjà. Lorsqu'il y a, dans les pays africains, l'ouverture de marchés publics, la France est *a priori* évincée. Le ressentiment causé par le passé colonial est tel que toute réponse à un appel d'offres est écartée.

L'un des enjeux pour la France est de reconnaître ses responsabilités, pour payer son passé colonial de manière positive, volontariste, plutôt que de manière indirecte, implicite, somme toute négative.

DDV Pourquoi ces réticences à évoquer les réparations ?

L.-G. T. En France, les habitudes coloniales persistent. L'Afrique a longtemps été perçue comme un prolongement de l'Hexagone ; la *Françafrique* n'est pas un mythe. Or, le rapport de forces, d'antan inégalitaire, a évolué. Le rayonnement de la France s'est tari, tout comme celui d'autres anciennes puissances coloniales. A l'instar de la Grande-Bretagne qui, il y a un an, a décidé de payer des réparations au Kenya, la France peut évoluer. Un événement important marque peut-être un tournant : fin novembre 2014, M. Hollande s'est rendu au Sénégal à l'occasion du 70^e anniversaire de Thiaroye⁽¹⁾. Or, deux heures avant de prononcer son discours, il l'a modifié et a déclaré : « *Je suis venu réparer l'injustice.* » La sémantique évolue, les lignes bougent. A voir...

Justine Mattioli

*

1. Le 1^{er} décembre 1944, le camp militaire de Thiaroye (une ville dans la banlieue de Dakar) fut le théâtre du massacre par les gendarmes français de tirailleurs sénégalais réclamant le paiement de leurs indemnités. Le bilan officiel fut longtemps de 35 morts, mais François Hollande a estimé, en 2014, qu'il s'élevait à au moins 70 morts.

Un pont de la connaissance entre juifs et musulmans

Le 25 février, à l'Unesco, à Paris, le projet Aladin a rassemblé plus de trois cents personnes autour de « L'avenir du vivre ensemble face à la montée de l'extrémisme violent : les perspectives d'Europe et du monde arabe ».

Le projet Aladin a pour vocation de « *promouvoir le rapprochement interculturel, en particulier entre juifs et musulmans, fondé sur la connaissance mutuelle, l'éducation, le respect de l'histoire, le refus des conflits de mémoire, la primauté du dialogue* ». Initiative lancée par la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, ce projet regroupe chercheurs, journalistes, traducteurs, éducateurs, qui, sur le terrain, travaillent à développer un réseau efficace pour mutualiser, transmettre et diffuser des connaissances visant à lutter contre les préjugés et l'ignorance.

POUR LE « VIVRE ENSEMBLE »

L'objectif du projet Aladin était de corrélérer les perspectives de deux aires géographiques qui communiquent peu, faute d'outils (langue, traduction, etc.) et d'occasions. A la suite des tragiques événements européens du mois de

janvier et de l'année 2014, la soirée organisée à l'Unesco en février 2015 proposait de donner la parole à des acteurs des mondes moyen-orientaux et occidentaux, pour cibler les politiques à échafauder dans la recherche commune d'un vivre ensemble.

Deux tables rondes ont été organisées pour raviver un espoir submergé par l'obscurantisme.

PERSPECTIVES DU MOYEN-ORIENT

Toutes les personnes conviées (*voir ci-contre*) ont plaidé pour davantage d'échanges et de dialogue, notamment par le biais de la plateforme qu'est le projet Aladin.



EN BREF

Parrainé par l'Unesco, lancé en mars 2009, le Projet Aladin est une organisation internationale basée à Paris dont le directeur exécutif est Abe Radkin, ancien directeur de la Fondation Britannique pour les Droits de l'Homme.

SHÉHÉRAZADE

L'ouvrage des « *Mille et Une Nuits* » a inspiré le projet Aladin. La renommée de ce recueil de contes en langue arabe est mondiale, il symbolise un pont interculturel. L'objectif est de mettre à la disposition du plus grand nombre, des livres, des films et documentaires, des sites internet, etc.

Groupe de travail du projet Aladin, le 25 février 2015, dans les locaux de l'Unesco, à Paris. >



© Alain Azria

LES INVITÉS

Colloque 1

Mansour Al-No Gaidan a fui l'Arabie saoudite pour Dubaï, où il est directeur du centre Al-Mesbar ; **Abdullah Hamidaddin**, éditeur et chroniqueur ; **Omar Al-Turabi**, journaliste et chercheur au Soudan ; **Mohamed Alhammadi**, rédacteur en chef de « *Al-Ittihad* », des Emirats arabes unis ; **Mohamed Haddad**, titulaire de la chaire Unesco pour l'étude comparée des religions à l'université de Tunis ; **Mona Omar**, expert en relations interculturelles.

Colloque 2

Moché Lewin, de la Conférence des rabbins européens ; **Bariza Khiari**, sénatrice de Paris, administratrice d'Aladin ; **Mohamed Moussaoui**, du Conseil français du culte musulman ; **Armand Abecassis**, écrivain et philosophe ; **Hakim El-Karoui**, associé d'un cabinet de conseil en stratégie et administrateur du projet Aladin.

Au sujet de l'expansion de Daech et du développement de ses réseaux sur le Net, Mansour Al-No Gaidan a expliqué qu'il était important d'« assécher leurs relations avec les médias ». Il a déploré l'asymétrie d'informations et l'existence d'une frontière virtuelle entre Occident et Moyen-Orient : alors que l'Occident n'a évoqué que rarement les crimes perpétrés à l'égard des musulmans dans le monde arabe, les médias arabes ont analysé et commenté l'ensemble des événements survenus en Occident. Abdullah Hamidaddin évoque « *un étrange paradoxe qui existe depuis la naissance de Daech : l'Europe est devenue un exportateur de terroristes au Moyen-Orient* », et plaide pour une inflexion dans la rhétorique sur le « terrorisme islamique » : les médias devraient insister sur « *l'aspect nihiliste et totalitaire de leur discours* », plus que sur la qualification d'« *islamique* ».

Mohamed Haddad rappelle que les premières victimes du terrorisme sont les musulmans. Il cite le Coran : « *Quand on a tué un homme, on a tué l'humanité [...]. Le seul remède contre la violence est de conserver notre humanité.* » Tous s'accordent sur le rôle central des imams et l'importance de travailler avec eux et avec les instances musulmanes.

PERSPECTIVES DE L'EUROPE

La sénatrice de Paris, Bariza Khiari (lire p. 27) s'est inscrite dans une démarche de rapprochement : « *Nous partageons la même chose : l'humanisme et les souffrances qui y sont liées.* » Elle a rappelé que « *la loi qui s'impose à un musulman est celle du pays d'accueil* ».

Hakim El-Karoui (lire p. 14) s'est interrogé sur les actions concrètes à mener sur le terrain, en évoquant l'importance du rôle des femmes : « *La place des femmes est essentielle, elles contribuent aujourd'hui au changement profond des sociétés traditionnelles arabes. Le modèle impose puisque, aujourd'hui, les femmes sont, notamment, plus éduquées que les garçons. Somme toute, l'islamisme est la réponse qui va chercher la force divine pour dire le refus de cette transformation.* » Il a souhaité que, face au discours de haine, idéologique et d'obédience salafiste, un autre discours sur l'islam soit proposé.

Moché Lewin et Mohamed Moussaoui ont préconisé la mise en place d'une conférence des dirigeants religieux. « *La paix ne viendra pas toute seule. Il est primordial d'y œuvrer sans relâche* », a exhorté Moché Lewin.

Les interventions des invités du Moyen-Orient ont impressionné par leur acuité, leur ouverture et leur analyse précise des enjeux. A contrario, la table ronde présentant le point de vue de l'Europe a semblé plus confuse, à l'exception d'Hakim El-Karoui.

Les interventions longues, empreintes de spiritualité, n'ont pas permis la prise de recul nécessaire à une compréhension analytique et cartésienne.

Le projet Aladin a su initier une démarche transversale dont la soirée du 25 février est emblématique. Elle a présenté l'intérêt incontestable d'un échange Occident-Moyen-Orient pour ouvrir nos esprits trop souvent confinés à une vision étriquée de la réalité.

■ Justine Mattioli

« Depuis la naissance de Daech, l'Europe est devenue un exportateur de terroristes au Moyen-Orient. »

Moi, Waleed Al-Husseini, 25 ans, Palestinien et ex-musulman en colère

Dans « *Blasphémateur !* », son autobiographie parue une semaine après l'attentat de « *Charlie Hebdo* », il raconte son expérience douloureuse de jeune athée en terre d'islam. Il nous parle de la duplicité, de la cruauté et de la bêtise du monde dans lequel il a grandi. Un témoignage capital et un plaidoyer pour la liberté de penser...

Il croit aux valeurs humanistes, à la liberté d'expression, à la vie. Waleed Al-Husseini est l'un des blogueurs les plus haïs du monde arabe, parce qu'il a osé dire tout haut ce que d'autres, en terre d'Islam, pensent tout bas⁽¹⁾. Né il y a 25 ans dans une petite localité de Cisjordanie, il l'a fait à la barbe de l'Autorité palestinienne, qui se proclame laïque - pour faire oublier que l'islam est religion d'Etat dans la constitution palestinienne ? - et qui n'a pourtant pas hésité à le faire arrêter, en 2010, au petit matin, pour outrage à la religion. Après avoir mobilisé une bonne trentaine d'agents pour mener l'enquête.

Ce qu'on lui reproche ? La création d'une page Facebook au nom d'*Ana Allah* (*Je suis Allah*). L'Autorité palestinienne n'a pas apprécié. « *Dans une société comme la mienne, dit-il, on ne choisit pas sa religion.* »

PROCÈS EN SORCELLERIE EN CISJORDANIE

Premier Palestinien d'origine musulmane incarcéré en Cisjordanie pour avoir critiqué l'islam et avoir affiché son athéisme sur son blog, Waleed a grandi dans une famille de la petite bourgeoisie cisjordanienne. Il est élevé par des parents aimants, fait de bonnes études secondaires, entre à l'université, décroche un poste de professeur de technologie, travaille dans une banque.

Sur Internet, seul espace de liberté, il blogue dès l'adolescence, lit beaucoup et s'interroge sur l'islam, la violence dans le Coran, le sort fait aux femmes, la vie du Prophète. « *J'ai mis six ans à divorcer de l'islam* », raconte-t-il encore.

Waleed va passer près d'une année dans les prisons palestiniennes. Il est mis au secret, subit tortures physiques et psychologiques - « *pour me forcer à renoncer publiquement à mes convictions athées* », ce qu'il refusera toujours.

Il est libéré avant la fin de son procès grâce à des soutiens internationaux, et trouve refuge en France en avril 2012.

Un an plus tard, il fonde le Conseil des ex-musulmans de France, qui compte aujourd'hui une soixantaine de membres. Entre-temps, un tribunal militaire palestinien l'a condamné à sept ans et demi de prison...

Dans son livre coup de poing, il dénonce les conflits internes qui paralysent l'Etat palestinien - « *L'Autorité palestinienne voulait prouver, avec mon arrestation, qu'elle protège mieux l'islam que le Hamas* » -, la collusion des pouvoirs, le poids du religieux partout.

AUCUN MESSAGE DE SOUTIEN D'O.N.G. DEPUIS QU'IL A FUI SON PAYS...

Il lance aussi un appel urgent à la France pour qu'elle défende ses valeurs, qu'il trouve dangereusement menacées. « *Le politiquement correct est partout* », dit-il, frappé par le silence des ONG depuis qu'il est en France - il n'en a reçu à ce jour pas le moindre message de soutien. « *La pauvreté et l'exclusion n'expliquent pas l'extrémisme qui gagne certains Français musulmans, ajoute-t-il aussi. Le problème, chez eux, c'est qu'ils se sentent musulmans et pas français.* »

Sur sa page Facebook qui s'ouvre, depuis les attentats de janvier, sur « *JE SUIS CHARLIE* », les témoignages de soutien affluent. On peut y voir, entre articles de presse, dessins et photos, le visage de Salman Rushdie interrogeant : « *Qui est le vrai blasphémateur ? Celui qui ne croit pas en Lui ou celui qui juge en son nom ?* » On y apprend aussi qu'en avril, un journal arabe (marocain, en l'occurrence) a publié un article sur son livre. Une première dont il se réjouit. « *Même si de nombreux commentaires de lecteurs sont bêtes et haineux.* »



Karen Benchetrit

A LIRE

Waleed Al-Husseini : « *Blasphémateur. Les Prisons d'Allah* ». 2015, éd. Grasset.

Athée de l'année...

Troublant trophée que celui décerné au blogueur palestinien, début avril... Waleed a été désigné « athée de l'année » à l'occasion de la commémoration annuelle de l'assassinat de l'écrivain polonais Kazimierz Lyszczyński. Ancien jésuite devenu athée, ce philosophe avait écrit un roman « portant atteinte à Dieu et à la religion ». Il avait été condamné au bûcher pour hérésie... en 1689.



1. Au moment de son arrestation, il y avait jusqu'à 500 000 abonnés à Ana Allah, sa page Facebook par qui le scandale est arrivé.

Le "cercle de paix" des musulmans d'Oslo

Suite aux attentats de Paris et de Copenhague, huit jeunes musulmans de Norvège ont pris l'initiative d'initier un rassemblement pour protéger la synagogue.



© Hakon Mosvold/AP/Sipa

Le 21 février 2015, à l'initiative d'un groupe de jeunes musulmans norvégiens, plus de mille personnes ont formé un « cercle de la paix » autour de la synagogue d'Oslo. ▲

« Dans le froid de l'hiver du Nord, des jeunes filles voilées et de jeunes barbus donnent la main à des laïcs... »

« **N**on à l'antisémitisme, non à l'islamophobie » : c'est autour de ce mot d'ordre que se sont rassemblées à Oslo, le 21 février dernier, plus d'un millier de personnes pour former un « Cercle de paix » – *Fredens ring*, en norvégien – autour de la principale synagogue de la ville.

Après l'attentat islamiste meurtrier qui avait frappé, une semaine auparavant, une synagogue de Copenhague, faisant un mort et plusieurs blessés, ils entendaient manifester leur soutien à leurs compatriotes juifs. Dans le froid intense de l'hiver norvégien, des jeunes filles coiffées du hijab, des jeunes gens barbus, des jeunes laïcs

se sont donné la main pour entourer d'un cercle de solidarité la synagogue et les fidèles juifs qui y priaient en cette fin de shabbat.

UNE IDÉE QUI A GERMÉ DURANT UN AN

Thomas Naustdal est l'un des huit jeunes musulmans qui ont été à l'origine de l'événement. Au cours de notre entretien, il évoque les raisons qui les ont conduits à prendre cette initiative : « *L'idée a germé en 2014. Elle s'est renforcée à la suite des attentats contre "Charlie Hebdo" et l'Hyper Cacher. Puis il y a eu l'attentat contre la synagogue de Copenhague. Nous avons senti que ne pouvions pas nous contenter de condamner ces attentats. Nous devons nous engager concrètement. Former*

un "cercle de paix" musulman autour de la synagogue était, à nos yeux, la meilleure preuve de notre soutien. »

Ervin Kohn, président de la communauté juive de Norvège, souligne le caractère unique de l'événement : « *Pour la première fois, des musulmans se sont élevés ouvertement contre l'antisémitisme. L'initiative n'a pas été prise par les institutions représentatives des musulmans et juifs de Norvège ou par une quelconque organisation. Elle est due à la détermination de huit jeunes musulmans courageux. »* Thomas Naustdal ne fait pas mystère des positions pro-palestiniennes qu'il partage avec les autres organisateurs ; de son côté, Ervin Kohn fait état du soutien indéfectible des juifs norvégiens à l'Etat d'Israël. Tous deux tiennent cependant un même discours : « *Nous avons décidé de mettre de côté tout ce qui nous sépare pour nous tourner vers un but commun qui est d'œuvrer pour le vivre ensemble des musulmans, des juifs et de l'ensemble du peuple norvégien. »*

L'événement, largement couvert par la télévision norvégienne et la presse internationale, a suscité un vif enthousiasme de par le monde. Il n'a pourtant pas toujours fait l'unanimité. Ses jeunes organisateurs ont dû faire face à des critiques au sein de leur propre communauté, aux menaces proférées par les extrémistes musulmans, et à des commentaires haineux sur les réseaux sociaux. En Norvège, comme ailleurs en Europe, l'association entre « antisémitisme » et « islamophobie » est discutée par ceux qui y voient un amalgame et qui, tout en reconnaissant la gravité, refusent d'assimiler la haine des musulmans à un nouvel antisémitisme.

LE MOUVEMENT DU « CERCLE DE PAIX » AURA-T-IL UN LENDEMAIN ?

L'union des juifs, des musulmans et de toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté contre le terrorisme perdurera-t-elle ? Seul l'avenir le dira.

Depuis, Ervin Kohn a été contacté par des femmes musulmanes qui veulent se joindre à des femmes juives pour former avec elles un « cercle de paix des mères ».

Et, lors de la visite prochaine de représentants du Congrès juif mondial, il compte bien leur présenter les jeunes organisateurs du *Fredens Ring*.

D'autres chaînes de solidarité autour de synagogues et de mosquées se sont formées à Stockholm et à Copenhague. On ne peut qu'espérer qu'il en soit de même en France, et qu'y fleurissent les « cercles de paix ».

Le racisme persiste dans le foot amateur

Malgré les « Circulez ! y'a rien à voir » de la Fédération de foot, ce sont des centaines « d'incidents » entre amateurs qu'a couronné, naguère, un très fameux coup d'boule...

Depuis plusieurs années, par le biais de l'association Foot Citoyen, je me suis rapproché de la Licra. Avant même d'intégrer la Commission sport, en quelques occasions j'avais été amené à écrire des articles pour le « *Droit de vivre* ». Jusque-là, il était surtout question d'actions menées en collaboration entre nos deux structures.

Début mars, j'ai été convié à ma première réunion de rédaction du « *Droit de vivre* ». Pour sceller officiellement cette collaboration, je proposai un portrait et une interview de M. Djamel Sandjak, président de la Ligue d'Ile-de-France de football, rare dirigeant du football français à être issu de l'immigration. Malheureusement, une réponse difficilement obtenue tomba début avril : « *M. Sandjak n'a pas de temps à vous consacrer !* ».

Le premier projet recalé, il a fallu trouver une autre piste. Au gré d'actions menées pour Foot Citoyen⁽¹⁾, elle est apparue naturellement : « Le racisme dans le football amateur » ! Un sujet « serpent de mer » qui, selon les chiffres (82 incidents à caractère raciste sur 668 181 matchs concernés !) si ridicules livrés par l'Observatoire des comportements de la Fédération française de football, mériterait à peine d'être traité. Pourtant, à travers nos accompagnements de clubs, des histoires récentes disent bien autre chose que ces chiffres fournis pas les instances...

DES EXCUSES MOINS PROMPTES QUE LES ACCUSATIONS

Dans le quartier d'une ville de Basse-Normandie cité parmi ceux étant les plus « à risques », un club de foot disparaissait il y a une dizaine d'années... Relancé cette saison par un groupe d'amis motivés par l'envie de proposer une activité sportive et un projet éducatif aux jeunes du quartier âgés de 6 et 12 ans, le club doit régulièrement faire face aux *a priori*.

A l'occasion d'un match de « moins de 11 ans », un sac de bonbons est volé. Pour l'accompagnatrice du club « victime », les coupables sont tout désignés : « *Les Arabes du quartier !* ». Après la mise en place d'une « cellule de crise », l'objet est retrouvé dans le sac de sport d'un garçon ni trop basané, ni trop immigré, du club des « volés »... Les excuses viendront moins vite que les accusations.

Dans ce même club, un gamin de 9 ans qui a décidé de continuer à jouer avec son équipe et ses copains du quartier, malgré son déménagement dans une ville voisine, a subi des violences, coups de poing et insultes racistes de la part d'élèves de sa nouvelle école, joueurs du club rival... Depuis, la directrice de l'école a mis en place des actions

autour des discriminations, mais les sourires ont disparu du visage d'un enfant qui pense parfois que « *ça serait mieux s'il n'était plus là* ».

DÈS QU'ON TOUCHE LE BALLON, ON SE FAIT TRAITER DE "BOUGNOULE"

Plus bas, dans une grande ville du sud de la France, autour d'un atelier mené par Foot Citoyen, un joueur de « moins de 17 ans » d'un bon club de quartier avoue être régulièrement pris pour cible par des spectateurs et des chasseurs autour de la main courante : « *Dès qu'on touche le ballon, on se fait traiter de sale Arabe et sale b...* » !

Les exemples de racisme dans le foot amateur abondent. Mais il semble compliqué aujourd'hui de faire évoluer une situation qu'on a souvent du mal à aborder, comme en atteste cette histoire récente venue du Gard. A l'issue de la projection d'un film traitant de l'apport des joueurs de couleur en équipe de France de football, diffusé dans le cadre d'une action « Printemps de l'éducation », un échange s'instaure... A peine quelques paroles prononcées et les chiffres habituels mis en avant, un jeune président de club se lance :

– *J'ai l'impression que les instances sont dans une tour d'ivoire pour ne pas voir réellement le racisme existant dans le football.*

– *Je n'ai pas de leçon à recevoir d'un monsieur que je ne connais pas !*

Et, déjà, le président d'un district de football se lève et s'en va, offusqué et vexé.

Le débat était clos avant même d'avoir commencé.

■ Frédéric Hamelin⁽²⁾

LES CHIFFRES OFFICIELS

Lors de la saison 2013-2014, sur 668 181 rencontres couvertes par l'Observatoire des comportements de la FFF, 11 941 matchs à incidents ont été signalés, dont seulement 82 (!) à caractère raciste !

*

1. Association créée en 2003 par Didier Roustan, journaliste télé, avec Arsène Wenger, manager d'Arsenal, Foot Citoyen accompagne des clubs sur le plan éducatif et organise des ateliers de parole, d'écriture et de terrain.
2. Frédéric Hamelin est rédacteur en chef de « *Foot Citoyen Magazine* », ancien grand reporter et rédacteur en chef adjoint du magazine « *Onze mondial* ».

Match de football amateur pendant une action « Sens et valeurs du football », menée par Foot Citoyen à Montpellier. ▼



AIRFRANCE 
FRANCE IS IN THE AIR



COMME DANS UN ÉCRIN

Nouveau fauteuil-lit Business : découvrez le confort d'un lit spacieux parfaitement horizontal et un service d'exception.

AIRFRANCE KLM AIRFRANCE FR

France is in the air : La France est dans l'air. Mise en place progressive sur une partie de la flotte long-courrier Boeing 777.



ORANGE HUSSARD



GARNIER



HEINEKEN



ROWENTA



PMU



EUROPE 1



VIKING



AÉROPORTS DE PARIS



DIM



RENAULT GORDINI



NI PUTES NI SOUMISES



ORANGE OPEN



PUBLICIS CONSEIL

133, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 70 00 - Fax : 01 44 43 75 25
Internet : www.publicis.com



Engagés oui. Mais en poésie

La poésie, pour Bruno Doucey, est au cœur de la bataille contre toutes les barbaries. Son recueil pour « *L'Insurrection poétique* » compose un hymne sans frontières au vivre-ensemble.

Le 7 janvier 2015, date des attentats de « *Charlie Hebdo* », l'éditeur Bruno Doucey envoyait à l'impression « *L'Insurrection poétique, Manifeste pour vivre ici*⁽¹⁾ ». A la réception du recueil, il a un choc en découvrant à quel point la réunion de l'ensemble des textes est saisissante d'actualité. Tant dans leur lutte commune pour les droits des hommes que contre la barbarie. Indispensable et éclectique, cette poésie engagée est revigorante.

« *On n'invente jamais seul.* » On peut lire ces mots de la poétesse Anna Greki, emprisonnée à Alger en 1957, dans la prison de Barberousse, dans ce « *Manifeste pour vivre ici* » qui se compose par ailleurs de voix multiples.

On y trouve des poètes « classiques » comme Rimbaud, Hugo ou Verlaine, des auteurs étrangers à l'image de l'Algérienne Habiba Djahnine, qui évoque « *le scénario de la décapitation* », et d'autres contemporains plus connus comme Martha Medeiros ou Sapho⁽²⁾. « *La poésie, martèle cette dernière, quelle qu'elle soit, même si elle n'est pas militante, est subversive. Elle est le contraire de la langue de bois. Elle est libre, insoumise, révoltée.* »

Co-auteur du recueil, l'écrivain Christian Polasniec observe aussi que « *l'insurrection poétique n'est pas la révolution. La poésie dénonce, rejette et en même temps construit* ».

L'anthologie est conçue par chapitres : 22 titres simples et directs. « *Refus d'un monde étriqué ; Contre les fous de Dieu ; Shoah ; Guerre et Paix ; Apartheid ; Sexisme et Injustice* », une partie pour laquelle il a été « *compliqué de trouver des textes écrits par des hommes* ».

Lautréamont l'avait prédit : « *La mission de la poésie est difficile.* » L'éditeur Bruno Doucey nous rappelle combien elle demeure, pour tous, salutaire.

DDV Vous parlez souvent de « géopoésie ». De quoi s'agit-il ?

Bruno Doucey. Les questions géopolitiques dominent nos vies. D'une part parce que nous vivons dans un monde mondialisé. D'autre part, avec les problèmes d'économie, d'écologie, de terrorisme, nul ne peut échapper à cette dimension planétaire. Or je pense que les poètes ont des choses à dire sur le monde dans lequel nous vivons. Sur le monde comme il va. Ou, plus exactement, comme il ne va pas bien. Et qu'à cette dimension géopolitique, on peut objecter une dimension géo poétique vouée aux dialogues entre les êtres, entre les cultures, entre les langues. On peut construire un monde par la littérature, par la poésie, dans lequel les frontières ne serviraient pas à séparer les êtres humains, à les éloigner les



Bruno Doucey en 2013. <

© Murielle Szac

uns des autres ou à les opposer comme c'est le cas dans le monde dans lequel nous vivons mais à les rassembler, à faire en sorte qu'ils puissent s'unir et vivre ensemble. Cette condition du vivre ensemble par la poésie m'intéresse.

DDV A-t-elle un pouvoir face à la barbarie ?

B.C. Oui et de trois ordres. Ce langage qui vient du cœur, de la chair, du sang, s'intéresse à d'autres qu'à soi-même. C'est un chant que des hommes adressent à d'autres. Avant d'être une expérience textuelle, formelle, esthétique, elle est un acte de communication. Cette écriture de l'intime est celle d'un être dans sa langue. C'est une façon de se raccorder au monde. Parfois, la poésie est la forme singulière d'une utopie mais toujours relevée à l'horizon des autres. Le travail de l'éditeur est de faire passer cette utopie singulière en une forme collective. Un poème est aussi un espace ouvert et offert à la liberté d'interprétation d'autrui. Le grand poète René Daumal disait qu'il faut être deux pour faire un poème : celui qui l'écrit est le père, celui qui le lit est la mère et le poème est leur enfant. Puisqu'on ne peut le réduire à une signification unique – ce n'est pas un slogan –, alors il est le contraire de la dictature et de la parole fascisante. Les poètes ne sont pas de dangereux individus avec un couteau entre les dents ! Mais combien ont été éliminés par les dictatures ! Plusieurs poètes que nous publions ont été ou sont menacés.

REPÈRES

« *L'Insurrection poétique, Manifeste pour vivre ici* ». Ed. Bruno Doucey, 247 p. www.editions-brunodoucey.com



© DR/Ed Bruno Doucey



1. « Pour vivre ici » est emprunté à Paul Eluard.
2. Elle a publié « *Blanc* » (Ed. Bruno Doucey) à l'automne.

ÉDITION

Bruno Doucey a créé sa maison d'édition indépendante en 2010. Deux recueils destinés à la jeunesse (à partir de 14 ans) sont parus dans la collection « Poés'idéal » : « Guerre à la guerre » et « Vive la liberté ».

DDV Comme Taslisma Nasreen...

B.C. Son poème « *Shulekha* », sur le sort fait aux femmes, lui a valu la fatwa. C'est épouvantable.

DDV La poésie aide-t-elle à vivre ?

B.C. Oui. Les peuples en situation de grande détresse, d'immense souffrance, sont souvent ceux qui magnifient leur douleur par l'écriture. Sans poésie, un peuple est condamné à disparaître. C'est quoi un être sans cela ? Sans capacité à mettre de la beauté sur les choses de la vie ? Ce n'est pas être utopiste. On peut être rêveur et lucide. Clairvoyant et porteur d'espérance.

DDV Spontanément, citez-nous trois auteurs du recueil...

B.C. Pour commencer, le poète français Jean Malrieu. « *Lever en masse* » est un drôle de titre, mais il

parle de l'unanimité, de ce corps unique que constitue la foule, le collectif. Il dit : « *Si le bonheur n'est pas au monde, nous partirons à sa rencontre.* » Puis une petite femme juive allemande, Marianne Cohn, assassinée en 1944 par les nazis, à 22 ans. Elle a fait passer environ deux cents enfants en Suisse. Nous ne connaissons d'elle qu'un seul texte : « *Je trahirai demain, pas aujourd'hui.* » (Ndlr. Bruno Doucey lui a consacré un livre en 2014, « *Si tu parles, Marianne* »).

Et le Grec Yannis Ritsos, qui n'a jamais dissocié le lyrisme de l'engagement avec son poème sur la paix composé à la fin de sa vie. « *Le rêve de l'enfant, c'est la paix, le rêve de la mère, c'est la paix, des mots d'amour sous les arbres, c'est la paix...* »

Marina Lemaire

Mémoires d'un juif rebelle en chef d'escale militant

La Licra de Marseille mobilise ce battant et chroniqueur impénitent, dont la vie à elle seule vaut plusieurs romans.

Comment présenter Vladimir Issacovitch ? Octogénaire inspiré, il navigue entre ses amours littéraires et ses convictions militantes. Sa personnalité atypique résulte d'une histoire personnelle qui l'est tout autant. D'origine russo-ukrainienne, ses parents, de confession juive, s'établissent en Belgique. C'est à leur demande que le jeune Vladimir est baptisé par un pope et non circoncis, détail d'importance qui le sauvera par la suite. Durant la Seconde Guerre mondiale, la famille se réfugie en France, cachée par des familles stéphanoises.

Bien qu'il soit non religieux, sa judaïté lui a souvent été imposée et rappelée. Il a été la victime des quolibets et préjugés antisémites. Sa personnalité s'en est nourrie pour façonner l'homme militant qu'il est devenu.

Chroniqueur et journaliste occasionnel et bénévole, il a été successivement dans l'aviation commerciale, guide d'agences de voyages et commercial en transports internationaux. Ses passages par la Belgique, l'Espagne, la France, la Russie, l'Allemagne... lui ont permis d'être polyglotte et d'avoir du recul, un sens critique aiguisé face au nationalisme et aux réflexes de repli communautaire.

Transcendé par le besoin d'écrire, de raconter et de laisser un témoignage, il choisit de consigner, tardivement, les tumultes d'une vie passée à se réinventer. Il est l'auteur de deux ouvrages, « *Mémoires d'un juif rebelle* » et « *Souvenirs d'un chef d'escale* ». La forme de l'écrit est déroutante. Le lecteur, témoin

d'un monologue intérieur s'apparentant à la technique littéraire du « courant de conscience », suit les soubresauts de l'auteur qui passe d'un récit à un autre sans continuité géographique et/ou temporelle. Inépuisable, Vladimir Issacovitch élabore déjà un nouvel opus, une fiction impliquant « *Tierno Galvan*⁽¹⁾ et un internationaliste juif ».

« *Mémoires d'un juif rebelle. Des années noires à aujourd'hui* » (éd. de Paris, 2009)

Dans ce récit sans équivoque ni contrition, à l'égard de la bêtise et des réflexes les plus vils, l'auteur évoque les souvenirs d'un enfant juif confronté à la guerre, caché, ne saisissant pas les raisons d'une cruauté sans limite. Dans un après-guerre de plein-emploi, les réflexes antisémites plongent le narrateur dans des abîmes de conjectures.

« *Souvenirs d'un chef d'escale. Belge polyglotte, en France ou ailleurs* » (Les Impliqués Editeur, 2014),

Plus ou moins autobiographique, ces « souvenirs » narrent les tribulations d'un homme qui se construit dans l'après-guerre. L'auteur pose un regard incrédule sur la société. Si le premier ouvrage, également autobiographique, évoquait la confrontation d'un enfant, puis d'un adulte, à l'antisémitisme latent et permanent, le second décrit « *l'arriération d'un pays, les tristes traditions de pensée régionalistes, nationalistes, anti-l'autre, qui ont dominé la Flandre* ».

Justine Mattioli



*

1. Enrique Tierno Galvan est un homme politique, professeur, écrivain-essayiste espagnol.

Le pied d'enfer des supporters

Le livre de Nicolas Vilas, « *Dieu Football Club* », met en scène les fidèles du ballon rond dans leurs rapports complexes avec le ou les dieu(x) qui règnent sur leurs matches.

« **M**a religion est le football. Je suis possédé par ce que le foot peut représenter au-delà du jeu. Par ce qu'il génère de sacré et de profane... Parce qu'il n'a pas qu'un seul Dieu, mais que tous, en son sein, sont soumis aux mêmes règles. Avec autant d'égalité et d'injustices... Les images Panini, posters et autres magazines de foot ont vite renvoyé mes livres de "caté" et autres croix au vestiaire... »

C'est ainsi que Nicolas Vilas, auteur de « *Dieu Football Club* », paru aux éditions Hugo Sport, se positionne « religieusement » dans son avant-propos. Et déjà on sourit et on se régale.

Mais ce journaliste n'en est pas resté à sa simple personne. Il nous offre, au fil des pages, à travers un nombre incroyable de témoignages et de réflexions, un remarquable décryptage des liens qui unissent ces « dieux des stades » au Tout-Puissant. « *Je voulais comprendre et expliquer les raisons de cette proximité. Les joueurs ont tous un avis sur la religion et, lorsqu'on interroge les nombreux croyants sur ce sujet, ils se livrent facilement parce que la religion fait partie d'eux à part entière.* »

DES LITURGIES FOOTBALLISTIQUES

Nicolas Vilas nous plonge dans l'histoire du football pour évoquer un langage mystique, des stades fréquentés par des fidèles, des rivalités entre patronages catholiques et clubs laïcs en Bretagne, des étiquettes juives accolées à des clubs professionnels européens, des rivalités entre Protestants et Catholiques à Glasgow, entre les Rangers et le Celtic, ou les couleurs révélatrices des maillots des clubs du Maghreb.

Et puis, du Brésil à l'INF Clairefontaine, de la viande halal aux signes de croix de ceux qui entrent sur la pelouse, du port du voile aux minichapelles posées sous les tribunes, des joueurs convertis à l'islam aux évangélistes sud-américains, il nous dit tout, explique, donne la parole et « désacralise » un sujet qui, très souvent, fâche. Quand on pénètre ce « lieu » d'écrits, on n'a qu'une envie : aller au bout de cet ouvrage... « *Il était une foi.* »

■ Frédéric Hamelin



© DR/Hugo Sport

REPÈRES

Nicolas Vilas : « *Dieu Football Club* ». Ed. Hugo Sport.

NICOLAS VILAS

Journaliste à Ma Chaîne Sport, il officie sur les ondes de RMC et de RFI, et sur Eurosport.fr.

Son frère, sa bataille

Par un livre grinçant, l'actrice Agnès Soral se décale de son petit frère, devenu un prête-nom de l'antisémitisme le plus vulgaire.

« **Ç**a va s'arrêter quand ? », s'interroge la comédienne Agnès Soral dans son livre « *Frangin* », au sujet du parcours haineux de son frère, Alain Soral, polémiste extrémiste proche de Dieudonné. Faible tentative d'explication de la trajectoire de celui qui, écrite, « *revisite l'histoire* ». Alors voilà, on sait désormais que, petit, Alain a fait pipi au lit, qu'il a porté des semelles orthopédiques et qu'il a tenté de la noyer à la piscine. C'est moche, mais pas autant, évidemment, que les idéologies extrémistes qu'il véhicule depuis des années, au regret de sa sœur qui rejette tout dans ce récit au ton enfantin.

DE CE QUE FUT MON ENFANCE...

De leur enfance, elle ne garde aucun souvenir d'antisémitisme ou de xénophobie. « *Aucune trace dans notre passé.* » A Meudon-la-Forêt où la famille habitait, « *il y avait cinquante gamins de la première génération d'immigrés, pieds-noirs, juifs, ou noirs, des rapatriés d'Algérie.* »

Si on peut sourire du nom de la dame qui s'occupait de leur linge et de la couture, « Mme Dieudonné », l'actrice, elle, rit moins des répercussions sur sa carrière provoquée par « *Gros Loulou* », qui a coupé les ponts « *pour se reconstruire* », il y a huit ans. Il l'avait toutefois prévenue : « *Quand tu seras morte, on t'oubliera ; moi, je serai dans le dictionnaire.* »

Cet incommensurable besoin de reconnaissance, Agnès l'explique par le caractère violent du père, Guy, notaire, qui aurait rendu son fils « *allergique à la discipline et à toute forme d'humiliation* ». De fait, certaines scènes de leur jeunesse sont proches de la maltraitance.

Le livre n'est en rien un règlement de comptes à Ok Soral, mais le « frangin » a réagi sur Twitter : « *Prête à vendre son frère pour finir dans TéléStar ! C'est pas beau...* » Agnès Soral raconte aussi que leur père a fait de la prison à la fin de sa vie. Le fils semble bien définitivement enfermé dans ses idées.

■ Marina Lemaire



© DR/Michel Lafon

REPÈRES

Agnès Soral : « *Frangin* ». Ed. Michel Lafon.

AGNÈS SORAL

Née à Aix-les-Bains en 1954 sous le patronyme d'Agnès Bonnet de Soral, la comédienne a été nommée en 1984 aux Césars pour son rôle dans « *Tchao Pantin* ». Elle a beaucoup joué au théâtre.

Lydia Guirous : la colère, le courage et l'espoir

Quartiers abandonnés de la République, atteintes quotidiennes aux droits des femmes, piège de la double culture, jeu dangereux des politiques... Dans son manifeste à la République, « *Allah est grand, la République aussi* », Lydia Guirous dénonce avec force la montée de l'islam radical en France.



© Philippe HUGUEN/AFP

Le Quick halal de Roubaix, août 2010. ▲

REPÈRES

Lydia Guirous :
« *Allah est grand, la République aussi* ». Octobre 2014, éd. J.-C. Lattès. Le livre en est à son troisième tirage.



© DR/Ed. J.C. Lattès

*

1. Deux jours après notre rencontre, le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, recrutait Lydia Guirous et la nommait « secrétaire nationale aux valeurs de la République et de la laïcité ».

Paris, 20 janvier 2015. Le rendez-vous a lieu dans un café proche de la République. « *J'ai passé une partie de dimanche au commissariat, raconte d'emblée Lydia. J'ai dû déposer plainte après des menaces de mort répétées.* » Et de raconter la

pluie d'insultes dont elle fait l'objet sur les réseaux sociaux – de « *traître sioniste* » à « *colla-beur* », « *la pire qu'on puisse donner à une femme selon les musulmans intégristes* », dit-elle.

Mais aussi « *les reproches éhontés de gens de gauche qui n'ont que la stigmatisation, l'islamophobie et l'amalgame à la bouche* ».

Au lendemain des attentats des 7 et 9 janvier, les médias ont donné à cette jeune Française de 29 ans d'origine kabyle une visibilité inédite. On la découvre notamment sur une chaîne d'information en continu, arborant le tee-shirt « *Je suis Charlie* », venue exprimer haut et fort sa colère contre les intégristes musulmans, son amour de la France et de la République, ses convictions profondes. Celles qui l'ont poussée, il y a des mois, à écrire « *Allah est grand, la République aussi* ».

« *Du voile de Creil au djihad en Syrie, nous avons perdu une bataille, oublié de descendre à la station République* », clame la quatrième de couverture de son essai. Un livre entre témoignage et manifeste républicain, que la jeune femme, diplômée de Paris-Dauphine, a écrit l'été dernier,

encouragée par son mari. « *Je n'en pouvais plus de voir la récupération dont faisait l'objet la guerre à Gaza, les manifestations de haine contre les valeurs de la République dans les rues de Paris ; j'étais scandalisée par les cris de "Mort aux juifs" »*

LA PLUS BELLE LETTRE : CELLE DES BADINTER...

Sans oublier la lâcheté et l'hypocrisie de trop nombreux responsables politiques. « *Quand mon livre est sorti, c'était presque drôle de voir des politiques de tout bord, à l'exception du Front national, en citer des phrases entières... quasiment mot pour mot.* » Mais elle préfère de loin évoquer la plus belle lettre qu'elle ait reçue à ce jour à propos de son livre : celle d'Elisabeth et de Robert Badinter.

Devenue secrétaire du Parti radical⁽¹⁾, engagée depuis plusieurs années sur le terrain des droits des femmes, elle a fondé le club « Future au féminin » et créé au sein des hôpitaux publics, avec le Pr Peretti, la première cellule de prise en charge psychologique des femmes victimes de harcèlement sexuel, SOS harcèlement sexuel.

« *Comment peut-on renvoyer dos à dos l'antisémitisme et le racisme anti-musulman ? Comment expliquer qu'on crie tous les jours à l'islamophobie et qu'on ne puisse plus, dans certaines écoles, parler de la Shoah ?* », s'insurge encore cette

« *Du voile de Creil au djihad en Syrie, nous avons perdu une bataille, oublié de descendre à la station République* »

fillette, petite-fille et arrière-petite-fille d'immigrés, arrivée à Roubaix à l'âge de 6 ans, ses parents ayant fui l'Algérie et la guerre civile en 1989.

« *Des filles et des mères de Roubaix m'ont écrit pour me remercier de dire ce qu'elles subissent* », raconte encore Lydia, qui a consacré un chapitre édifiant à l'enlèvement de la ville du Nord dans le communautarisme.

■ Karen Benchetrit

Abonnez-vous

licra | LE DROIT DE VIVRE

Adressez vos chèques au
« Droit de vivre »,
42, rue du Louvre, 75001 Paris.
ou directement sur le site :
www.licra.org

30 €
par an

Marceline, inconsolée et accusatrice

Dans cette lettre à son père déporté avec elle à Auschwitz, « *Et tu n'es pas revenu* », Marceline Loridan-Ivens laisse surgir les souvenirs traumatiques de la vie au camp et évoque l'insupportable présence au monde après le retour.



© Hannah Assouline/Opale/Leemage

Le récit de Marceline Loridan-Ivens est d'abord une lettre à son père, déporté avec elle à Auschwitz. « *Toi, tu reviendras peut-être parce que tu es jeune ; moi, je ne reviendrai pas* », avait dit Schloïme à sa fille. Son pronostic fut le bon. « *J'ai vécu puisque tu voulais que je vive* », répond, soixante-dix ans après, Marceline à son père chéri, tout au long de ce texte resserré autour de son expérience concentrationnaire.

Tissée au fil du surgissement de la mémoire, la narration serpente, sans pathos ni affect, entre les scènes traumatiques d'Auschwitz et la vie grisâtre d'après la Shoah. Le récit de cette vie d'après est au cœur de « *Et tu n'es pas revenu* », comme elle hante les pages du « *Jour* » d'Elie Wiesel ou de « *La Mesure de nos jours* » de Charlotte Delbo.

LA BÉANCE LAISSÉE PAR LA DÉPORTATION

Happés, hypnotisés par les témoignages sur l'intérieur des camps, nous négligeons trop souvent d'écouter l'impossible retour à la vie des survivants, de nous ouvrir à cette solitude absolue à laquelle ils sont condamnés. Difficile même de concevoir ce hiatus entre eux et le monde, aujourd'hui où, au fil des procès, des livres, des films, la parole suffoquée du témoin a finalement trouvé à se déployer.

Marceline Loridan-Ivens nous met crûment sous les yeux sa vie qui n'en finit pas de se déliter durant ces années de l'après-guerre où on a voulu croire que le monde allait continuer de tourner

comme avant, malgré cette guerre qui dévasta l'Europe et où tout le monde avait souffert – les juifs ni plus ni moins que les autres... « *Pourquoi, une fois revenue au monde, étais-je incapable de vivre ? C'était comme une lumière aveuglante après des mois dans le noir, c'était violent. Les gens voulaient que tout ressemble à un début, ils voulaient m'arracher à mes souvenirs. Ils se croyaient logiques, en phase avec le temps qui passe.* »

« *Et tu n'es pas revenu* » est paru quelques jours après les attentats qui ont bouleversé la France. Ce hasard macabre a fait résonner la voix de l'auteur au-delà des lignes de son récit.

C'était le 27 janvier 2015, sur France Inter. Soudain, Marceline Loridan-Ivens, le corps raidi de colère, a témoigné au sens fort et violent du terme, elle a pleinement incarné son récit. Sa voix s'est élevée, avec en elle des échos de cet ailleurs absolu qu'est Auschwitz.

« *Cette voix qui vient de l'autre rive* », selon l'expression d'Alain Finkielkraut, a résonné, implacable et révoltée, pour dire son incommensurable lassitude devant la haine antisémite qui revient, telle une vague nauséabonde qui n'en finirait jamais de rouler. Les mots de Marceline Loridan-Ivens s'entendent à l'aune de son expérience, de cette béance qu'a laissée pour toujours en elle la déportation.

CE LIVRE NOUS REGARDE TOUS DROIT DANS LES YEUX

Témoin obstiné, elle n'a à s'embarasser d'aucun fard pour décrire des réalités que l'on peine souvent à admettre : « *Je vais dans des écoles, [...] mais là non plus je n'ai plus d'espoir, car pendant la projection, j'entends toujours des élèves qui protestent. Quand je rallume et propose de dialoguer, plus personne ne parle. Alors je leur dis qu'ils sont lâches !* »

Témoin désabusé, elle peut poser des questions qu'on préfère parfois ne pas se formuler à soi-même : « *Croyez-vous que les Français seraient descendus dans la rue [le 11 janvier 2015] si on n'avait tué que des juifs ?* » Le témoin, souffrant mais debout, a désarçonné son interviewer. En cela aussi l'auteur de « *Et tu n'es pas revenu* » a rempli sa mission. Le témoignage doit déranger, être insupportable à celui qui l'écoute. Le témoignage doit être ce que fut celui de Marceline Loridan-Ivens ce petit matin de janvier, vivant, furieux, et inconsolable.

■ Delphine Auffret

REPÈRES

Marceline Loridan-Ivens : « *Et tu n'es pas revenu* », 2015, éd. Grasset.

Marceline Loridan-Ivens en 2008. ◀

MARCELINE LORIDAN-IVENS

Née Rozenberg, comme elle aime à le rappeler, Marceline Loridan-Ivens a publié en 2008 un autre ouvrage de mémoire :

« *Ma vie Balagan* ».

Il fait écho au long métrage avec Anouk Aimée, « *La Petite Prairie aux bouleaux* », qu'elle a réalisé en 2003.

En 1962, elle coréalise « *Algérie, année zéro* », sur les débuts de l'indépendance algérienne, avant de s'intéresser à la révolution culturelle en Chine, où elle tournera plusieurs documentaires avec Joris Ivens, son mari.

« *J'ai vécu puisque tu voulais que je vive* », dit la cinéaste à son père.

Les chefs-d'œuvre de Gustav Klimt : une œuvre d'art totale

L'œuvre ébouriffante de cet esprit libre ne se limite pas à l'époque dorée. A la veille des deux guerres mondiales, sa « Sécession » viennoise fut la matrice de l'art nouveau et de l'expressionnisme. « A chaque époque son art, à l'art sa liberté » fut la devise de la Sécession.



© Galerie Belvedere, Vienne

« Judith et la tête de Holoferne ». Gustav Klimt, 1901. Galerie Belvedere, Vienne. ▲

A VOIR

« Au temps de Klimt. La Sécession à Vienne »
Pinacothèque de Paris
28, place de la Madeleine.
Jusqu'au 21 juin 2015.

« La Frise Beethoven » (détail). Gustav Klimt, 1902. Vienne, pavillon de la Sécession. ▼

A Vienne, au cœur de l'Empire austro-hongrois (1867-1918), Etat multi-ethnique dirigé par l'empereur François-Joseph, une aristocratie ancrée dans l'académisme officiel régule l'art. Le Parti national allemand de Schönerer, pangermaniste et raciste, qui influencera la pensée du jeune Hitler, monte en puissance. L'instrumentalisation politique de l'antisémitisme par K. Lüger, qui rassemble tous ceux qui sont effrayés par la révolution industrielle, élu maire de Vienne (1897-1910), n'empêche pas la minorité juive (10 % de la population) de contribuer par son dynamisme au rayonnement culturel de Vienne, et d'en faire l'un des centres de la modernité européenne avec Paris, Berlin et Bruxelles. Fils d'un orfèvre viennois, Gustav Klimt intègre l'Ecole des arts et métiers en 1878. Il travaille à des commandes officielles, et son style est alors très académique.

LA SÉCESSION

Son œuvre « Philosophie, Médecine et Jurisprudence », destinée à orner les murs du Grand Hall de l'université, rencontre hostilité et incompréhension. La presse l'accusera de « pornographie » et de pervertir les jeunes esprits. Ces peintures, jamais accrochées, seront finalement détruites par les nazis en 1945, au château d'Immendorf. Suite à ce refus, avec une vingtaine d'artistes viennois, Klimt fonde en 1897 la Sécession : une

dénonciation de la société allemande en pleine déchéance avant la Première Guerre mondiale. L'art nouveau, l'art déco, l'expressionnisme vont naître de ce mouvement révolutionnaire issu de l'impressionnisme.

Une revue, « *Le Printemps sacré* », et un lieu d'exposition, le palais de la Sécession, sont créés. Le critique Bahr résume l'esprit de cette rupture : « *Le commerce ou l'art, tel est l'enjeu de notre Sécession. Il ne s'agit pas d'un débat esthétique, mais d'une confrontation entre deux états d'esprit.* »

L'ART DANS SA GLOBALITÉ

L'esprit d'« œuvre d'art totale » développé par Richard Wagner intègre l'art dans sa globalité : photo, peinture, architecture, musique, sculpture, littérature (Stefan Zweig) sont liées et à égalité dans un même mouvement artistique international. En 1902, Klimt fédère tous les artistes pour faire une œuvre d'art globale : au centre du pavillon de la Sécession, autour d'une sculpture de Max Klinger représentant le compositeur, Klimt réalise son interprétation de la Neuvième Symphonie, qu'il nomme « *Frise Beethoven* ».

FEMMES ET MODERNITÉ, UN LIEN AMBIGU

Klimt porte toute son attention au culte de la femme. « *Ses femmes fatales et fragiles révèlent*



© DeAgostini/Leemage

également l'angoisse de la mort et la prise en compte des recherches psychanalytiques de Freud. Représentées en partie comme des objets sexuels et en partie comme des êtres suprêmes, les femmes de Klimt, à la fois soumises et à l'identité affirmée, présentent un lien ambigu avec la modernité. », analyse Marc Restellini, directeur de la Pinacothèque. Dans la « Judith », héroïne biblique, icône absolue de la femme fatale, la rupture est à la fois

matérielle (ce tableau à la feuille d'or ressemble à une œuvre de joaillerie) et psychologique par les questions qu'il suscite sur ce portrait transgressif, érotique et ambigu.

Egon Schiele et Oskar Kokoschka, disciples de Klimt, exacerberont ses interrogations, annonçant la naissance de l'expressionnisme, puis de l'abstraction avec Kandinsky.

■ Michèle Colomes

« La Frise Beethoven »

L'Autriche conservera « La Frise Beethoven » de Klimt (1902) a décidé, le 6 mars 2015, la Commission autrichienne des biens spoliés par les nazis. Les héritiers du collectionneur juif August Lederer continueront à se battre pour la restitution de cette fresque magistrale. Elle avait été achetée par la famille en 1915, puis saisie par les nazis en 1938, avant d'être restituée par l'Autriche à Erich Lederer, fils d'August, après la Seconde Guerre mondiale.

Cette restitution avait été assortie d'une interdiction d'exportation. Clause restrictive qui, selon les héritiers, aurait conduit Erich, alors résident suisse, à revendre la peinture à l'Autriche en 1972, dans des conditions défavorables. « Judith » et « La Frise Beethoven » ne pourront plus être exposées hors d'Autriche pendant la prochaine décennie. La superbe « Etude de femme sur fond rouge », inspirée de Sigmund Freud, est présentée au public pour la première fois.

Peindre contre l'oubli

L'œuvre peinte de la psychiatre Françoise Meyran, marquée par les traumatismes de la Shoah, poursuit son cours européen, inlassablement, d'exposition en exposition.

Peintre et psychiatre à Strasbourg, Francine Meyran exerce une profession qui donne certainement, plus qu'à quiconque, la connaissance de l'impact du traumatisme, de la difficulté de « l'après » pour ceux qui ont survécu à de grandes tragédies, et des répercussions profondes sur les générations suivantes.

Son travail artistique a pour thème principal, depuis plusieurs années, la mémoire et la lutte contre l'oubli.

En 2008, l'artiste a commencé un parcours européen d'expositions prévu pour durer jusqu'en... 2016. « J'ai déjà fait quarante-cinq expositions, et je prête régulièrement mes tableaux en milieu scolaire afin que les élèves se les approprient et réfléchissent ensemble », expliquait-elle lors du vernissage, le 14 avril, de celle intitulée « Et maintenant, survivre et transmettre », organisée à la mairie de Saint-Mandé dans le cadre du 70^e anniversaire de la libération des camps (jusqu'au 26 avril). A cette

occasion, elle a consacré un tableau aux 19 fillettes déportées de l'orphelinat de Granville. Ces œuvres en couleur (ocre, bleu et vert dominant) relient l'ensemble des génocides : Shoah, arménien, Tutsi. Parmi les portraits inédits de rescapés des camps, on s'arrête sur les nouvelles figures : celles des quatre résistants qui seront inhumés au Panthéon le 27 mai : Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion et Jean Zay. Ce qui saisit fortement dans la peinture de Francine, c'est le regard. Le sien, porté sur l'Histoire, est souvent associé à des textes poétiques. Ceux des hommes, des femmes, des enfants peints viennent nous percuter. Ils nous attirent comme des aimants, pour nous dire, sans nul doute : « N'oublie pas. » Francine Meyran n'oublie personne en donnant ainsi vie et voix à ceux qui ont connu l'enfer sans pouvoir le nommer.

A l'image des Tziganes...

■ Marina Lemaire



Déportés tsiganes, direction Jasenovac, 2010, huile sur toile, 150 x 180 cm. ▲

© Francine Meyran

A VOIR

Expositions à Metz et à Paris

Françine Meyran exposera à Metz en septembre. « Témoigner de ces vies », une autre exposition, a eu lieu du 16 avril au 2 mai à la mairie du 9^e, à Paris. « Témoigner de ces vies, peindre la mémoire » est paru aux éditions Des Signes.

« Au temps de Klimt. La Sécession à Vienne » Pinacothèque de Paris 28, place de la Madeleine. Jusqu'au 21 juin 2015.



© Francine Meyran

“Dear White People”, le film qui déchire sa race !

Tournée en trois semaines, la comédie américaine de Justin Simien, « Dear White People », a fait le buzz sur les réseaux dits sociaux et obtenu grande presse. Le film raconte, de nos jours, la guerre interraciale déclenchée entre étudiants blancs et noirs dans une université américaine. Décoiffant.

REPÈRES

« Dear White People », de Justin Simien, avec Tessa Thompson, Tyler James Williams, Teyonah Parissh. Durée : 1 h 48.



A surveiller

Pour le magazine « Variety », Justin Simien est l'un des « dix réalisateurs à surveiller ». « Dear White People » a obtenu le prix spécial du jury au festival de Sundance.

Deux pour cent ». Tel aurait pu être le titre du film. C'était, à l'époque où le réalisateur de « Dear White People », Justin Simien, était étudiant, le chiffre des rares étudiants noirs de l'université de Chapman, en Californie. Il a eu l'idée de son scénario en 2006, quand il s'est demandé : « Dans la communauté noire, quel type de Noir je devais être ? » Pour questionner l'identité et le sentiment d'appartenance à un groupe, il a dessiné le profil de quatre étudiants plutôt aisés, dans un campus universitaire fictif.

QUATRE PERSONNAGES HAUTS EN COULEUR

On y suit Sam White, fraîchement élue présidente de la résidence du campus. Provocante, engagée, Sam anime une émission de radio et y interpelle d'un « Chers Blancs » les étudiants... Métisse – expression qu'elle déteste –, Sam a réfléchi à un guide de survie « en milieu blanc ». Dans ses cauchemars, elle rêve du Cosby Show...

Coco, elle, aimerait ressembler à une Blanche et faire de la télé-réalité. Elle crée sa « Minute noire » sur le Web.

Lionel cache son homosexualité. Il veut devenir journaliste et accepte d'écrire pour un journal blanc de la fac. « T'es noir qu'en apparence », lui assène la rédactrice en chef !

Quant à Troy, ses ambitions dévorantes l'amènent à sympathiser avec les Blancs. Mais il se drogue – personne n'est parfait. De dos, on croirait voir

Obama. Une voix nous glisse alors qu'« on ne change rien », et le message passe. De même, lorsque le président d'université blanc dit à son homologue noir : « Le racisme n'existe plus en Amérique. Seuls les Mexicains en parlent. »

Chaque groupe ressent de l'incompréhension face à l'autre ; chaque camp est renvoyé face à ses contradictions.

Jusqu'à l'explosion provoquée par une invitation sur Facebook pour Halloween, qui incite les Blancs à se déguiser pour « libérer le négro » qui est en eux. Bagarres et violentes émeutes éclatent.

UNE FICTION DROLATIQUE POUR UNE RÉALITÉ TRAGIQUE

Ce long métrage caustique aux dialogues brillants est malheureusement d'actualité. En mars, le mois de sortie du film, l'université d'Oklahoma s'est trouvée au cœur d'un scandale de ce type : une vidéo diffusée sur YouTube montrait des étudiants en train de tenir et chanter des propos racistes extrêmes. On y entendait : « Il n'y aura jamais de nègres ici. Vous pouvez le pendre à un arbre, mais jamais son nom ne sera associé au mien. » Deux étudiants seront expulsés...

A 31 ans, Justin Simien estime que « le racisme n'est plus le même qu'avant. [...] La nouvelle génération ne connaît pas grand-chose de notre histoire ségrégationniste. Ils ont grandi avec Beyoncé, Jay-Z, Kobe et Oprah. Et ils ont voté pour Obama. C'est comme si le fait qu'il y ait un Noir à la Maison Blanche avait réglé tous les problèmes, et qu'il n'était plus nécessaire de remettre le débat sur la table. Mais justement, cela peut être un bon moyen de le relancer, pour des personnes qui ne se sentent pas à l'aise avec le sujet. On peut se mettre d'accord sur notre désaccord, et en rire. »

Il souhaite que le cinéma s'ouvre plus largement. « Le cinéma d'auteur américain est en grande majorité représenté et fait par des Blancs, et j'ignore pourquoi. Cela ne représente pas les Etats-Unis, ni le goût des Américains. On devrait voir des gens de couleurs et des minorités dans tous nos films. J'aimerais que les spectateurs puissent en parler, se voir eux-mêmes et se retrouver d'une manière un peu différente. »

Pour faire bouger les lignes, comptons sur ce jeune cinéaste que certains critiques ont comparé à Spike Lee.



"L'être ou pas", ou "Pour en finir avec la question juive"

La pièce de Jean-Claude Grumberg, « *L'être ou pas* », jouée par Pierre Arditi et Daniel Russo et mise en scène par Charles Tordjman au théâtre Antoine, questionne avec humour l'appartenance au judaïsme.

Jean-Claude Grumberg en 2011. ◀



© Jean Philippe Baillet/Sipa

Avec son texte intitulé « *Pour en finir avec la question juive*⁽¹⁾ », l'écrivain Jean-Claude Grumberg s'attaque à une question lancinante : qu'est-ce qu'un juif ? – question qui, au fur et à mesure, devient : qu'est-ce qu'être juif ? En passant au théâtre, et après les attentats à Paris en janvier 2015, la pièce s'intitule plus sobrement « *L'être ou pas*⁽²⁾ », en clin d'œil à Shakespeare. Mais quels que soient le titre et le support – en plus du livre et du théâtre, il existe une version audio librement podcastable⁽³⁾ –, les neuf dialogues entre deux voisins dans leur escalier sont drolatiques et mettent à mal les préjugés.

En une heure, fait-on le tour du problème ? Bien sûr que non ! Et Grumberg le souligne : « *Je signale à ceux que la question continuerait à tarauder qu'un professeur émérite d'Harvard a répertorié à ce jour 8 612 façons de se dire juif. Ne se reconnaissant dans aucune, il a déclaré à la presse qu'il poursuivait ses recherches. Je m'associe modestement, mais de tout mon cœur, à sa quête.* »

NEUF DIALOGUES POUR UN TALMUD REVISITÉ

La pièce a toutefois le double mérite de poser astucieusement cette question, et d'y donner des réparties ! C'est cette ironie que l'on retrouve à chaque moment du spectacle.

Jean-Claude Grumberg le rappelle : « *C'est du théâtre, pas un portrait de la société.* »

Même si cette comédie n'évite pas quelques facilités et déjà-vus, la mise en scène de Charles Tordjman

est parfaite. L'escalier, épicerie de l'action, met en valeur les deux protagonistes, sans lassitude. On se retrouve soi-même croisant ses voisins dans les parties communes de son immeuble !

Et, neuf fois, les excellents Pierre Arditi et Daniel Russo se croisent dans cet escalier, et à chaque fois ils sont brillants et font mouche.

Pour Pierre Arditi, ces sketches sont « *une démarche d'hygiène* ». C'est avec un humour « *féroce* » qu'ils tentent de répondre à la question du titre. Alors, si la sentence : « *Ça ne sert à rien de négocier avec quelqu'un qui est de mauvaise foi et qui n'est pas de votre avis* », vous l'avez entendue dans votre cage d'escalier, sans qu'il soit nullement question de religion, ou si vous l'avez prononcée dans les réunions de votre conseil syndical, ce spectacle est fait pour vous ! Cherchant à savoir, « *pour sa femme* », une arlésienne qui ne viendra évidemment pas, si son voisin est juif, Russo soumet son compare à la question, qui en déclenche d'autres, en avalanche :

– « *Vous êtes juif ?* »

– *Pardon ?*

– *J'ai vu ça sur Internet.*

– *Ah, si c'est sur Internet, alors, oui, oui.*

– *J'aimerais savoir ce que c'est.* »

Avouons-le, il y a quelques poncifs, mais le spectateur ne s'ennuie jamais devant le talmud revisité à la sauce Grumberg !

Avec ce spectacle à la fois léger et puissant, la salle, pleine à craquer, rit de bon cœur !

■ Déborah Piekarz

REPÈRES

1. Jean-Claude Grumberg : « *Pour en finir avec la question juive* ». 2013, Actes Sud, coll. « *Un endroit où aller* ».

2. « *L'être ou pas* », au Théâtre Antoine, Paris, reprise en novembre 2015.

3. Podcast, France Culture, Fiction, « *La Vie moderne* », février 2014 : <http://bit.ly/1JcVN38>

Jean-Claude Grumberg

Ecrivain, scénariste et dramaturge, il a notamment écrit « *Maman revient pauvre orphelin* », qui lui a valu le Grand Prix de l'Académie française en 1991. Le Molière du meilleur auteur dramatique lui a été décerné en 1999 pour la pièce « *L'Atelier* ».

Un riz "made in France" au goût amer

Globalement positif, le rôle de la colonisation ? Pour les riziculteurs de Camargue, assurément.

Dans le documentaire « *Riz amer* », A. Lewkowicz et P. Daum exhument l'histoire des 20 000 Indochinois venus « aider la mère patrie » en 1939. Près de 500 d'entre eux vont écrire la première page de l'histoire du riz consommable de France. A quel prix ?

DIFFUSION

« *Riz Amer* », Pointe Sud Production, France 3, 16 mai, 23 h 15. Film écrit par Alain Lewkowicz et Pierre Daum.



© DR / Collection privée

ALAIN LEWKOWICZ

Producteur de documentaires à France Culture, réalisateur et auteur pour la « *Revue XXI* », Alain Lewkowicz s'attaque, dans « *Riz amer* », à une forme de négationnisme régionaliste. « *On sait mais on ne veut pas le savoir.* » Son principal allié est Jacques de Lac, le dernier fils vivant de l'ancien maire d'Arles, Pierre du Lac, nommé par Vichy, qui dès 1942 ne tarit pas d'éloges sur la présence de ces Annamites dans ses rizières. Les interviews de l'époque sont des preuves irréfutables.

PIERRE DAUM

C'est en couvrant pour « *Libération* » la grève de 2004 chez Lustucru, en Camargue, que Pierre Daum découvre l'histoire des Indochinois venus planter le premier riz consommable de France. Son livre, fruit de cinq ans d'enquête, va faire trembler la plus grande communauté de communes de France.

Ah, le bon riz de Camargue ! Ce riz dont on disait, au XVII^e siècle, qu'il « *adoucissait et tempérât l'âcreté du sang, reconstituait les étiques et les pulmoniques* ». Mais, consommé chaud, disait-on également, il « *avait la réputation de conduire à la cécité* ». Et même à l'amnésie... Car derrière « *la fabuleuse hagiographie du riz* » que nous content les dépliants des syndicats d'initiative provençaux, faisant de ce qu'on a appelé dans les années 1950 « l'or blanc » de la Camargue l'un des piliers de l'identité locale, se cache une tout autre histoire, bien plus sombre, comme la France a su en écrire beaucoup.

500 TAILLABLES ET CORVÉABLES...

Celle des 20 000 requis civils recrutés de force par l'administration coloniale dans les zones les plus pauvres de l'Indochine française pour soutenir une Métropole en guerre. Administrés par le service de la Main d'œuvre indigène, Nord-Africaine et coloniale (MOI), dépendant directement du ministère du Travail, ils vont être soumis à un monde industriel aux terribles cadences de travail et à une discipline militaire jusqu'en juin 1940. C'est la défaite.

Désormais parqués dans des camps d'infortune dont le sud de la France regorge, certains vont être réaffectés dans l'agriculture.

C'est ainsi que 500 travailleurs indochinois sont dispatchés dans une vingtaine de mas, dont celui du célèbre maquisard paternaliste Paul Ricard. Affamés, démunis face au froid, aux mauvais traitements et à la tuberculose, ils doivent contribuer à nourrir une France qui s'enfoncé dans la faim et le marché noir. Tous les regards se posent alors sur ces « *cultivateurs indochinois* » qui, grâce à une technique révolutionnaire, celle du repiquage, vont permettre l'émergence du premier riz consommable de l'Hexagone.

L'AVEU INCONTOURNABLE DES ARCHIVES DE VICHY

La presse vichyste d'alors s'en félicite, tandis que Mme la Maréchale Pétain, alias Eugénie Hardon, Arlésienne de souche, célèbre la première récolte de ces gerbes en octobre 1942, à Arles, faisant rentrer la céréale dans le panthéon du provincialisme, aux côtés du guardian et de l'Arlésienne tant vantés par les félibres Mistral, Daudet et Baroncelli.

En 1945, tandis que la France célèbre la victoire, les événements d'Indochine retardent le retour des Annamites. Les derniers quitteront Marseille au début de l'année 1952. Le riz, qui est désormais

cultivé de façon intensive grâce aux aides du plan Marshall et qui fait la fortune des riziculteurs camarguais, appartient dès lors aux légendes et folklore camarguais, tandis que les travailleurs indochinois, eux, disparaissent définitivement de la mémoire locale.

Il faudra attendre 2009 et la publication du livre de Pierre Daum, « *Immigrés de force. Les Travailleurs indochinois en France* », chez Actes Sud, pour que cette histoire vienne réveiller de bien mauvaises consciences. Dans un région taiseuse où le mythe est plus fort que la réalité historique, la médiatisation du livre de Pierre Daum dérange, tant elle vient contrarier une version amnésique de l'histoire.

Et depuis, en Camargue, on fait comme si de rien n'était. Pire. On conteste, on nie, on réfute, on dément le rôle des travailleurs indochinois dans le démarrage de la riziculture made in France. D'ailleurs, Yves Schmitt et Pierre Guillot, tous deux anciens régisseurs du mas Méjanes de Paul Ricard, donnent le ton en réfutant catégoriquement la présence des colonisés dans les rizières, allant jusqu'à mettre en doute les foisonnantes archives audiovisuelles du régime de Vichy.

Alain Lewkowicz, le réalisateur, s'en donne à cœur joie, et la déconfiture des « négationnistes » fait plaisir à voir.

■ Abel Sorkine



© DR / Collection privée



© DR / Collection privée

Un imam intégrateur et militant de la Licra

L'imam Hocine Drouiche, qui officie actuellement dans la périphérie nîmoise, prêche pour la rénovation de l'islam de France. Il est membre de la Licra.

Dans le climat de défiance actuelle, où se trouve la place des religions ? Comment faire coexister les idéaux républicains et démocratiques avec la recrudescence du fait religieux et l'engouement qu'il suscite ? Quelle est la place de l'Etat ?

Hocine Drouiche défend un islam éclairé, qui s'oppose à des principes rigoristes et dénués de fondement.

Né en Algérie, il fait ses études à l'université de Constantine. Major de promotion, il décroche une bourse pour faire un magistère à Damas. Il passera cinq années entre la Syrie et le Liban : « *J'ai été influencé et touché par l'harmonie sociale qui régnait à l'époque, des dizaines de religions qui coexistaient* », confie-t-il. Et, pendant les six mois qu'il passera ensuite en Arabie saoudite, il sera confronté à l'islam salafiste.

De retour en France en 2002, il intègre l'université d'Aix-en-Provence pour un master 2 et un doctorat – qu'il finalise actuellement – en philosophie économique sur la thématique « *La finance islamique, l'économie éthique et morale* ».

Imam depuis 2002, après avoir prêché dans les grandes mosquées de Toulon et Nîmes, il officie actuellement dans la mosquée Al-Rahma de la périphérie nîmoise.

L'IMAM EST LA PIERRE ANGULAIRE DE TOUT UN SYSTÈME

Voilà douze ans que Hocine Drouiche, homme de terrain, arpente nombre de quartiers. A la fois imam et aumônier référent dans les hôpitaux du Gard, il déplore l'actuelle « *politisation* » de l'islam : « *Les imams et les grands prédicateurs craignent le jugement de la communauté et souhaitent conserver leur popularité [...] Ils choisissent l'immobilisme [...] Peu d'imams ont le courage de leurs opinions.* »

L'influence des imams sur les musulmans est indéniable, et il leur revient de les responsabiliser : « *L'imam n'est pas un politicien, il n'est pas là pour glaner popularité et renommée ! L'imam est le vecteur des valeurs de l'islam. Sagesse et rationalisme doivent être les clés de son discours. Il faut sortir des prêches émotionnels* », exhorte et homme de convictions.

Connu pour sa tolérance, Hocine Drouiche concède qu'en France, la situation de la religion musulmane est actuellement « *totalelement anarchique* ». Il souhaite une intervention de l'Etat qui donnerait l'inflexion nécessaire au changement de régime pour l'islam de France.

Symbole du religieux, personnification de l'impalpable, l'imam doit être en veille permanente, évoluer au même rythme que la société, être « *actualisé* ».



© DR Collection privée

DÉBAT À NÎMES

Le samedi 6 juin, la section de Nîmes organise un débat sur « *La République et ses principes à l'épreuve des intégrismes* ». Outre la présence de Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité auprès du Premier ministre et membre du cabinet de Ségolène Royal au ministère de l'Ecologie, l'imam Chalgoumi, ami de l'imam Drouiche, sera présent.

AS

Hocine Drouiche, en 2010. <

Il faut que les imams soient formés, qu'ils parlent français et arabe.

Un peu en décalage avec ses pairs, à l'instar d'Hassen Chalgoumi, dont il partage la formation à Damas, il mesure son originalité, mais souhaite qu'elle devienne la norme.

POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE D'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE

« *Les textes de l'islam sont nés dans le monde arabe. C'est la première fois de l'histoire de l'islam qu'il existe des communautés qui vivent dans des sociétés non-musulmanes [...] Il n'existe qu'un islam, mais les applications et les interprétations peuvent être multiples* », s'inquiète Hocine Drouiche, qui redoute les discours stéréotypés contribuant à modeler l'image d'un « *islam vengeur* ». Le véritable sacerdoce de l'imam Drouiche, c'est de favoriser l'adaptation de l'islam, de créer les conditions de sa survie *in situ*.

Convaincu de l'importance d'une action militante, de terrain, Hocine Drouiche a adhéré à la Licra en janvier 2015. « *La Licra joue un grand rôle dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Je n'y trouve aucune contradiction avec les valeurs de l'islam* », assure-t-il.

Honnêteté et courage caractérisent bien le personnage. A partir de ses analyses sur le délitement du tissu social, particulièrement dans les banlieues, il parcourt le sud de la France, ouvrant la voie au rôle d'intégrateur qu'on aimerait voir jouer à plus d'imams.

Justine Mattioli

Le C.F.C.M. et les C.R.C.M.

L'islam de France dispose d'instances représentatives, créées en 2003 : un échelon national, le CFCM (Conseil français du culte musulman), et des échelons locaux, les CRCM (Conseils régionaux du culte musulman), qui se trouvent « *sous l'égide du ministère de l'Intérieur* ».

Un après-midi pour deux tables rondes

La Convention annuelle de la Licra, à Marseille, fut surtout riche en échanges passionnés concernant l'éducation, mise à mal par les attentats des 7 et 9 janvier, et la e-licra : comment élaborer une réponse opérationnelle à l'antisémitisme et au racisme qui déferlent sur les réseaux sociaux.

REPÈRES

Convention nationale de la Licra, à Marseille, les 21 et 22 mars 2015.

Vue d'ensemble de la salle de conférence pendant la présentation du projet e-licra, Marseille, 21 mars 2015. ▶



© Guillaume Krebs

LAURENCE VANIN

Docteur en philosophie politique et épistémologie, elle est membre du groupe supérieur de recherches en droit européen, dirigé par Térésa Freixes à l'Université libre de Barcelone. Elle codirige, avec David Rémy, la collection « De Lege Feranda » aux Editions EME (Belgique), ainsi que la collection « Label-Idées » aux Editions Ovidia. Sa philosophie, imprégnée de la pensée leibnizienne, préconise un dynamisme qui nécessite d'être reconsidéré en fonction de l'époque et du lieu à partir duquel l'individu produit ses actes. Cela signifie que l'individu pense à partir d'un temps donné. Celui de la contemporanéité de son existence avec le moment, c'est-à-dire la période à partir de laquelle il raisonne ou se réfléchit. L'être subit donc l'influence du lieu et du milieu à partir desquels il pense.

La première table ronde de l'après-midi réunissait, autour d'Alain Jakubowicz et devant 190 militants, Renaud Muselier (député européen), Gilles Braun (inspecteur général de l'Education nationale), Gérald Attali (inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional d'histoire-géographie), Jean Nattiez (président de la commission Education de la Licra), Michel Pezet (conseiller général des Bouches-du-Rhône) et Annette Bloch, vice-présidente de la Licra et responsable de l'Ecole des militants. L'enjeu n'était pas anodin : il s'agissait de débattre publiquement de l'engagement historique de la Licra dans l'Education nationale. Les récents événements de « *Charlie Hebdo* » et de l'Hyper Cacher lui donnaient un tour particulier : questionnements et interrogations étaient à l'ordre du jour, état des lieux de nos interventions, nécessité de les démultiplier et de les adapter à la nouvelle donne d'une jeunesse qui, pour une part – même minime –, est tentée par les sirènes du salafisme et du djihad en Syrie, au côté de l'organisation islamo-fasciste dite Daech, et pour une autre ne cesse de rire, sans y voir à mal, des « plaisanteries » et « calembours » négationnistes de Dieudonné.

ADAPTER LES OUTILS

Comme le résumait très bien Gilles Braun, les incidents liés à la minute de silence, trop minimisés par la hiérarchie de l'Education nationale, l'idée

que « les assassins sortent de nos écoles », la verticalité absolue de l'Education nationale, corollaire de son absence totale de transversalité, ainsi que le problème des outils avec lesquels on aborde les jeunes devraient être au centre de nos réflexions. Car l'un des premiers constats établis tout autant par Annette Bloch que par les militants fut le manque d'outils récents pour aborder les jeunes : en témoigne la projection du court-métrage « *Pimprenelle* », sur lequel s'ouvrait cette séance. Si le film est incontestablement bien fait et efficace, il n'en reste pas moins qu'il a vieilli et que la Licra, son école des militants et ses intervenants en milieu scolaire manquent cruellement d'outils audiovisuels.

Mais la question n'est pas tranchée : faut-il produire de petits films pour susciter une prise de conscience face au racisme et à l'antisémitisme virulent qui sévissent actuellement, et qui se parent souvent des couleurs de l'antiracisme pour s'autoriser à investir l'espace public ? Ou bien, comme le souligne Alain David dans une intervention pertinente, ne faut-il pas plutôt réintroduire le temps long du récit de la culture, de l'histoire, des œuvres, films et livres : faire en sorte qu'il y ait d'autres sortes d'identifications, le modèle du genre étant le film « *Les Héritiers* », comme outil pédagogique ?

Michel Pezet, dans sa brève allocution, soulignait d'ailleurs l'hyperconnectivité des gamins, qui n'est pas toujours celle des enseignants, souvent

perdus ou résistant à l'invasion numérique de l'espace scolaire.

C'est là qu'il faudrait agir, pour Clothilde Chapuis, la présidente de la section de Bordeaux : être sur les lieux virtuels où les jeunes sont installés et actifs (les réseaux sociaux, les jeux vidéo)...

« A QUOI SERT-ON ? »

« *Quelle est la réalité de la situation dans les établissements scolaires ?* » : les questions qu'Alain Jakubowicz posa à la salle abordaient cette problématique. On peut regretter, d'ailleurs, qu'elles n'aient pas été formulées plus tôt, ou que les seuls intervenants invités aient été des « notables » de l'Éducation nationale : aucun professeur, en effet, qui ait vécu ces deux derniers mois de déprime et de questionnement pour siéger à la tribune.

Gageons pourtant que l'intervention d'Aziz Senni aura eu le mérite de recentrer le débat et de faire avancer la réflexion : il n'y a pas d'enseignant type, ni d'élève type ; les problèmes sont fonction des territoires, des expériences, des compétences, et doivent être identifiés et appréhendés comme tels ; le problème des cartes scolaires est toujours ignoré : cela fait trente ans qu'on regroupe les gens dans les cités, par communautés...

Et on se demande ce qui se passe ? Ils sont entre eux...

LA E-LICRA À L'ÉPREUVE DE LA RÉFLEXION DE LAURENCE VANIN

Daniel Makonnen, Jean-Luc Landier, Malik Lounès et Gilles Braun animaient ce deuxième moment de notre après-midi « conventionnelle ». Daniel Makonnen présenta la e-licra : un groupe de riposte qui existe déjà et dont la règle est très simple : ne laisser aucun tweet ou Face Book antisémite ou raciste sans riposte.

Cela suppose néanmoins une véritable équipe, motivée, formée, et surtout disposant de temps, car contrairement aux idées reçues, il ne suffit pas de cliquer pour répondre ou pour animer une force de riposte et surtout de réflexion sur

« Il faut être sur les lieux virtuels où les jeunes sont installés et actifs (réseaux sociaux, les jeux vidéo). »

le Net, que ce soit sur Facebook ou ailleurs.

Le débat était lancé : quel ton utiliser, quel registre de langue, quels mots ? Pour Daniel Makonnen, il faudrait « *se sentir très libre, adopter une démarche et une tonalité très personnelle, allant de la violence verbale à la réponse plutôt intellectuelle et documentée* ».

Et surtout, précise-t-il, « *ne jamais signer "Licra", ce sigle pouvant déclencher certaines colères* »...

Stupeur ! Le propos fit question pour une prof de philo convoquée spécialement pour l'occasion, Laurence Vanin. Selon elle, Internet a modifié considérablement notre vie et nos repères spatio-temporels : « *Si on n'a plus d'espace-temps ou si on change d'espace-temps, on change de relation au monde. Notre rapport au monde est désormais "importé" : non seulement il envahit notre espace personnel, mais il suppose que nous n'ayons plus besoin d'être dehors, de sortir de nous-mêmes ou de "chez nous", de notre espace intime, comme si tout se passait en nous, dans un espace dé-spatialisé et dans un temps dé-temporalisé. C'est cela, le virtuel... On n'est pas sorti de la caverne du temps de Platon : on y est même retourné, on est en plein dedans, et la multiplication des écrans fait qu'on n'a pas la possibilité de dialoguer sur ce qui est dit et ce qui est vu ; chacun regarde son écran dans son coin. On est dans le monde de la doxa et de l'illusion, dans l'invention de nouvelles mythologies, de celui des consciences désenchantées, voire de "l'évaporation des sujets". Les djihadistes de Daech fonctionnent, quoi qu'on en veuille, comme de nouveaux mythes fondateurs, de nouveaux héros qui fascinent les jeunes.* »

Sur le Net, la violence du langage et du sans-visage est sans équivalent, et surtout immédiate : le pseudo est la lâcheté absolue, car ce n'est pas une relation entre consciences qui se construit, pas une intersubjectivité, mais la possibilité infinie de distiller tout ce que l'on a envie de dire.

Aussi, peut-être, tout en réaffirmant la nécessité de l'existence de ce groupe e-licra parmi d'autres groupes Licra présents aussi sur le Net et sur Facebook, faudrait-il réinvestir la raison, lui redonner droit, et considérer qu'une réponse à la haine sur le Net ne devrait ni se faire ni s'énoncer dans les mêmes conditions que les éruptions de ceux qui la propagent...

La philosophie, c'est aussi ce qui permet de reprendre et de réinventer l'esprit critique : il faut dénoncer l'hypertrophie de l'indignation qui désinvestit la pensée. Répondre, c'est penser : cela s'apprend, et si tout le monde, en droit, peut le faire, cela suppose de s'armer intellectuellement.

AZIZ SENNI

Il est entrepreneur, auteur de « *L'ascenseur social est en panne... J'ai pris l'escalier* » (L'Archipel) et de « *L'ascenseur social est toujours en panne, il y a du monde dans l'escalier* » (Le Passeur Editeur).

Aziz Senni est le fondateur de Business Angels des cités (devenu Impact Partenaire), un fonds d'investissement socialement responsable, dédié, entre autres, au développement économique des banlieues. Il est aussi membre fondateur de l'UDI.

Intervenants de la conférence

« Notre partenariat avec l'Éducation Nationale et nos interventions dans les établissements scolaires ».

De gauche à droite : Gérard Attali, Renaud Muselier, Jean Natiez, Annette Bloch, Gilles Braun. Marseille, 21 mars 2015. ▼



Vanves : à petite section, grandes initiatives !

Présidente de longue date de la section de Vanves, Monique Abecassis déplore l'absence de relève. Elle peut néanmoins être fière du chemin parcouru.

JOURNÉES DE LA MÉMOIRE

« Hitler 1923-1945 »

Fin janvier, début février, les Journées de la mémoire ont réuni plusieurs classes de troisième pour visionner un documentaire, « Hitler 1923-1945 », puis échanger avec d'anciens déportés. M. Charles Baron, Mme Isabelle Choko, M. Robert Wajcman sont ainsi intervenus.

JUMELAGES

Bernard Gauducheau (UDI) est le maire de Vanves depuis 2001. La commune a développé des jumelages avec les villes de Lehrte (Basse-Saxe, en Allemagne), Ballymoney (Ulster, en Irlande du Nord) et Rosh Ha'Avin (25 km à l'est de Tel-Aviv), notamment pour promouvoir des échanges culturels et éducatifs.

Le 7 février 2014, Robert Wajcman (au centre), rescapé du camp d'Auschwitz, a participé aux Journées de la mémoire du collège Saint-Exupéry. A sa droite, Monique Abecassis. ➤

*

1. Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie.
2. Union nationale des combattants.
3. Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
4. Le 5 juillet 1962, à Oran, après l'indépendance de l'Algérie, des centaines d'Européens furent tués et enlevés, sans que l'armée française ait reçu l'ordre de s'interposer. Le nombre des victimes n'est pas connu.

Vanves, commune de 27 314 habitants aux portes de Paris, abrite une section depuis 1984, créée à l'initiative du maire. Dotée d'un réseau d'intervenants et de partenaires solides, la section a su réunir et maintenir une cinquantaine d'adhérents. « *L'essentiel est de pouvoir rassembler et de partager. J'ai une idée folle : la fraternité universelle !* », concède la présidente de la section, Monique Abecassis.

Si Vanves ne rencontre pas de problèmes spécifiques, des propos ou actes racistes et antisémites s'y produisent ponctuellement. La présidente a opté pour la médiation, elle traite les problèmes sur le terrain, par la rencontre, l'écoute et le dialogue.

Apolitique, la section se félicite d'avoir toujours réuni des adhérents de tout bord (droite, gauche, centre). Outre son indéfectible partenariat avec la Mairie, l'équipe coopère avec des associations vanvéennes et/ou extérieures : la Fnaca⁽¹⁾, l'UNC⁽²⁾, l'Amicale des pieds noirs. Monique Abecassis considère qu'« *il faut s'ouvrir, car notre priorité est de véhiculer un message [...] Il faut laisser les couteaux au vestiaire !* ».

La Licra Vanves a choisi d'exister et d'intervenir par le biais d'actions culturelles, et plus précisément par l'image. L'impact de l'image est fort, intergénérationnel, et crée les conditions du dialogue. Projections de films, conférences, expositions, concerts sont ses instruments de prédilection.

DES ACTIONS CULTURELLES ET ÉDUCATIVES

Chaque année, cinq ou six interventions sont planifiées. « *Le 27 janvier est la journée de la mémoire des génocides et de la prévention des crimes contre l'humanité. A Vanves, nous déposons une gerbe de fleurs au pied de la stèle érigée en hommage aux 119 Vanvéens victimes de la barbarie*

nazie, explique la présidente. *Alerter, sensibiliser, informer et expliquer* », rappelle-t-elle, sont les clés de voûte qui structurent la section.

L'une des priorités est l'éducation des jeunes générations. Les interventions en milieu scolaire sont nombreuses et ininterrompues depuis plus de vingt ans. Le collège Saint-Exupéry de Vanves accueille chaque année la section pour les Journées de la mémoire ».

En outre, au mois de septembre, le Forum des associations est « *l'occasion d'échanger avec les adhérents. C'est là que se dessinent les projets, se discutent des actions passées et futures* », indique Monique Abecassis.

Le 20 octobre 2014, l'exposition « *Désobéir pour sauver* », sur le thème des Justes, a été prêtée par l'Onac⁽³⁾. Le 4 décembre a eu lieu la projection, au Ciné-Théâtre de Vanves, du film d'Alexandre Arcady, « *24 jours, la vérité sur l'affaire Ilan Halimi* ».

En 2015, la section a célébré le 70^e anniversaire de la libération des camps, fin janvier, et est intervenue, en février, devant plus de 120 élèves à l'occasion des Journées de la mémoire.

Originaire d'Algérie, Monique Abecassis a un projet qui lui tient à cœur : « *Je souhaite évoquer le drame vécu par les Français d'Algérie, le 5 juillet 1962 à Oran*⁽⁴⁾. *Ce massacre n'a pas été reconnu par la France, et j'aimerais que la Licra s'empare du sujet.* »

Si les difficultés sont nombreuses, les investissements humains et financiers, toujours insuffisants, « *il faut faire avec !* », rétorque Monique Abecassis qui, par son implication et son dévouement, assure la pérennité d'une section qui contribue efficacement, à son échelle, à entretenir la flamme du militantisme et des valeurs de la Licra.

■ Justine Mattioli



Strasbourg : un symposium européen pour mettre les pieds dans le Net

Conçus et organisés par la Licra avec la Conférence des OING⁽¹⁾ du Conseil de l'Europe, trois jours de réflexion et d'échanges pour faire reculer la haine *on line* se tiennent à Strasbourg les 28, 29 et 30 mai.

C'est à la fois sous le signe de l'expertise et de l'éducation que ces journées ont été placées. Expertise, comme l'indique d'emblée le terme de symposium, compte tenu de la complexité des enjeux de la cyber-violence : des spécialistes de haut niveau⁽²⁾, en particulier du Web et des réseaux sociaux, ont été invités pour partager leurs connaissances et débattre, aux côtés d'institutionnels, de politiques, de chercheurs et de responsables associatifs, des outils et des pratiques les plus à même de barrer la route aux discours de haine.

Education, en raison bien sûr de la place qu'occupent les médias sociaux (le Net et les réseaux) dans la vie des jeunes.

UN PUBLIC D'ÉLÈVES, D'ÉTUDIANTS ET D'ÉDUCATEURS

La première journée va être inaugurée avec des scolaires français, suisses et allemands : de 150 à 200 jeunes, les collégiens le matin et les lycéens l'après-midi. Les étudiants, les communautés éducatives (enseignants, éducateurs et animateurs) et universitaires font également partie des publics attendus, notamment autour de tables rondes et d'ateliers sur des thèmes incontournables : laïcité et fait religieux, levée de l'anonymat, ou encore sources et méthodes des populismes.

LA SECTION DU BAS-RHIN SUR LE PONT DEPUIS DES MOIS

Soutenu par la Ville qui célèbre l'Europe en mai, le Symposium s'appuie sur un comité scientifique animé par l'historien Maurice Carrez et l'avocat Philippe Schmidt, président de l'International Network Against Cyberhate. Il doit beaucoup à la section du Bas-Rhin, qui s'est attelée au projet il y a près d'un an, grâce à la dizaine de bénévoles mobilisés autour de Gilles Winckler, trentenaire très dynamique à la tête de la section. (Son



portrait a été publié en mars, dans le précédent numéro de « DDV »). « Tout est parti de la volonté d'Alain Jakubowicz et du bureau exécutif, avant les élections européennes, d'organiser une conférence sur la montée des populismes et des discours de haine », précise le secrétaire général du symposium, Gilles Bloch. « Il est entré en résonance avec les projets du Conseil de l'Europe. » La plus vieille institution européenne est bel et bien associée au symposium par le biais de la Conférence des OING et de sa commission des droits de l'homme, présidée depuis juin 2014

par Michel Aguilar⁽³⁾, qui a travaillé au projet en lien étroit avec la section de la Licra. « Une telle initiative s'inscrit pleinement dans notre démarche de fond visant à faire reculer l'ignorance, explique-t-il. Sur Internet comme ailleurs, c'est bien la source des peurs et des discours de haine. Le Conseil de l'Europe a pris acte d'un "après-Charlie", ajoute-t-il. Il y a aujourd'hui un renforcement de sa détermination à travailler sur les questions des responsabilités et des libertés fondamentales. »

L'institution va, de fait, mettre en place un groupe d'experts à l'issue du Symposium (dont les actes seront diffusés aussi largement que possible auprès de la société civile et des gouvernements des 47 Etats de l'Union), afin de rédiger une déclaration commune.

« L'objectif du Symposium n'est pas de s'en tenir à des constats – au demeurant importants pour éclairer la réflexion –, mais bien d'en tirer des propositions, des résolutions au plan européen, souligne Gilles Winckler. Il est essentiel de responsabiliser les acteurs institutionnels, les entreprises du Net, les citoyens, pour favoriser la mise en place d'un cadre juridique qui sanctionne réellement les propos illégaux. Faire du contre-discours s'avère notamment insuffisant face à cette déferlante. »

■ Karen Benchetrit

UN SITE DÉDIÉ

« No hate Web, no hate speech... » Vous trouverez tout ce que vous voulez savoir sur le Symposium européen contre la cyberviolence sur le site mis en place par la section du Bas-Rhin : www.notateweb.eu

*

1. La Conférence des Organisations internationales non gouvernementales (OING) est l'un des piliers du Conseil de l'Europe. La Commission des droits de l'homme est l'une de ses composantes.
2. Au rang des experts, Philippe Coen, spécialiste en matière de déontologie des entreprises, est le fondateur de Respect Zone. Ce label affiche clairement l'engagement d'un site, ou d'un internaute, contre la cyberviolence, pour une politique de modération des propos sur le Net. Pour Philippe Coen, le partenariat entre société civile et politique dans ce combat est crucial.
3. Michel Aguilar, qui animera la table ronde sur la laïcité, a par ailleurs lancé une vaste étude en Europe sur ce que les moins de 35 ans entendent par « droits de l'homme ».

De "l'après-Charlie" à la "question Roms" : deux pistes pour le Cercle de la Licra

Après les assassinats et les mobilisations de janvier, il ne faut plus compter sur les seuls partis politiques pour ravauder le « vivre ensemble »

Des réponses diversifiées aux attentats

LES INTERVENANTS

Nicolas Tenzer,
président du directoire
Aspen France et directeur
de la revue « *Le Banquet* ».

Gilles Clavreul,
délégué interministériel à
la lutte contre le racisme
et l'antisémitisme.

Maria Giuseppina Bruna,
chercheur, chaire
Management et Diversité,
université Paris-Dauphine/
ISTEC.

Virginie Martin,
politologue, présidente
du think tank « *Different* ».

Jacques Tarnero,
chercheur, documentariste
Marie-Nadine Prager,
vice-présidente du think
tank « *EuroCités* ».

Philippe Val,
journaliste, écrivain.

Lucile Schmid,
vice-présidente de
la Fondation de l'écologie
politique.

Aziz Senni,
entrepreneur.

Philippe Schmidt,
avocat, président
de l'International Network
Against CyberHate (Inac).



A l'unité nationale spontanée et formidable qui a éclaté le 11 janvier se sont substitué bien des questionnements. Martine Benayoun, présidente du Cercle de la Licra, a organisé un cycle de six conférences sur « Penser l'après-Charlie ». « *Les entreprises de réflexion autour des événements ont été bien moins mobilisatrices, ce qui témoigne du difficile passage du temps de l'émotion à celui de la production réflexive* », constate-t-elle.

DES MUTATIONS EN COURS DE L'ANTISÉMITISME ET DU RACISME

Le 13 avril, dix invités se sont exprimés et ont émis des propositions⁽¹⁾. Jacques Tarnero, Philippe Val et Gilles Clavreul ont évoqué une grande difficulté de nommer précisément les événements : il s'agissait d'attaques terroristes islamistes perpétrées par des individus organisés, formés et endoctrinés. Les assertions sociologiques sur les origines sociales et territoriales des terroristes ne conditionnent pas

l'acte. Ces attaques ont visé des représentants de la liberté d'expression (les caricaturistes et les journalistes), l'ordre républicain (la police) et les juifs. Chacun a rappelé les mutations du racisme et de l'antisémitisme, devenus des phénomènes complexes, aux causes multiples, difficiles à catégoriser.

UNE FORMATION À LA DIVERSITÉ...

Aziz Senni et Margie Bruna se sont positionnés sur la thématique de l'entreprise. Avec un témoignage sur son parcours, son management, Aziz Senni a proposé une laïcité de terrain, adaptable, en adéquation avec la diversité des profils des salariés. Margie Bruna a appelé à la mise en place d'« *une formation systématique à l'échelle des organisations, à la diversité* ».

Lucile Schmid, Marie-Nadine Prager, Virginie Martin ont engagé la responsabilité des représentants politiques dans le combat contemporain. Il n'est plus temps de querelles stériles, de visées court-termistes, le « faire société » leur incombe désormais.

A Issy-les-Moulineaux, le respect d'autrui et l'ouverture aux autres sont au cœur des manifestations publiques, des rencontres et des animations de quartier organisées par la Municipalité.

Cet esprit, c'est aussi celui de la LICRA.

C'est pourquoi nous soutenons ses combats, et plus particulièrement l'action de la section locale, et l'esprit de vigilance qui l'anime.

Aussi tenons-nous à vous assurer plus que jamais de notre sincère amitié et de notre total et fidèle engagement à vos côtés.

André SANTINI
Ancien ministre
Député des Hauts de Seine
Maire d'Issy-les-Moulineaux

... ET UNE INGÉRENCE DE LA NÉCESSITÉ

Nicolas Tenzer s'est situé à l'échelle internationale et a défendu une ingérence de nécessité lorsque des pays portent atteintes à la liberté. Il a plaidé pour des débats sans frontières, au-delà des Etats, puisque les attentats perpétrés touchent les pays dans leurs fondements démocratiques.

Philippe Schmidt a également tenu un discours transfrontières, où l'individu, universaliste, doit agir pour faire avancer les choses. Internet est un outil révolutionnaire mais dangereux,

chacun a la responsabilité de son évolution.

Gilles Clavreul a clôturé une soirée très riche en évoquant la future présentation du « plan d'action contre le racisme et l'antisémitisme » (17 avril). Nonobstant l'intérêt d'une telle soirée, force est de constater qu'elle fut pour le moins frustrante : dix interventions de dix minutes sur des domaines d'expertises divers ont généré un flux trop important d'informations, difficiles à assimiler et à retranscrire fidèlement dans une logique de concision.

■ Justine Mattioli

De droite à gauche :
Maria Giuseppina Bruna,
Marie-Nadine Prager, Aziz Senni,
Virginie Martin, Philippe Schmidt
et Martine Benayoun (au micro),
lors de la conférence
« Penser l'après-Charlie »,
le 13 avril 2015. ◀

Les Roms en France et en Europe, entre stigmatisation et expulsions...

Depuis trois ans, le Cercle de la Licra développe, en partenariat avec Sciences-po Paris, des « projets collectifs » où le Cercle propose une thématique que trois à cinq étudiants traitent pendant plusieurs mois. Le 20 avril, lors d'un débat auquel quatre invitées ont participé, ils ont présenté le résultat de leurs recherches.

Pouvoirs publics et médias entretiennent un récit fantasmagorique sur les Roms, qui seraient rétifs à toute intégration, nomades, voleurs, etc. « *Il existe un racisme institutionnalisé et une volonté politique d'empêcher l'intégration des populations roms* », déplore Andra Tonitza. Manon Fillonneau évoque un enjeu sémantique : « *L'utilisation générique du terme "Roms" est une responsabilité partagée par des associations, des médias, des autorités. Assigner ce terme aux seuls habitants des bidonvilles, c'est donner une identité réductrice à ces populations.* »

Avec l'élargissement de l'UE, en 2007, à la Roumanie et la Bulgarie, la situation semble empirer. Les Roms subissent discriminations et stigmatisations dans le pays d'accueil et dans leur pays d'origine. L'UE semble impuissante à imposer

des plans d'intégration pour les Roms. « *Les ONG de Roumanie reçoivent depuis dix ans des fonds européens et ne font rien ! L'Europe ne conditionne pas son aide à une demande de résultat* », fustige Liliana Hristache.

En France, les expulsions répétées anéantissent toute velléité d'insertion. La cause des Roms est un rocher de Sisyphe ; les associations les accompagnent (santé, scolarité, domiciliation, etc.), puis, avec l'expulsion, tout est souvent à recommencer. Il existe des solutions, mais elles supposent un investissement humain (accompagnement par les associations, médiateurs et travailleurs sociaux), et la scolarisation des enfants pour casser les réflexes ségrégatifs : les jeunes ne doivent pas connaître le même sort que leurs parents ; c'est une question de volonté politique et de décisions de long terme.

■ Justine Mattioli

L'étude de la CNCDH (avril 2015) sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie pour 2014 révèle que 87 % des Français considèrent les Roms comme « *un groupe à part dans la société* », en augmentation de 12 points comparé à 2012. Les Roms sont les personnes les plus victimes d'intolérance.

LES INTERVENANTS

Andra Tonitza,

intervenante et médiatrice sur les campements roms de la région parisienne.

Manon Fillonneau,

déléguée du collectif Droits de l'homme Rometoupe.

Liliana Hristache,

présidente de l'association Roms réussite.

Jeannine Thorat,

responsable de la commission discriminations d'Amnesty International.

Kimberlé Crenshaw

Professeur et féministe américaine, elle a développé le concept de l'intersectionnalité pour désigner les individus ou classes d'individus victimes de discriminations multiples. Une femme rom subit à la fois le sexisme et le racisme.

MAIRIE DES LILAS

Mr Daniel GUIRAUD

Maire et 1^{er} Vice-Président du Conseil Départemental
1^{er} Vice-Président de Paris Métropole

96, rue de Paris - BP 76 - 93261 Les Lilas cedex

Tél. : 01 43 62 82 02 - Fax : 01 49 93 00 06 - E-mail : webmaster@ville-leslilas.fr

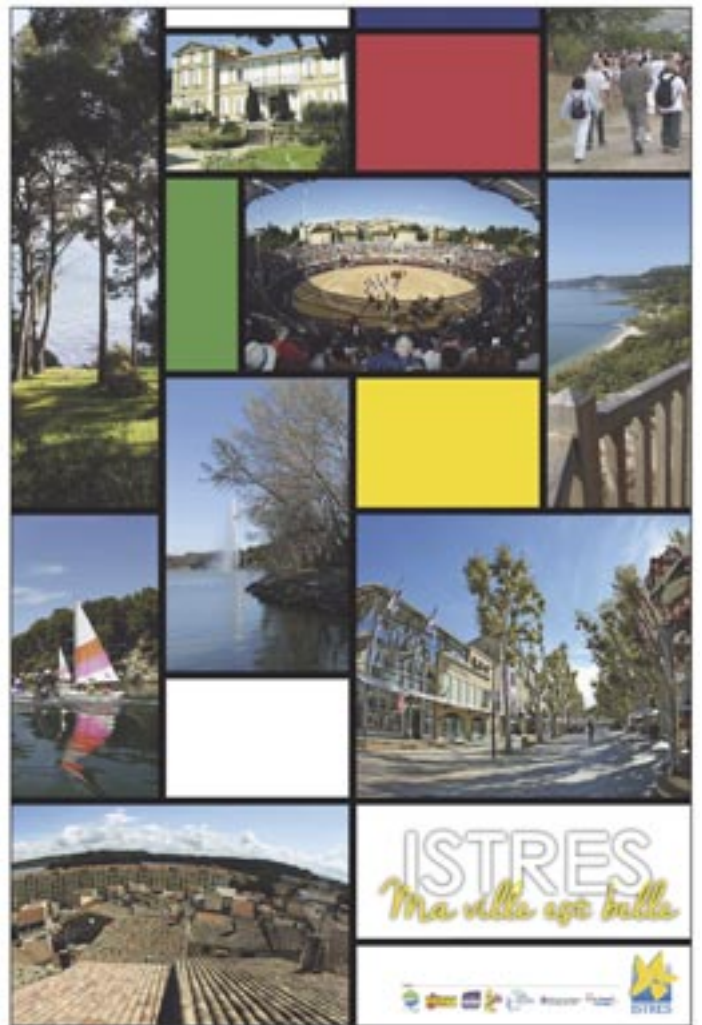
essonne.fr

Essonne
LE DÉPARTEMENT

www.essonne.fr



TOUTE L'ACTUALITÉ DE VOTRE DÉPARTEMENT
PARTOUT AVEC VOUS



ORT
FRANCE
EDUCATION ET FORMATION

*soutient la LICRA
dans son combat
contre le racisme et
l'antisémitisme.*

24 RUE ERLANGER - 75016 PARIS
TÉLÉPHONE : 01.44.17.30.80
TÉLÉCOPIE : 01.45.01.80.21
e-mail : ortfrance@ort.asso.fr
web : <http://www.ort.asso.fr>

jeparticipe!
ATELIERS
CITOYENS
DÉPARTEMENTAUX

Nord
le Département

**ÉDUCATION
EMPLOI
CITOYENNETÉ
LOGEMENT
CULTURE
MOBILITÉ
LOISIRS...**

**TOUS
ÉGAUX?**

**AGIR POUR L'ÉGALITÉ,
CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

↓

jeparticipe.lenord.fr



Claude Dilan en mai 2010, à Clichy-sous-Bois. ▲

Décès de Claude Dilain

Pédiatre passionné par le vivre ensemble, il était membre de la Licra et avait cinq enfants.

Il fut pendant seize ans (de 1995 à 2011) le maire socialiste emblématique de Clichy-sous-Bois. Il avait notamment évoqué cette responsabilité dans son livre « *Chronique d'une proche banlieue* » (Stock, 2006).

Il était devenu ainsi un spécialiste de la politique de la ville et des problèmes des copropriétés dégradées.

Elu sénateur de la Seine-Saint-Denis en 2011, il a été le rapporteur très impliqué de la loi Alur sur le logement et de celle sur la ville.

En 2013, il y avait organisé avec Charles Rojzman et Antoine Spire un colloque intitulé « *Banlieues dans la République : l'urgence de la réconciliation* ».

Il est mort brutalement, le 3 mars dernier, à 66 ans.

Il laisse un grand vide en Seine-Saint-Denis, et au Sénat où il plaidait inlassablement pour les banlieues et les enfants.



Pierre Weiss le 26 avril 2014, pendant la Convention de la Licra à Genève. ▲

Décès de Pierre Weiss

Les membres du comité de la Licra-Suisse ainsi que son président, Philippe Kenel, ont la grande tristesse de vous faire part

du décès de Pierre-Weiss, vice-président de la Licra-Suisse et président de la section genevoise. Né en 1952, Pierre Weiss était un homme de valeur, qui avait des valeurs et qui aimait les défendre.

Homme politique genevois, enseignant à l'université de Genève, il n'a cessé de lutter contre le racisme et l'antisémitisme. Il a été la cheville ouvrière de l'organisation de la 48^e Convention, à Genève, au mois d'avril 2014.

Nous adressons nos sincères condoléances et toute notre sympathie à son épouse et à ses trois enfants.

Les associations en danger

Sur le thème « et maintenant... », il manque à votre dernier numéro un dossier d'alerte sur l'avenir des associations. Chacun peut remarquer que, dans sa localité, son département, sa région, les restrictions budgétaires dues à la diminution des dotations d'Etat (elles diminuent de 3 milliards par an d'ici à 2017) s'appliquent le plus souvent d'abord au secteur associatif. La Licra n'est-elle pas aussi concernée par une diminution de subvention d'Etat ?

Ce choix revient à nier l'utilité sociale des associations ; ainsi, le dernier rapport de la cour des Comptes sur l'action des collectivités (février 2015) va dans ce sens. Pourtant, les associations remplissent un rôle indispensable dans la vie sociale, culturelle, sportive et l'éducation tout au long de la vie. Par leur action au quotidien, au plus près de la population, elles évitent de nombreux coûts sociaux, médicaux, judiciaires, etc. Aujourd'hui en France, on estime à plus de 1 300 000 le nombre d'associations, pour la plupart dans les secteurs du sport, de la culture, des loisirs, de la vie sociale

et de la défense des droits. L'emploi associatif (1 500 000 emplois) est principalement concentré dans le secteur de l'action sociale et de l'insertion.

Déjà en 2014, de nombreuses associations ont dû licencier leurs salariés. Cette tendance s'est renforcée en 2015. On sait pourtant qu'un salarié associatif en activité est un levier pour l'action de dizaines de bénévoles. Ces emplois menacés concernent surtout des jeunes, dont c'est souvent le premier emploi et qui vont se retrouver chômeurs. Cette politique est à l'inverse des priorités affichées par les pouvoirs publics après les assassinats à « *Charlie Hebdo* ».

■ Thérèse Blanchet

du Collectif des associations citoyennes (CAC)

RÉPONSE

Je suis tout à fait d'accord avec vous. La Licra souffre bien évidemment aussi de cette situation, et nous saisissons régulièrement les pouvoirs publics de cette évolution préoccupante.

■ Antoine Spire

Le négationnisme du génocide arménien

Je vous remercie pour l'excellent numéro du « *Droit de vivre* », très juste, concernant les 100 ans du génocide des Arméniens, et je vous adresse une copie de mon message à Jean Daniel, éditorialiste à « *L'Obs* », dont les flottements concernant ce problème gravissime qui concerne l'ensemble de l'humanité m'irritent depuis plusieurs années.

EXTRAITS DU MESSAGE À JEAN DANIEL

« Hitler, en septembre 1939, ordonnait l'extermination des juifs (hommes, femmes, enfants,...) par les *Einsatzgruppen*, en le justifiant ainsi : « *Wer redet heute noch von der Vernichtung der Armenien ? – Qui se souvient de l'extermination des Arméniens ?* »

Vous parlez également des amis qui font une différence obstinée... Ces amis sont essentiellement Pierre Nora, je suppose.

Je crois que sa motivation profonde, commune à Simone Veil et Robert Badinter, que je comprends et respecte, consiste, dans le cadre de la confrontation mémorielle, à ne pas comparer les deux génocides.

La Shoah est horrible et incomparable à

toute autre tragédie humaine j'en suis persuadé. Mais le processus génocidaire est semblable. Je cite la revue de la Licra, « *Le Droit de vivre* » n° 653, décembre 2014, page 31. Les témoignages sont nombreux : ils émanent d'Allemands présents sur le terrain [...] ; de l'ambassadeur américain Morgenthau, qui deviendra secrétaire d'Etat américain en 1923 ; de l'Autrichien Franz Werfel ; des représentants du pape ; ainsi que de la communauté juive, témoin de tous les crimes, pensant que son tour allait venir (rapport d'Avshalom Feinberg, chef du réseau sioniste Nili, 1915).

Dans son erreur tragique, Pierre Nora croit imposer son opinion personnelle à ses amis et associations. J'ai assisté par hasard à un débat sur la chaîne de télévision TFJ, en 2005, concernant les lois mémorielles.

Ce jour-là, M. Nora a déclaré à ses interlocuteurs : « *Oui, j'ai demandé la suppression de toutes les lois mémorielles, sachant que la loi Gayssot ne serait jamais abolie !* » ... Où se trouve l'honnêteté intellectuelle de M. Nora dans cette affaire ?

A l'instar du pape François, du Président allemand, du Luxembourg, de la Diète autrichienne, il faut avoir du courage. C'est ce qui manque à Obama et Netanyahu, qui ont peur d'Erdogan... »

■ Michel Toutlouyan

Le passé d'Alain Juppé

Ce n'est pas parce qu'Alain Juppé est candidat aux primaires de l'UMP et candidat probable à la présidentielle que je regrette l'article du dernier « *DDV* » qui, en faisant de lui l'un des nôtres (« *depuis longtemps militant à la Licra* »), écorne certes la neutralité politique dont nous nous enorgueillons. Même si la conscience de gauche que je suis (très vaguement) pourrait se sentir malmenée par un tel parti pris, j'accepte volontiers l'idée que des personnalités de tout bord s'expriment à la Licra, qu'il est même souhaitable qu'elles s'y expriment (dans la mesure, cependant, où on ne leur sert pas trop ostensiblement la soupe). Le problème est ailleurs, et beaucoup plus grave.

En avril 1994, Alain Juppé, homme de raison, humaniste, de grande culture, et opposant résolu à l'extrême droite, était ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement de cohabitation, alors que commençait le dernier génocide du siècle. Le 7 avril, le génocide commence au Rwanda (nombreux témoignages à ce sujet, dont celui du sociologue André Guichaoua, par ailleurs hostile au FPR, le Front patriotique rwandais). Le gouvernement génocidaire se constitue à l'intérieur de l'ambassade de France, sous l'œil complaisant de l'ambassadeur, Jean-Michel Marlaud.

Le 27 avril, Jérôme Bicomupaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement

génocidaire, et Jean-Bosco Barayagwiza, son directeur de cabinet et chef du Conseil démocratique révolutionnaire, sont reçus au Quai d'Orsay par Alain Juppé.

Le 15 mai, alors que la plupart du million de Tutsis génocidés sont déjà morts, ce dernier prononce, le premier au gouvernement français, le mot de « génocide » (lequel était pourtant apparu dès le 12 avril dans les colonnes de « *Libération* » et du « *Parisien* »).

Le 22 juin commence la mission « Turquoise », voulue notamment par Edouard Balladur et Alain Juppé, mais dont les objectifs humanitaires affichés serviront à protéger les génocidaires (exemple, très documenté aujourd'hui, de l'épisode de Bissero, où la mauvaise volonté du commandement français est la cause de 3 000 morts tutsis supplémentaires).

Il est impensable qu'Alain Juppé ait souhaité et fomenté ce qui est arrivé. Il était néanmoins l'une des personnalités clés du gouvernement, et la complaisance française aux crimes – la complicité, même – se sont produites alors qu'il était aux affaires, qui plus est dans le cadre étroit de son ministère. Sa parole depuis, sur ce sujet, a été rare et toujours de dénégation.

Il ne nous appartient pas de nous ériger en juges, et peut-être aucun jugement, au sens judiciaire du terme, n'aura-t-il jamais lieu. Pourtant l'Histoire passera, elle est en train

de passer, et la responsabilité de ceux qui, ayant eu un jour la possibilité de dire non, ont seulement détourné le regard sera interrogée.

En attendant, membre du comité de rédaction du « *DDV* », du bureau exécutif, et responsable de la commission nationale Mémoire, Histoire et Droits de l'homme, je veux faire part de mon vif malaise lorsque je lis dans mon journal que « *Alain Juppé est depuis longtemps militant à la Licra* ».

■ Alain David

RÉPONSE

C'est volontairement et après l'avoir vérifié que j'ai mentionné qu'Alain Juppé était de longue date militant à la Licra. Cette interview fut un échange écrit entre Alain Juppé et notre journaliste qui a interrogé Juppé sur ce qui faisait la matière de notre numéro : que faire après les attentats de janvier ? Le Rwanda n'était pas à l'ordre du jour. Cela dit, j'épouse totalement le point de vue d'Alain David sur le Rwanda. Je pense néanmoins qu'Alain Juppé, militant de longue date à la Licra, a le droit d'avoir un point de vue différent du mien. Surtout, il peut s'exprimer dans le « *DDV* » sans que l'on considère que cela signifie un alignement de la Licra sur toutes ses positions.

■ Antoine Spire

SOUSSION

En tant que femme noire et française, j'ai beaucoup apprécié le numéro du « *Droit de vivre* » sur la question noire, un résumé intéressant et percutant de la condition des Noirs de France.

Je remercie les présidents du Cran et de la Licra pour cet édito qui a le mérite d'aborder dans le bon sens les questions douloureuses. En espérant que ce combat portera ses fruits et apportera des réponses concrètes et des solutions à ces problèmes de racisme et de discrimination qui pourrissent la vie des personnes non racistes, qui subissent ces souffrances la plupart du temps en silence !

■ Carole Gruet

La Licra-Net depuis les années 90

La Licra qui a tant lutté pour la sauvegarde de la Mémoire oublierait-elle sa propre histoire ? En effet, on a pu lire dans le « *DDV* » du mois de mars (p. 42) que Me Mario Pierre Stasi aurait fondé la Licra-Net. Or, nombreux sont ceux qui se souviennent du premier procès de l'Internet : il fut mené par la Licra à la fin des années 90 pour obliger Yahoo à retirer de son site d'enchères des objets nazis. A la suite de ce procès, j'ai fondé la « *Licra-Net* » comme sous-commission de la commission juridique de la Licra. Licra-Net était composée d'avocats et de spécialistes de l'Internet. Parmi ses membres avocats il y avait Franck Cohen,

Bénédicte Litzler, Philippe Schmidt, Serge Worthalter. Parmi les spécialistes de l'Internet, il y avait Michel Fingerhut, Gilles Karmasyn, Serge Piasek. Ce mélange original de juristes et de spécialistes de l'Internet a été particulièrement productif : pendant une dizaine d'années, Licra-Net se réunissant tous les mois, multipliait les initiatives pour réguler Internet, suivait régulièrement tous les signalements et engageait les poursuites nécessaires. – Dès novembre 2000, un colloque était organisé à l'Assemblée nationale, posant la question : « Le racisme sur Internet, une fatalité ? »

– Puis Licra-Net a milité pour l'application de la législation antiraciste sur Internet : des contacts ont été pris avec l'AFA, les ministères de l'Intérieur et de la Justice, les opérateurs... – Licra-Net s'est impliquée dans le combat qui a abouti à la loi du 21 juin 2004 sur « la confiance dans l'économie numérique ». Aujourd'hui, une nouvelle équipe a pris la relève. Nous lui souhaitons les plus grands succès, car la tâche est immense et les enjeux considérables. Parmi les anciens, beaucoup sont prêts à apporter leur aide. Il ne faut pas les oublier.


■ Marc Lévy

**ADDICTED
TO LYON***

*accro à Lyon
Cititem Corporate

Isabelle, responsable des Fonds Privés Handicap International à Lyon.

À Lyon, on n'est jamais seul. On ressent la tradition de solidarité de la ville dans la vie quotidienne, avec des réseaux d'entraide forts. Pour moi, la vie est belle ici ! C'est une grande ville qui bouge tout le temps, surprenante et équilibrante : vivante.



Pr Bonnie Bassler

USA, Microbiologiste.

Lauréate 2012 pour l'Amérique du Nord.
Pour avoir défini le mode de communication
entre les bactéries, découverte cruciale pour
le développement de nouveaux traitements
contre les infections.

**PRIX,
L'ORÉAL
UNESCO**

*NOUS AIDONS LES FEMMES
QUI FONT AVANCER LA SCIENCE.*

FOR WOMEN
IN SCIENCE



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

L'ORÉAL
FONDATION
D'ENTREPRISE

www.forwomeninscience.com